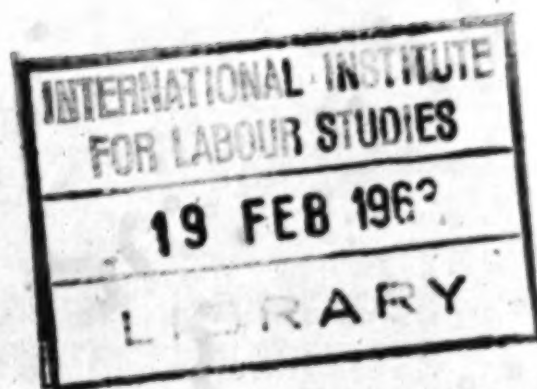
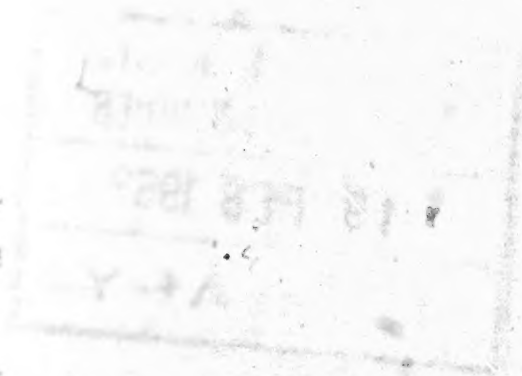


338.984(65)

**RAPPORT
SUR L'EXÉCUTION
DU PROGRAMME
D'ÉQUIPEMENT
DE L'ALGÉRIE
EN 1961**





SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	9
Première Partie : L'ECONOMIE ALGÉRIENNE EN 1961	13
Deuxième Partie : LES REALISATIONS	
Chapitre I : La formation des hommes	35
Chapitre II : La rénovation des campagnes	46
Chapitre III : Le développement industriel	56
Chapitre IV : L'équipement social	68
Chapitre V : L'aménagement du territoire	80
Troisième Partie : LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	91
TABLEAUX ANNEXES	107
ANNEXE : L'influence du programme d'équi- pement sur la production et l'emploi	113

En vertu des dispositions des décrets du 10 avril 1958 et 17 mars 1959, la compétence de la Caisse d'Equipement ne s'étend pas aux zones sahariennes de l'Algérie. Le présent rapport ne concerne donc que l'Algérie du Nord, et laisse à l'écart les départements des Oasis et de la Saoura.

Sauf indication contraire, le terme « Algérie » employé dans le présent rapport doit s'entendre des treize départements de l'Algérie du Nord.

INTRODUCTION

C'EST le 3 octobre 1958 que le Président de la République Française a défini, dans un discours prononcé à Constantine, les principaux objectifs du plan de développement de l'Algérie pour les années 1959 à 1963. La Caisse d'équipement, établissement public chargé de financer ce plan, a été constituée et organisée par deux décrets du 17 mars 1959. L'année 1961 représente donc, pour la Caisse d'équipement comme pour le plan de Constantine, la troisième année de son fonctionnement.

Les modifications qui ont été apportées, au cours de l'été 1962, aux relations politiques entre la France et l'Algérie, donnent à penser que de nouveaux objectifs seront définis et de nouvelles procédures de financement adoptées au cours des prochains mois.

C'est donc, avant que soit atteint le terme normal du plan de Constantine, un bilan d'activité qu'il convient d'établir à propos de l'exécution du programme d'équipement de l'Algérie en 1961.

Pour apprécier ce bilan, il faut d'emblée le situer dans le contexte très particulier de trois années marquées par la poursuite d'opérations militaires sur une grande partie du territoire algérien, par une aide financière et technique sans précédent de la métropole, et par la mise en exploitation des hydrocarbures sahariens.

La poursuite des opérations militaires

Les opérations militaires qui se sont déroulées en Algérie de 1959 à 1961 ont affecté d'une façon inégale les différentes parties du territoire; mais les répercussions psychologiques de la situation politique ont été ressenties dans tout le pays et ont incontestablement freiné la réalisation du plan.

Les régions les plus fortement touchées par les opérations ont été les zones montagneuses (Ouarsenis, Kabylie, Hodna, Nord-Constantinois) et les zones frontalières. Les populations y ont été fréquemment déplacées, soit qu'elles aient émigré vers le Maroc et la Tunisie, soit qu'elles aient été regroupées à l'écart des théâtres d'opérations. Ces mouvements ont touché deux millions de personnes environ, soit le tiers de la population rurale. Dans bien des cas, ces personnes se sont trouvées trop éloignées de leurs terres pour pouvoir en continuer l'exploitation et n'ont pu subsister que grâce à des secours en nature et aux salaires distribués sur les chantiers de travaux d'équipement local.

En dehors même des zones d'opérations proprement dites, l'insécurité s'est quelquefois opposée à l'ouverture de chantiers. Sans doute les grands travaux, tels que la pose des conduites d'hydrocarbures, ont-ils toujours bénéficié d'une protection adéquate de l'armée. Mais la surveillance des chantiers dispersés et de faible importance n'était pas toujours possible, ce qui a parfois empêché de trouver des adjudicataires ou les a conduit à proposer des prix excessifs.

Les conséquences psychologiques de l'état de guerre ont cependant été plus gênantes encore que les répercussions directes des opérations. Si certains individus ont eu le courage de s'engager sans réserve dans l'œuvre de développement entreprise, estimant qu'elle était en tout état de cause bénéfique pour le pays, la majeure partie de la population musulmane est restée sur la réserve. Cette attitude, qui n'a eu que peu d'inconvénients dans les domaines où l'action des techniciens est prééminente (travaux publics, construction, industrialisation), a compromis les efforts entrepris pour la modernisation de l'agriculture, qui ne peuvent aboutir qu'avec l'adhésion et la coopération des travailleurs de la terre.

La population européenne elle-même s'est montrée de plus en plus sensible aux craintes d'un bouleversement politique. Si, en 1959 et jusqu'au milieu de 1960, de nombreux industriels algériens ou métropolitains ont pris le risque d'engager des capitaux dans des entreprises nouvelles ou dans des extensions d'entreprises existantes, les candidats ont été de plus en plus rares à partir de l'été 1960, tandis que quelques-uns des premiers promoteurs renonçaient à leurs projets.

L'aide technique et financière

Ces réticences sont d'autant plus regrettables que l'Algérie a bénéficié au cours des années 1959 à 1961 d'une aide sans précédent de la France.

Aide technique tout d'abord, illustrée par la venue des nombreux professeurs, ingénieurs et fonctionnaires dont la présence était indispensable pour assurer la réalisation des objectifs proposés. L'armée elle-même a apporté une large contribution à cet effet en mettant à la disposition de la population les médecins et les instituteurs qui servaient dans ses rangs, et en prenant en charge certains services nouvellement créés tels que les sections administratives spécialisées, relais entre les sous-préfets et les maires, ou le service de formation des jeunes.

L'aide financière de la France à l'Algérie a porté principalement sur les dépenses d'équipement qui ont été payées, à concurrence des deux tiers environ, à l'aide de fonds métropolitains publics ou privés. La France a en outre pris la charge de certaines dépenses ordinaires, comme les traitements des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur : son aide a atteint le quart environ de l'ensemble des dépenses publiques effectuées en Algérie pour le fonctionnement des administrations civiles.

Enfin, les dépenses de l'armée payées par le budget de l'Etat ont largement profité à l'économie algérienne, grâce aux marchés de fournitures et de travaux passés avec les entreprises locales, et par le surplus de ressources fiscales qui ont été versées au budget de l'Algérie.

En même temps qu'elle a rendu possible la réalisation d'investissements publics ou privés et le fonctionnement de certains services, l'aide française a permis à l'Algérie de financer un déficit commercial considérable qui a atteint, au cours des trois premières d'exécution du plan, 30 % environ de la production intérieure brute.

La mise en exploitation des hydrocarbures sahariens

Un autre facteur essentiel d'expansion a joué au cours de ces années. Si les principales découvertes de gaz et de pétrole au Sahara ont eu lieu dès 1955, la phase d'exploitation s'est ouverte en 1958. L'oléoduc d'Hassi-Messaoud à Bougie a été inauguré en octobre 1959; celui d'Edjelé à la Skhira, en Tunisie, en novembre 1960; enfin, la gazoduc d'Hassi-R'Mel à Relizane, avec ses antennes vers Oran et Alger, a été mis en service en avril 1961.

Outre l'activité suscitée en Algérie par la recherche pétrolière, la pose des conduites et le transport des hydrocarbures, une source d'énergie particulièrement souple et peu coûteuse est devenue disponible dans un pays qui en manquait cruellement.

Les hydrocarbures, autant qu'une source d'énergie, constituent une matière première pour l'industrie chimique et ouvrent donc de vastes perspectives à l'industrialisation du pays. En outre, l'exportation d'importantes quantités de gaz et de pétrole doit contribuer à rééquilibrer une balance commerciale fortement déficitaire.

. . .

Le rétablissement de la paix offre de nouvelles chances à l'Algérie : les pertes de vies humaines, les destructions matérielles ne viendront plus handicaper son développement. La population toute entière pourra reprendre ses activités et apporter son concours au progrès commun.

La croissance escomptée des productions de gaz et de pétrole permettra de réduire progressivement les déséquilibres fondamentaux de l'économie algérienne : déficit énergétique, déficit commercial et déficit des finances publiques.

Les accords du 19 mars 1962 garantissent enfin à l'Algérie le maintien de l'aide technique et financière de la France, à laquelle pourront s'ajouter d'autres concours. Mais le départ probable d'un certain nombre de Français vivant en Algérie créera des vacances difficiles à combler, tandis que la suppression de la plupart des dépenses militaires et de souveraineté réduiront inévitablement les apports financiers de l'extérieur.

L'Algérie devra donc compter, plus largement que par le passé, sur ses propres ressources humaines et matérielles. Du moins les résultats acquis au cours des trois premières années d'exécution du plan de Constantine lui permettent-ils d'aborder cette nouvelle période de son histoire dans des conditions particulièrement favorables puisqu'en l'espace de trois ans, son potentiel industriel s'est accru de près de 30 %, le nombre de logements modernes de 25 % et la capacité d'accueil de l'enseignement primaire de 50 %.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
EN 1961

L'ANNÉE 1960 avait constitué une année record pour l'économie algérienne. La mise en route effective du Plan de Constantine et une campagne agricole particulièrement favorable s'étaient conjuguées pour stimuler l'activité économique dans tous les secteurs.

La régression enregistrée en 1961 n'en est que plus sensible.

Les événements qui se sont déroulés en Algérie et les incertitudes qui ont pesé sur son avenir ont entraîné une contraction de la demande qui, du secteur commercial, s'est progressivement répercutée au niveau de la production.

En outre, une sécheresse persistante a lourdement marqué les résultats de la campagne agricole.

Seul l'effort accru qui a été demandé aux finances publiques a évité une aggravation de la récession et a maintenu jusqu'aux derniers mois de l'année un rythme d'activité satisfaisant dans les secteurs d'activité essentiels.

Les conséquences de la sécheresse

Dans l'agriculture, les résultats de la campagne ont été très inégaux : extrêmement défavorables pour les céréales, ils sont moyens pour les vins et excellents pour les agrumes.

La moisson, dont le rendement diminue d'ailleurs d'ouest en est, n'a fourni que 8,4 millions de quintaux contre 24 millions en 1960, soit une réduction de près des deux tiers.

Récoltes en millions de quintaux	1960	1961
Blé dur	11	4,8
Blé tendre	3,4	1,5
Orge	8,5	2

Les récoltes de légumes secs sont également en net recul par rapport à l'année 1960.

En revanche, les céréales d'été ont été moins touchées par la sécheresse et enregistrent des résultats du même ordre de grandeur que l'année précédente, sauf pour le maïs :

Récoltes en milliers de quintaux	1960	1961
Riz	83,9	82,8
Sorgho	22,7	21,7
Maïs	88	59

La production de vin a atteint 15,6 millions d'hectolitres, soit un volume équivalent à celui de la campagne 1960, à 200.000 hectolitres près.

Les cultures maraîchères ont enregistré des résultats inégaux. Satisfaisant pour les pommes de terre, les tomates et les artichauts, la campagne accuse un déficit important pour les carottes.

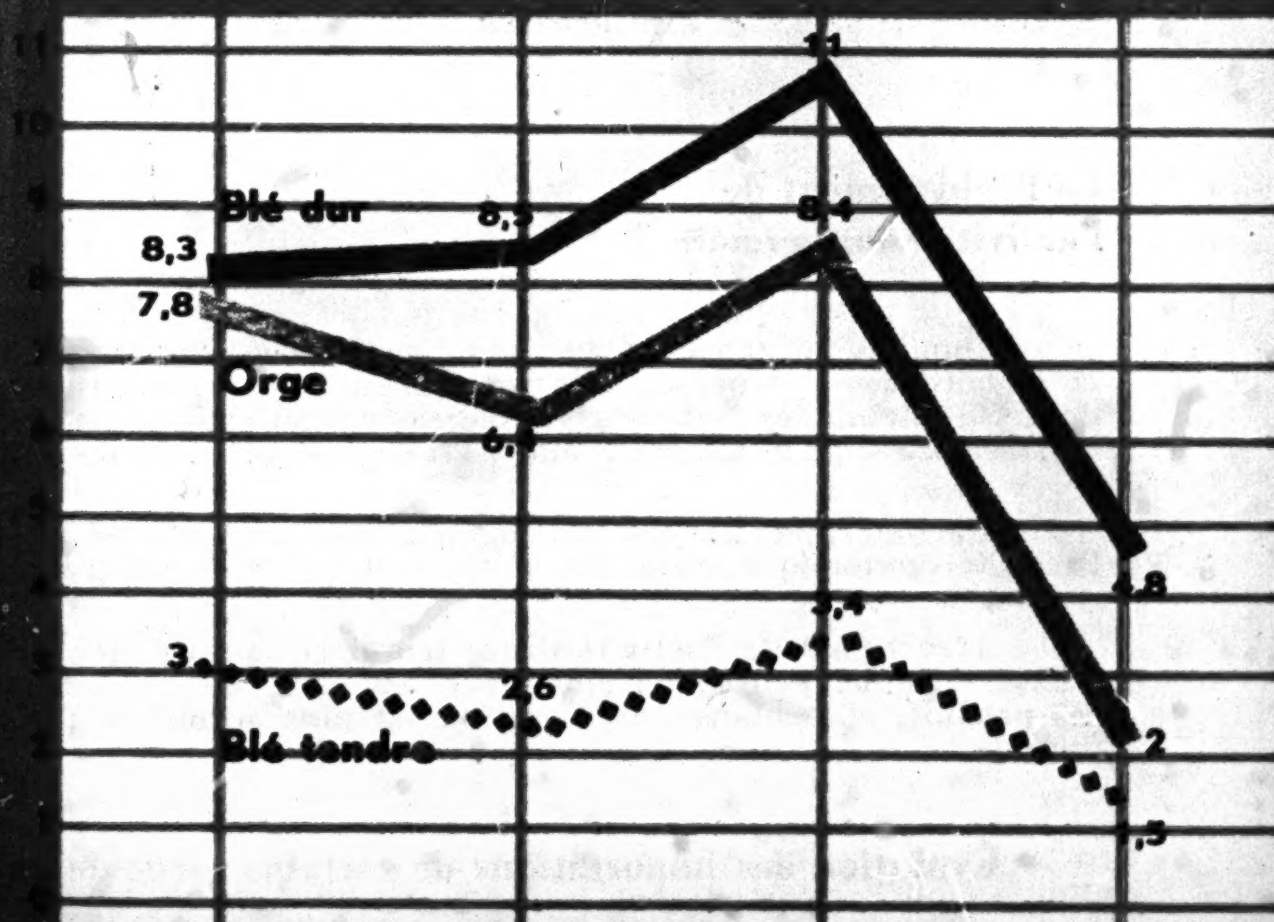
Par contre, la récolte d'agrumes a porté, pour la première fois, sur des quantités dépassant 4 millions de quintaux.

Pratiquement, de toutes les cultures intensives pratiquées par le secteur moderne de l'agriculture, seules les cultures industrielles ont été très éprouvées. Le mildiou a détruit 90 % des plantations de tabac et la production n'a atteint que 18.000 quintaux contre 152.000 en 1960. Les plantations de coton ont également souffert de la sécheresse et malgré une extension des superficies ensemencées, on n'enregistre qu'une faible progression de la récolte : 6.500 quintaux de fibres contre 5.500 en 1960.

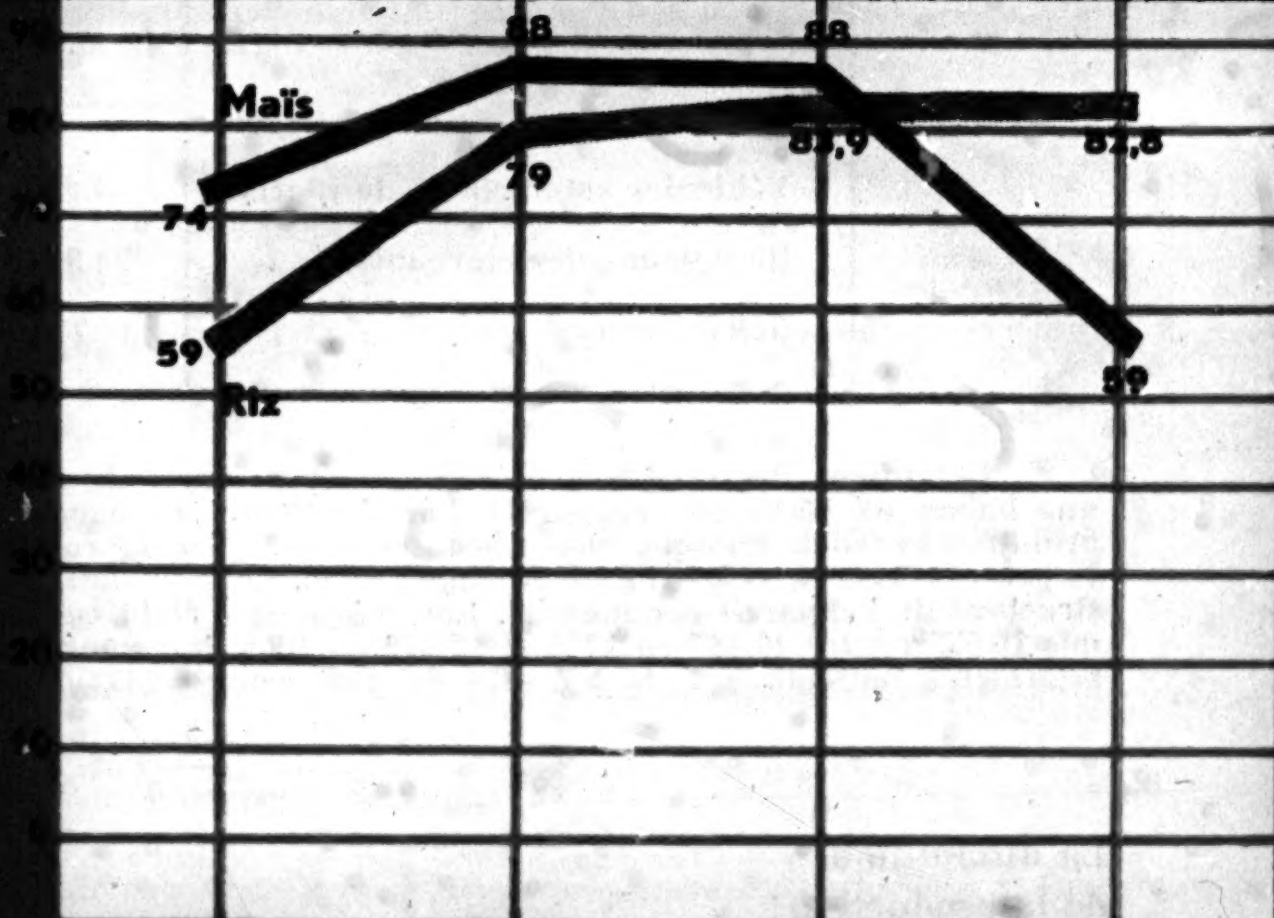
Au total, l'indice de valeur de la production végétale, établi sur la base 100 en 1934/1938, qui s'était élevé à 128,1 en 1960, tombe à 86,6 en 1961.

Productions de céréales

Céréales d'hiver
(en millions de quintaux)



Céréales d'été
(en millions de quintaux)



1958

1959

1960

1961

La sécheresse a également atteint le troupeau. Bien que les évaluations dans ce secteur soient malaisées, on estime généralement que le cheptel bovin a été réduit de 150.000 têtes et le cheptel ovin de près de moitié. Les effets d'une telle sécheresse se feront sentir durablement : il a fallu sept ans pour reconstituer le troupeau décimé par une sécheresse d'une ampleur analogue en 1945.

On peut finalement estimer à plus de 15 % la baisse du revenu brut de l'agriculture algérienne entre 1960 et 1961, cette baisse ayant principalement affecté le secteur traditionnel, c'est-à-dire le plus pauvre.

Le fléchissement de l'activité commerciale

Inquiets sur l'avenir du pays, particuliers et entreprises ont réduit leurs dépenses et d'abord leurs dépenses d'investissement. Les commerces des biens d'équipement ont donc été atteints les premiers. La récession s'est ensuite généralisée dans toutes les branches commerciales, pour atteindre enfin l'industrie au cours du troisième trimestre.

Ce sont tout d'abord les importations qui ont été affectées par la contraction de l'activité économique ; leur diminution atteint 19 % par rapport à 1960.

L'ensemble de l'activité du secteur tertiaire algérien accuse donc un mouvement de baisse sensible. Peu importante pour les biens de consommation courante et notamment les produits alimentaires, la récession est plus accentuée pour les biens de consommation durable.

Évolution des importations de certains biens de consommation durable

	1960	1961
Véhicules automobiles de tourisme	44.276	17.920
Récepteurs de télévision	24.945	8.676
Réfrigérateurs	46.270	17.820

Le volume des crédits à la consommation varie de façon significative. Il enregistre une baisse de 46 % par rapport à l'année 1960. Les encours commerciaux suivent une évolution parallèle quoique moins accusée : au 31 décembre 1961, leur montant est inférieur de près de 14 % à celui du 31 décembre 1960. Cette évolution n'a pas manqué d'affecter la structure de l'appareil commercial. Les créations d'établissements n'atteignent plus en 1961 que 16.523 contre 20.387 en 1960 et 22.073 en 1959. Par contre, le nombre des faillites et des règlements judiciaires a doublé (476 en 1961 contre 247 en 1960).

La diminution de la production industrielle

La chute de consommation enregistrée durant l'année 1961 a plus affecté les importations que la production locale qui, dans l'ensemble, a bien résisté. C'est la production de biens de consommation durable qui marque la régression la plus sensible (18 %).

L'indice de la production industrielle (sans le bâtiment) qui n'avait cessé de s'élever de 8 points par an en moyenne depuis 1959, s'est stabilisé à partir du deuxième trimestre puis a régressé de 8 points pour revenir en fin d'année au niveau atteint au début de 1960.

Indice de la production industrielle dans le bâtiment (base 100 en 1954)

	1960	1961
Premier trimestre	147,8	152,7
Deuxième trimestre	155,3	154,7
Troisième trimestre	143,7	136
Quatrième trimestre	152,5	144,1

La régression a également frappé l'industrie du bâtiment. L'indice d'activité, qui avait atteint 158 en 1960, est tombé à 145 en 1961. En décembre, il n'était plus qu'à l'indice 127, par rapport à 1954.

Ces chiffres ne font évidemment pas état de l'augmentation de la production pétrolière qui réalise de nouveaux et sensibles progrès avec une production commercialisée de 15,1 millions de tonnes contre 8 en 1960; 215 millions de m³ de gaz ont en outre été livrés à la consommation en Algérie.

La monnaie et les prix

En dépit de la pression déflationniste qu'aurait dû exercer la chute des transactions commerciales et le climat économique défavorable, les prix ont continué à monter très sensiblement; cependant, la masse monétaire a notablement diminué.

Les relations étroites qui unissent la France à l'Algérie et la liberté des transferts de fonds déterminent une interpénétration telle des deux économies que les variations des prix sont étroitement liées.

Indice des prix

	Décembre 1959	Décembre 1960	Décembre 1961	Variation 1960/61
Prix de gros :				
Paris	179,2	182,5	186,8	+ 2,4 %
Alger	3.609	3.598	3.685	+ 2,4 %
Prix de détail (250 articles) :				
Paris	128,4	133	138,3	+ 3,9 %
Alger	133,2	135,6	141,9	+ 4,6 %

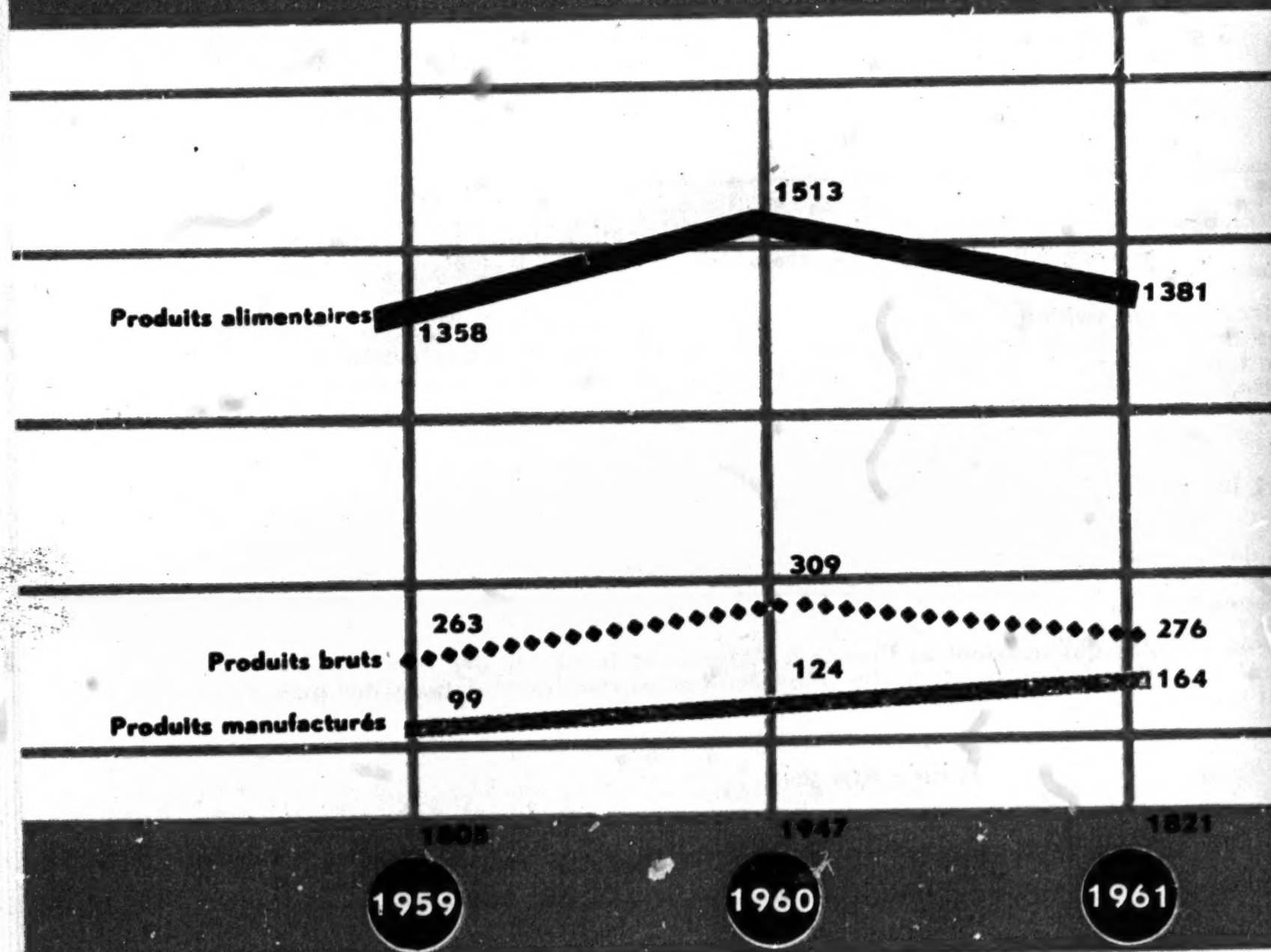
On constate que les hausses de prix qui avaient tendance à s'amortir en 1960 ne se sont pas arrêtées en 1961 comme on pouvait l'espérer.

Ce sont les prix de détail qui ont le plus augmenté depuis 1958 et cette tendance pèse sur le coût de la vie. Il en résulte des hausses de salaires sensiblement plus lourdes à Alger qu'à Paris. Si on prend en considération la période du premier janvier 1960 à avril 1962, soit un peu plus de deux ans, la hausse du salaire minimum algérien est de 9,53 %. Pour la même période en France, la hausse est de l'ordre de 8,20 %.

La masse monétaire qui s'était fortement accrue en 1958 (15 %) et en 1959 (11 %) avait baissé en 1960 de 2,3 %. Cette baisse s'est accentuée en 1961 et atteint 3,4 % : elle est imputable à la baisse des dépôts bancaires.

Variations des différents postes...

d exportation

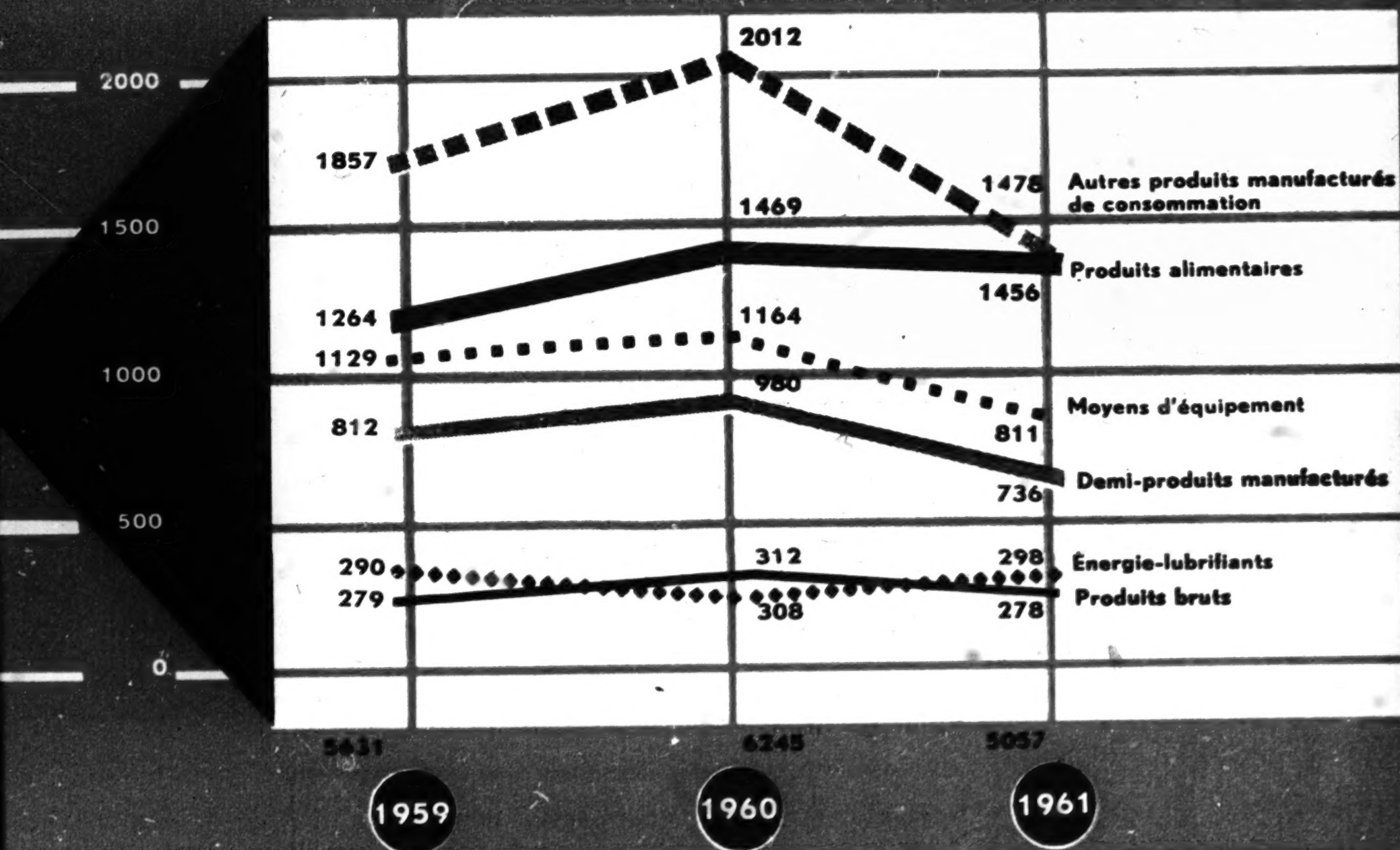


Masse monétaire (au 31 décembre de chaque année) en millions de NF

	1959	1960	1961
Dépôts bancaires	3.330	2.957	2.549
Dépôts aux C.C.P.	591	613	646
Dépôts au Trésor	61	55	86
Total de la monnaie scripturale	3.982	3.625	3.281
Total de la monnaie fiduciaire	2.101	2.317	2.461
Total de la masse monétaire	6.083	5.942	5.742

d'importation

(en millions de MF)



La diminution des dépôts bancaires a eu une répercussion sur le montant des crédits offerts à l'économie qui cessent d'être en hausse comme pendant les années précédentes.

Il convient toutefois de remarquer que c'est le mouvement en baisse de l'économie qui a entraîné la chute des crédits plus que la relation inverse. C'est ainsi que les crédits à court terme diminuent de plus de 15 %, mais cette régression s'explique essentiellement par la baisse des crédits consentis pour la commercialisation des récoltes. De même les encours commerciaux baissent de près de 14 % en raison de la chute des transactions sur le commerce d'importation et d'exportation.

Décomposition par nature des crédits à l'économie
(au 31 décembre de chaque année et en millions de NF)

	1957	1958	1959	1960	1961	Variation 1961/1960
Encours commerciaux	766	754	925	1.102	949	— 13,8 %
Crédits directs :						
- à court terme ..	1.036	1.044	1.328	1.763	1.475	— 16,3 %
- à moyen terme	391	525	1.156	1.232	1.257	+ 2 %

L'intervention de la Banque de l'Algérie a du moins permis d'éviter une chute plus brutale des crédits à l'économie. Du 31 décembre 1960 au 31 décembre 1961, ses interventions par voie de réescompte et de mobilisation ont augmenté de 10 %, passant de 1.081 à 1.189 millions de NF. De ce fait, notamment le volume des avances bancaires à moyen terme qui interviennent dans le financement des investissements, a pu s'accroître de 2 % en dépit de la diminution des dépôts.

**La balance
des comptes
et des règlements**

Pour la première fois depuis quinze ans, le déficit des opérations commerciales, exclusion faite du pétrole, s'est réduit. Ce mouvement résulte moins du développement des exportations que de la chute sensible des importations.

Les exportations retrouvent en 1961 les montants atteints en 1959. La sécheresse a, en effet, réduit les capacités de vente de l'Algérie, notamment de vin et de céréales. La conjoncture extérieure n'a pas permis d'autre part d'exporter autant de minerais de fer et de phosphate qu'en 1960.

Montant des exportations de l'Algérie (sans le pétrole)

1956	1.501 millions de NF
1957	1.717 —
1958	2.052 —
1959	1.721 —
1960	1.946 —
1961	1.820 —

En 1961, le montant des transactions a baissé de 6,5 % en valeur et de 15,5 % en volume. Si les ventes de pétrole étaient comptées, c'est en réalité une augmentation très sensibles des exportations qui apparaîtrait. En effet, les expéditions de pétrole brut saharien ont fortement progressé :

- 440.000 tonnes en 1958
- 1.231.000 tonnes en 1959 (comptées pour 83,7 millions de NF en douanes)
- 8.000.000 tonnes en 1960
- 15.100.000 tonnes en 1961.

En retenant un prix de 100 NF la tonne, c'est un chiffre voisin de 3.330 millions de NF que l'on obtient pour les exportations de l'ensemble Algérie-Sahara.

Exportations de l'ensemble Algérie - Sahara

1959	1.805 millions de NF
1960	2.750 —
1961	3.330 —

L'évolution des exportations totales est donc favorable, puisque le progrès d'une année sur l'autre est de 20 %. Par ailleurs, la tendance suivie par les différentes masses (à l'exclusion du pétrole) est particulièrement intéressante. Ce sont les transactions sur produits manufacturés qui augmentent, confirmant ainsi les évolutions passées.

Variation des différents postes d'exportations (en millions de NF et à l'exclusion du pétrole)

	1959	1960	1961
Produits bruts	263	309	276
Produits manufacturés	99	124	164
Produits alimentaires	1.359	1.513	1.380
	1.721	1.946	1.820

Il est significatif que seules les ventes de produits manufacturés progressent. On a ainsi la preuve que les efforts d'équipement passés commencent à porter leurs fruits. La structure commerciale de l'Algérie se renforce. Grâce aux hydrocarbures et aux progrès de l'industrialisation, les exportations sont moins directement tributaires des conditions atmosphériques.

Les importations diminuent pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce mouvement n'est pas malheureusement un signe de santé économique, mais la conséquence du marasme commercial. Commencée dès le deuxième semestre de 1960, la baisse des importations s'est poursuivie pendant toute l'année 1961. Elle atteint 1.188 millions de NF, soit 19 % du volume des importations de 1960.

Cette baisse n'affecte pratiquement pas les produits alimentaires. Si le pouvoir d'achat a diminué, la médiocrité de la récolte a rendu nécessaire un large recours à l'extérieur. Les importations de matières premières, d'énergie et de lubrifiants ont de leur côté été peu touchées (— 3 % et — 11 % respectivement) car l'industrie locale est restée active pendant le premier semestre.

En revanche, la chute a été brutale pour les biens d'équipement (— 30 %), les demi-produits (— 25 %) et les biens de consommation manufacturés (— 26 %), les particuliers et les entreprises différant déjà l'acquisition de tout objet non indispensable.



1959

1960

1961

Variation des différents postes d'importations (en millions de NF)

	1959	1960	1961
Energie - lubrifiants	290	308	298
Demi-produits manufacturés	812	980	736
Produits bruts	279	312	278
Moyens d'équipement	1.129	1.164	811
Produits alimentaires	1.264	1.469	1.456
Autres produits manufacturés de consommation	1.857	2.012	1.478
	<u>5.631</u>	<u>6.245</u>	<u>5.057</u>

La conjonction d'importations moins élevées et d'exportations plus fortes a réduit considérablement le déficit commercial.

Déficit commercial sans le pétrole (en millions de NF)

	1959	1960	1961
Importations	5.631	6.245	5.057
Exportations	<u>1.721</u>	<u>1.946</u>	<u>1.820</u>
Déficit commercial	3.910	4.299	3.237

Déficit commercial avec le pétrole (en millions de NF)

	1959	1960	1961
Importations	5.631	6.245	5.057
Exportations	<u>1.804</u>	<u>2.750</u>	<u>3.330</u>
Déficit commercial	3.827	3.495	1.727

Le pourcentage de couverture des importations par les exportations, relativement stable entre 1952 et 1955, et qui n'avait cessé de diminuer au cours des années suivantes jusqu'en 1960, s'est relevé depuis lors.

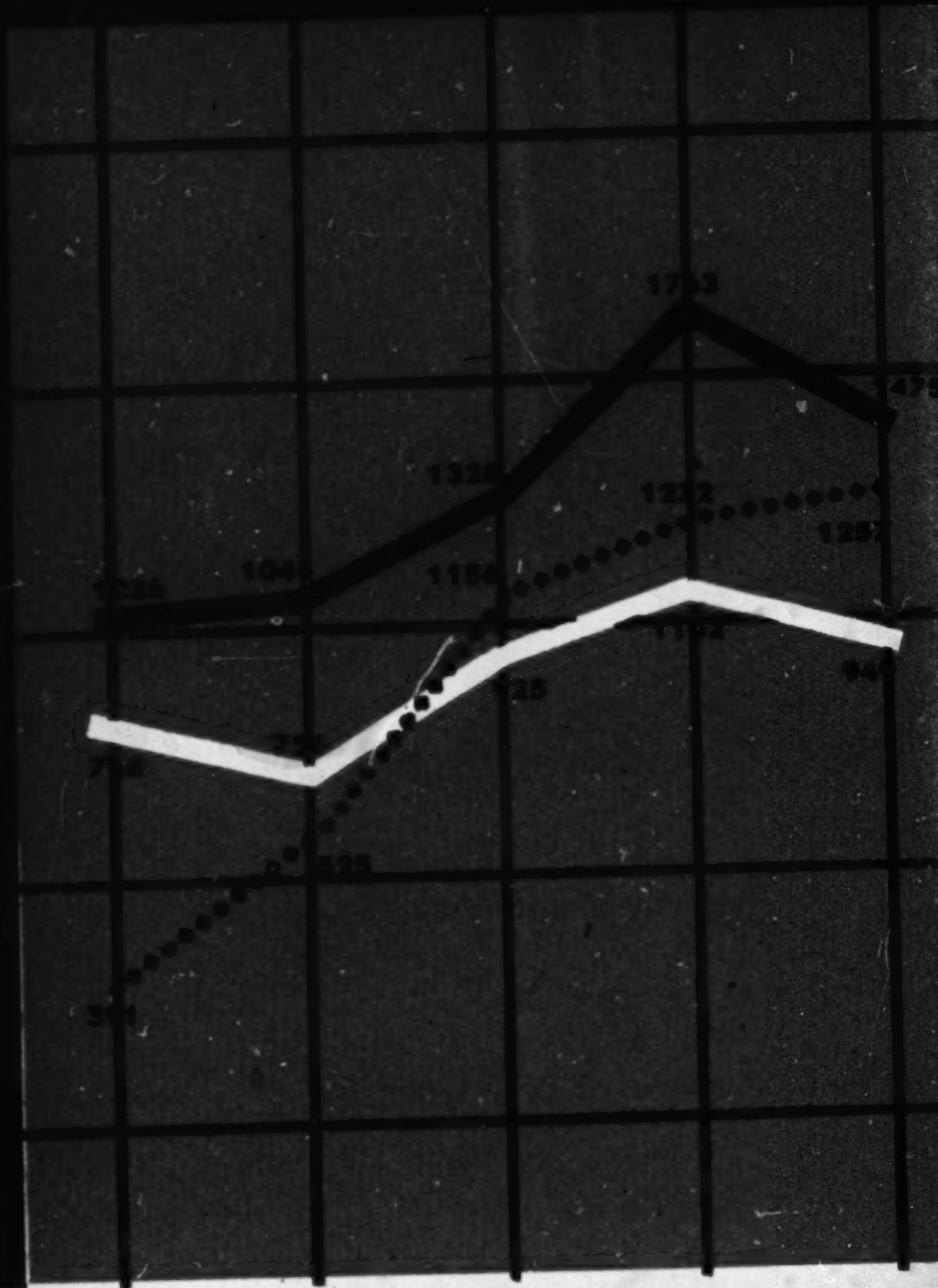
1957

1958

1959

1960

1961



Pourcentage de couverture des importations par les exportations

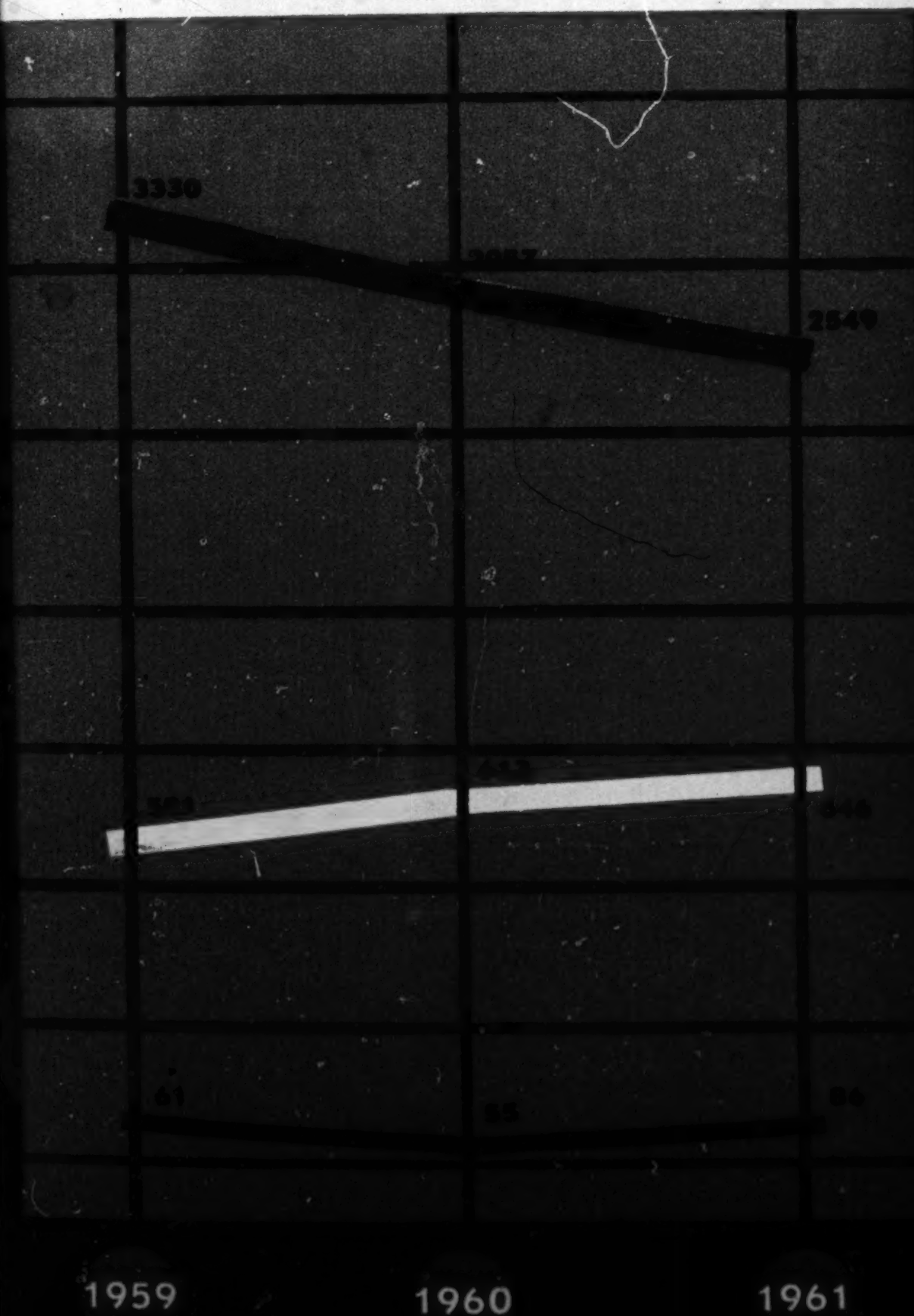
	% sans le pétrole	% avec le pétrole
1952	65 %	65 %
1953	68,5 %	68,5 %
1954	64,4 %	64,4 %
1955	66,4 %	66,4 %
1956	55 %	55 %
1957	44,9 %	44,9 %
1958	42,8 %	42,8 %
1959	30,6 %	32 %
1960	31,2 %	44 %
1961	36 %	65,8 %

L'importance du déficit commercial se mesure par rapport au montant de la production intérieure brute algérienne.

**Pourcentage du déficit commercial par rapport à la production intérieure brute
(en millions de NF)**

	Déficit commercial	P.I.B. (sans le Sahara et déduction faite de certaines transactions sur produits militaires)	Pourcentages	
			avec pétrole	sans pétrole
1959	3.827	10.240 (évaluat.)	37,3 %	38,1 %
1960	3.495	10.750 —	32,5 %	40 %
1961	1.727	9.970 —	17,3 %	32,5 %

Le déficit commercial, du fait même qu'il est couvert par la France, est la meilleure mesure de l'aide que reçoit l'Algérie pour ses besoins courants et pour son équipement. S'il apparaît que cette aide est encore considérable, du moins des progrès importants ont été accomplis qui diminuent son degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur.



Les opérations non commerciales avec l'extérieur, qui étaient restées relativement stables dans leurs montants en 1958 et 1959, ont au contraire considérablement varié depuis 1960. Ces mouvements sont certainement dus pour partie à la conjoncture d'incertitude politique.

Soldes des opérations non commerciales

	1959	1959	1960	1961
Solde des transferts privés .	3.680	4.763	5.750	6.168
Déficit commercial :				
sans pétrole	2.730	3.910	4.299	3.237
avec pétrole	2.730	3.701	3.495	1.727
Solde des opérations non commerciales :				
sans pétrole	950	853	1.451	2.931
avec pétrole	950	1.062	2.255	4.441

L'étroite et nécessaire corrélation existant entre transferts publics et transferts privés expliquent cependant pour l'essentiel l'ampleur des opérations non commerciales. Les deux mouvements se balançant étroitement, la balance des comptes se trouve à peu près équilibrée et les réserves de la Banque d'Algérie ont même légèrement augmenté. La situation se présente donc, à ce niveau, d'une façon relativement satisfaisante. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la réduction du déficit commercial, qui est une des raisons de l'équilibre d'ensemble, est imputable pour une part à une baisse de la conjoncture et ne saurait donc être considérée tout à fait comme un élément sain de l'évolution économique actuelle.

Le rôle moteur du programme d'équipement

Si la réticence des particuliers et des entreprises à consommer et à investir ne s'est pas traduite par une récession aussi brutale qu'on pouvait le craindre, cela est dû pour l'essentiel à l'action des pouvoirs publics qui sont intervenus à plusieurs reprises par des mesures spécifiques de relance économique et qui, surtout, ont poursuivi malgré de nombreuses difficultés l'exécution du programme d'équipement.

Des calculs économétriques, dont le détail figure en annexe, ont été menés pour mesurer aussi exactement que possible l'influence exercée par la réalisation de ce programme sur l'activité économique de l'Algérie.

Il apparaît d'abord que sur les 2.540 millions de NF d'investissements financés par la Caisse d'équipement et divers établissements de crédit, la moitié a été distribuée pour constituer la rémunération des salariés, des entrepreneurs, des capitaux investis et de l'Etat (impôts), l'autre moitié ayant financé des achats de terrains, de matières premières et de services, effectués en Algérie à concurrence de 80 %.

— Valeur ajoutée	1.220 millions de NF
— Achats de terrains	120 millions de NF
— Achats de produits importés	260 millions de NF
— Achats de biens et services produits en Algérie	940 millions de NF

Si les acquisitions immobilières et les importations de biens d'équipement sont sans effet sur l'activité économique de l'Algérie (du moins à court terme), il n'en va pas de même des achats de biens et de services effectués auprès des entreprises algériennes. L'activité de celles-ci est stimulée, ce qui se traduit par de nouveaux achats et par la distribution de revenus supplémentaires. Si l'on remonte ainsi le cycle de production des biens et services concourant à la réalisation du programme, il apparaît que les 940 millions de NF consacrés, dans un premier stade, au financement d'achats en Algérie, ont servi en définitive pour près de la moitié à payer des importations, le reste constituant la rémunération des facteurs locaux de la production.

	Valeur ajoutée	Importations	Achats de terrains
Effets directs	1.220	260	120
Effets d'amont	480	460	
	1.700	720	120

Ainsi, sur les 2.420 millions de NF d'investissements pris en considération, compte non tenu des acquisitions immobilières, 1.700 millions ont été finalement dépensés en Algérie même, et 720 millions à l'extérieur.

La part des importations peut, à première vue, paraître disproportionnée. En fait, les importations de l'Algérie ayant dépassé 5 milliards de NF en 1961, les achats entraînés par l'exécution du programme d'équipement n'entrent que pour le 1/7 dans le total. Il est d'ailleurs à prévoir que le volume des importations ira en diminuant avec le développement industriel de l'Algérie, et que la part de l'activité locale ira en s'accroissant, à investissement égal.

Les répercussions du programme sont d'ailleurs plus sensibles sur la production que sur les importations. La production intérieure brute de l'Algérie ayant été en 1961 légèrement inférieure à 10 milliards de NF, on peut conclure que cette production aurait été amputée de plus de 1/6 si le programme d'équipement n'avait pas été exécuté.

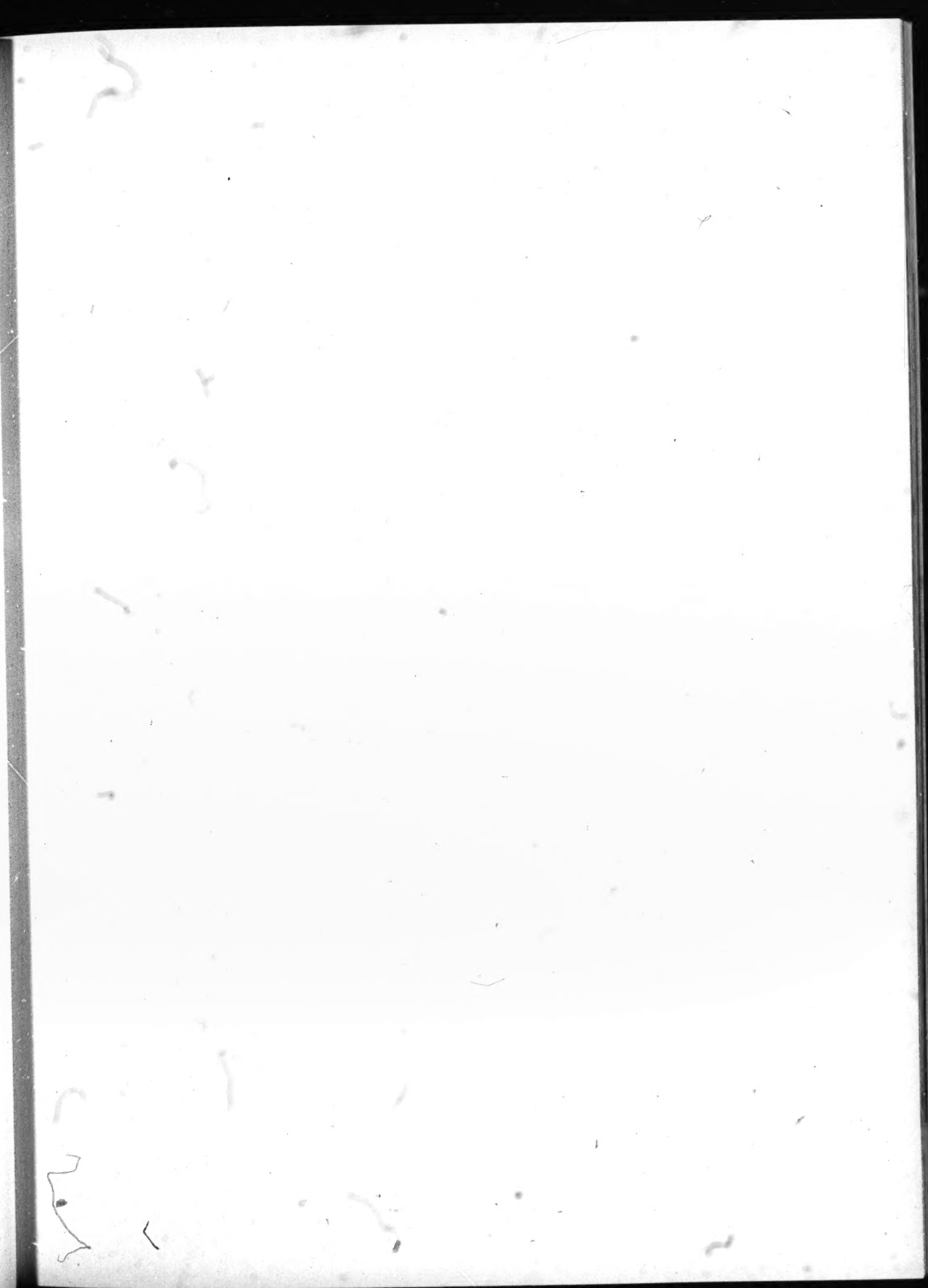
Cette estimation est prudente, car si elle tient compte des effets directs des investissements réalisés et des effets indirects créés en amont par les achats de biens et services, elle néglige les effets d'aval, engendrés par l'utilisation des revenus distribués.

Les analyses effectuées montrent que les 1.700 millions de NF de valeur ajoutée se répartissent comme suit entre les parties prenantes :

— Salaires et charges sociales	830 millions de NF
— Impôts	170 millions de NF
— Amortissements	410 millions de NF
— Bénéfices	290 millions de NF

Compte tenu du fait qu'une partie des salaires et des bénéfices sont dépensés à l'étranger, on peut estimer à 950 millions de NF les revenus dépensés sur place par les particuliers. Les études menées sur la structure des consommations familiales montrent que, déduction faite des impôts et de l'épargne, qui représentent près de 60 millions de NF chacun, ces sommes sont consacrées pour plus de la moitié à l'achat de produits alimentaires, le surplus se répartissant entre le logement, l'habillement, l'ameublement et divers services. La réduction du programme d'équipement aurait donc, sur les entreprises productrices de ces biens, des répercussions non négligeables.

La présentation économique de ces problèmes ne doit pas, au demeurant, masquer leur aspect humain. La statistique de l'emploi est embryonnaire en Algérie et il n'est pas possible de ce fait de recenser directement le nombre des travailleurs occupés par la mise en œuvre du programme d'équipement. Les évaluations ont été faites en partant du chiffre d'affaires et en tenant compte du rapport à peu près constant qui existe, pour une activité donnée et à une époque déterminée, entre ce chiffre et l'effectif employé. Sur ces bases, il apparaît que les emplois créés par la réalisation du programme d'équipement de 1961 atteignent au minimum 160.000, soit plus du sixième des 750.000 emplois non agricoles recensés en 1960.



7
DEUXIÈME PARTIE

LES RÉALISATIONS

LA FORMATION DES HOMMES

L'ÉDUCATION générale, la formation des travailleurs et des cadres sont les facteurs primordiaux du développement. La richesse du sol et du sous-sol, l'abondance des capitaux n'ont, par comparaison, qu'une relative importance : car une population éduquée et compétente saura toujours tirer le meilleur parti de ses ressources et pallier ses handicaps naturels, tandis qu'une population inexperte est incapable d'exploiter les richesses latentes dont elle dispose.

C'est pourquoi, avant même que ne soient définis les objectifs généraux du Plan de Constantine, une ordonnance du 20 août 1958 a établi un programme de développement scolaire tendant à la scolarisation intégrale de la jeunesse algérienne en 1966.

L'ordonnance fixe à 2.025 le nombre de classes primaires à construire chaque année, de façon à affecter un local propre à chaque classe et à permettre l'accès de l'enseignement primaire à 90.000 élèves supplémentaires lors de chaque rentrée scolaire.

Construction de classes primaires

1957

1958

1959

1960

1961

1962

(prévisions)

500

1000

1500

2000

2500

3000

en unités

Pour ceux qui, notamment en raison de leur âge, ne peuvent pas suivre l'enseignement élémentaire, l'ordonnance prévoit la création de centres sociaux éducatifs au rythme de :

- 30 pour les rentrées scolaires de 1959 et 1960;
- 60 pour les rentrées scolaires de 1961 et 1962;
- 120 pour les rentrées scolaires de 1963 à 1966.

Les constructions de lycées, collèges, écoles normales et cours complémentaires d'enseignement général doivent permettre l'accès de 4.650 élèves supplémentaires chaque année.

Pour l'enseignement technique et professionnel, les constructions annuelles doivent accroître de 3.550 la capacité d'accueil des établissements.

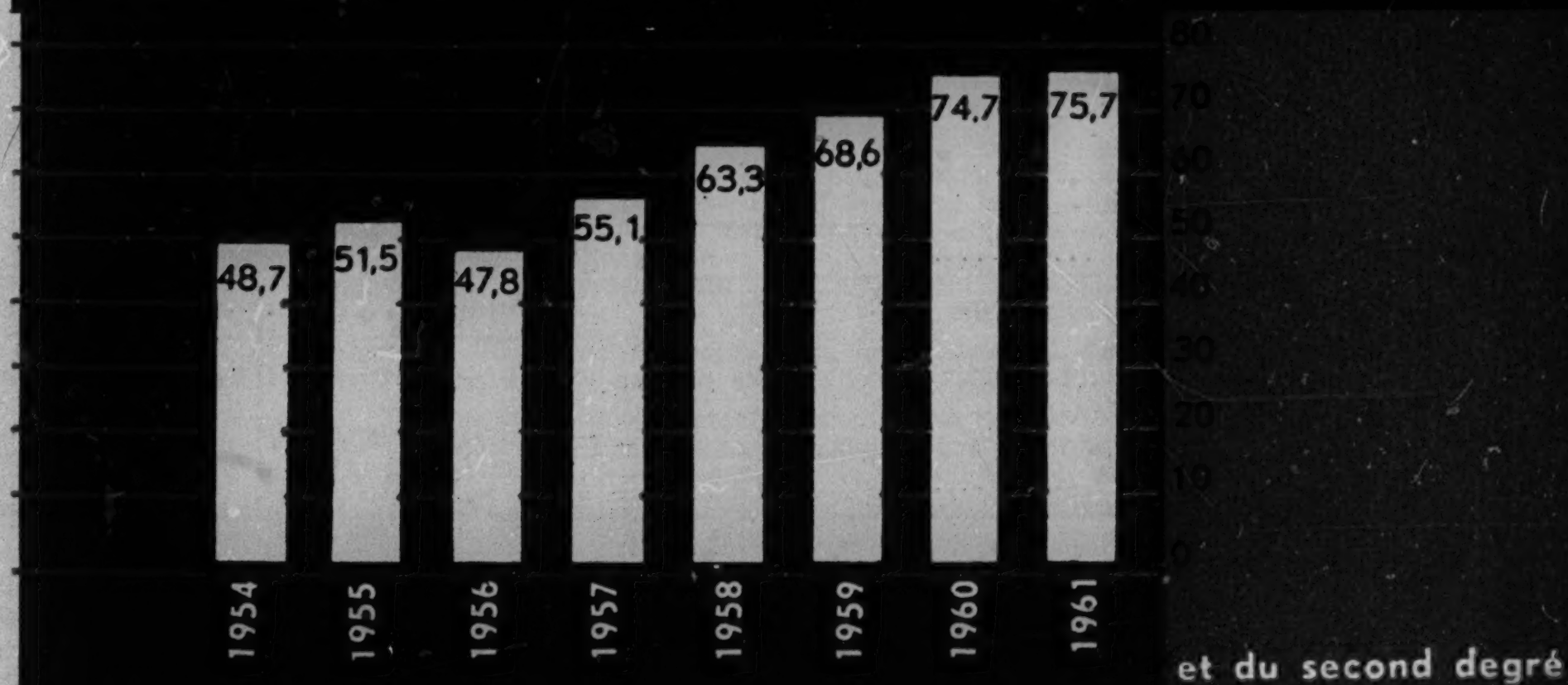
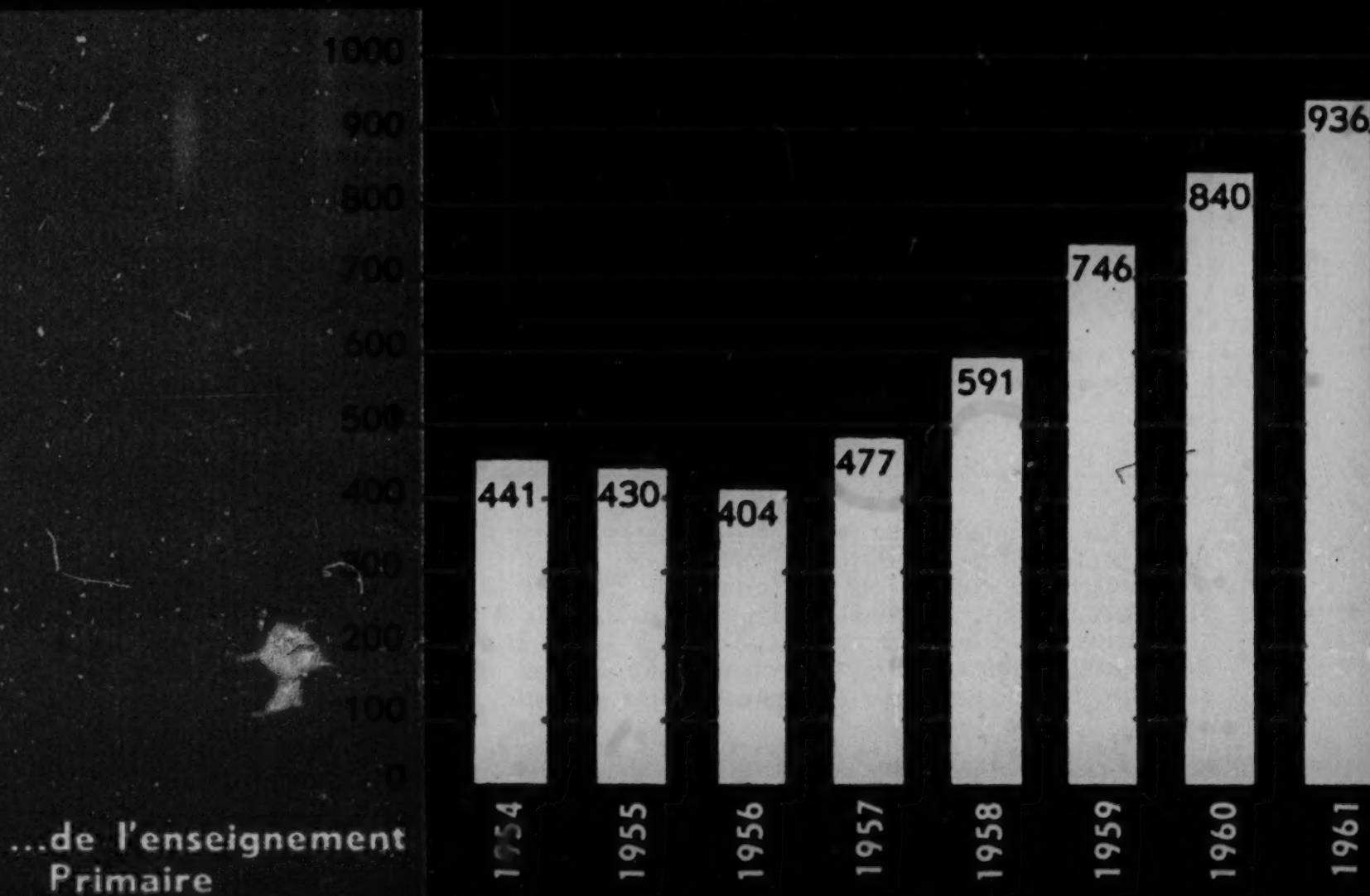
Une loi du 28 décembre 1959 a complété ces objectifs en fixant à 800 le nombre de centres de formation professionnelle des adultes qui devront être ouverts à la fin de l'année 1964, une certaine de ces centres devant être consacrés à la formation des agriculteurs.

Les résultats obtenus à la fin de 1961 sont, dans leur ensemble, conformes aux objectifs. Les progrès les plus sensibles par rapport aux années précédentes ont été accomplis dans le domaine de l'enseignement secondaire, des centres sociaux éducatifs et de la formation professionnelle des adultes.

Cependant la croissance des effectifs n'a pas été, sauf dans l'enseignement primaire et l'éducation de base, comparable à celle des places disponibles : la conjoncture économique et le départ d'un certain nombre de familles européennes est à l'origine de cette anomalie.

Effectifs...

en millions d'élèves



L'enseignement primaire

Le rythme des constructions scolaires du premier degré s'est ralenti en 1961 : 1.638 classes ont été ouvertes durant l'année, au lieu de 2.320 en 1960.

Les résultats globaux sont néanmoins supérieurs aux objectifs ; en trois ans, 6.655 classes ont été construites au lieu de 6.075. Par rapport aux 13.283 classes qui fonctionnaient à la rentrée d'octobre 1958, la progression est de 50 %.

Évolution de la construction d'écoles primaires

	1959	1960	1961
Constructions effectuées par les communes	561	684	588
Constructions effectuées par le Service d'architecture	147	133	87
Constructions en éléments préfabriqués	1.989	1.503	963
TOTAL	2.697	2.320	1.638

La diminution du nombre de classes construites en éléments préfabriqués était prévue. Si le préfabriqué a permis un démarrage rapide du programme, il a l'inconvénient d'être d'un entretien coûteux et de faire peu appel à la main-d'œuvre et aux matériaux locaux. Malheureusement la construction traditionnelle n'a pas enregistré la reprise attendue ; la stagnation est due pour une large part à la situation générale du pays et aussi à des procédures inadéquates. La construction financée par subventions aux communes est trop lente et ne peut être accélérée que par la mise au point de plans types adaptés à chaque région.

L'Algérois reste la région la plus favorisée avec près de la moitié des classes construites (48 %, dont 30 % pour le seul département d'Alger) ; le Constantinois, qui groupe environ 40 % de la population avec un niveau de scolarisation plus faible, n'en reçoit en revanche que 28 %.

Implantation des classes primaires

Région d'Alger :		Région d'Oran :	
Alger	503	Oran	195
Orléansville	86	Mostaganem	36
Médéa	96	Tlemcen	83
Tizi-Ouzou	93	Tiaret	42
TOTAL	778	Saïda	38
Région de Constantine :		TOTAL	394
Constantine	217	TOTAL GÉNÉRAL...	
Bône	86		
Batna	78		
Sétif	85		
TOTAL	466		
		1.638	

Ces réserves faites, les résultats de la scolarisation sont très satisfaisants.

En 1945, le nombre total des enfants admis dans l'enseignement primaire ne dépassait guère 240.000 ; douze ans plus tard, il n'atteignait encore que 477.000, soit moins du double. Mais à partir de cette date, avec la mise en œuvre du programme de scolarisation, le rythme s'accélère. En 1958, les écoles publiques du premier degré accueillent 591.000 enfants, puis 746.000 en 1959 et 840.000 en 1960.

A la rentrée d'octobre 1961, les effectifs atteignent 936.000 enfants, non compris les élèves des écoles ouvertes par l'armée, ni ceux fréquentant les écoles privées.

Pour une population scolarisable de deux millions d'enfants environ, le taux de scolarisation s'établit à près de 50 %.

Si l'on se réfère aux seuls élèves musulmans, on constate que depuis quatre ans leur effectif a presque doublé.

Effectifs de l'enseignement primaire

	Non musulmans	Musulmans	Total
1954	135.000	306.000	441.000
1955	133.000	297.000	430.000
1956	132.000	272.000	404.000
1957	131.000	346.000	477.000
1958	132.000	459.000	591.000
1959	136.000	610.000	746.000
1960	125.000	715.000	840.000
1961	124.000	812.000	936.000

Pour atteindre ces résultats, il n'a pas suffi de construire des écoles; il a aussi fallu former des maîtres. Selon le plan, 1.800 nouveaux instituteurs devaient être installés chaque année en Algérie.

En 1959, la capacité de formation des écoles normales d'instituteurs était de 300 par an, le complément étant soit recruté en Métropole, soit formé d'« instructeurs » titulaires du seul brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.).

Malgré la création du corps des instructeurs certaines classes sont restées fermées par manque de maîtres. Cette situation s'est aggravée dans plusieurs régions par suite du départ des instituteurs militaires ou de la fermeture des sections administratives spécialisées.

Un effort particulier a été réalisé pour la formation des instituteurs pour lesquels l'objectif est la création d'une école normale par département. On en compte actuellement six (trois d'instituteurs et trois d'institutrices à Alger, Oran et Constantine).

Leur capacité a été sensiblement agrandie, tandis que l'on créait des classes d'écoles normales dans les lycées et collèges des chefs-lieux de départements. Deux écoles normales sont, en outre, en construction à Bône. Enfin, six centres de formation pédagogique d'instructeurs sont en chantier; ceux de Tizi-Ouzou et Mazagran étaient en voie d'achèvement à la fin de 1961.

L'éducation de base

Pour pallier l'insuffisance de moyens classiques de l'enseignement primaire, l'Algérie a expérimenté dès 1955 les méthodes d'éducation de base préconisées par l'U.N.E.S.C.O. dans des établissements d'un type nouveau : les centres sociaux éducatifs.

Ces centres se proposent de donner à ceux qui n'ont pas pu fréquenter l'école primaire, les éléments de formation qui leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie et de participer activement au progrès commun. C'est pourquoi, à côté des matières d'enseignement : lecture, écriture et calcul, les programmes comportent une initiation aux métiers manuels, aux activités ménagères, à l'hygiène. Un secrétariat social complète les actions de formation.

Avec un objectif final de 705 centres sociaux d'ici la fin de 1966, l'ordonnance du 20 août prévoyait la construction de 120 centres sociaux entre 1959 et 1961.

Sur ce programme, 54 centres seulement étaient achevés au 31 décembre 1961. Mais si l'on y ajoute les centres construits sur des programmes antérieurs et les foyers de jeunes créés par le service de la formation des jeunes, qui ont été rattachés à la fin de 1961 aux centres sociaux, l'Algérie disposait à cette date de 157 centres en fonctionnement, chiffre voisin de l'objectif du Plan.

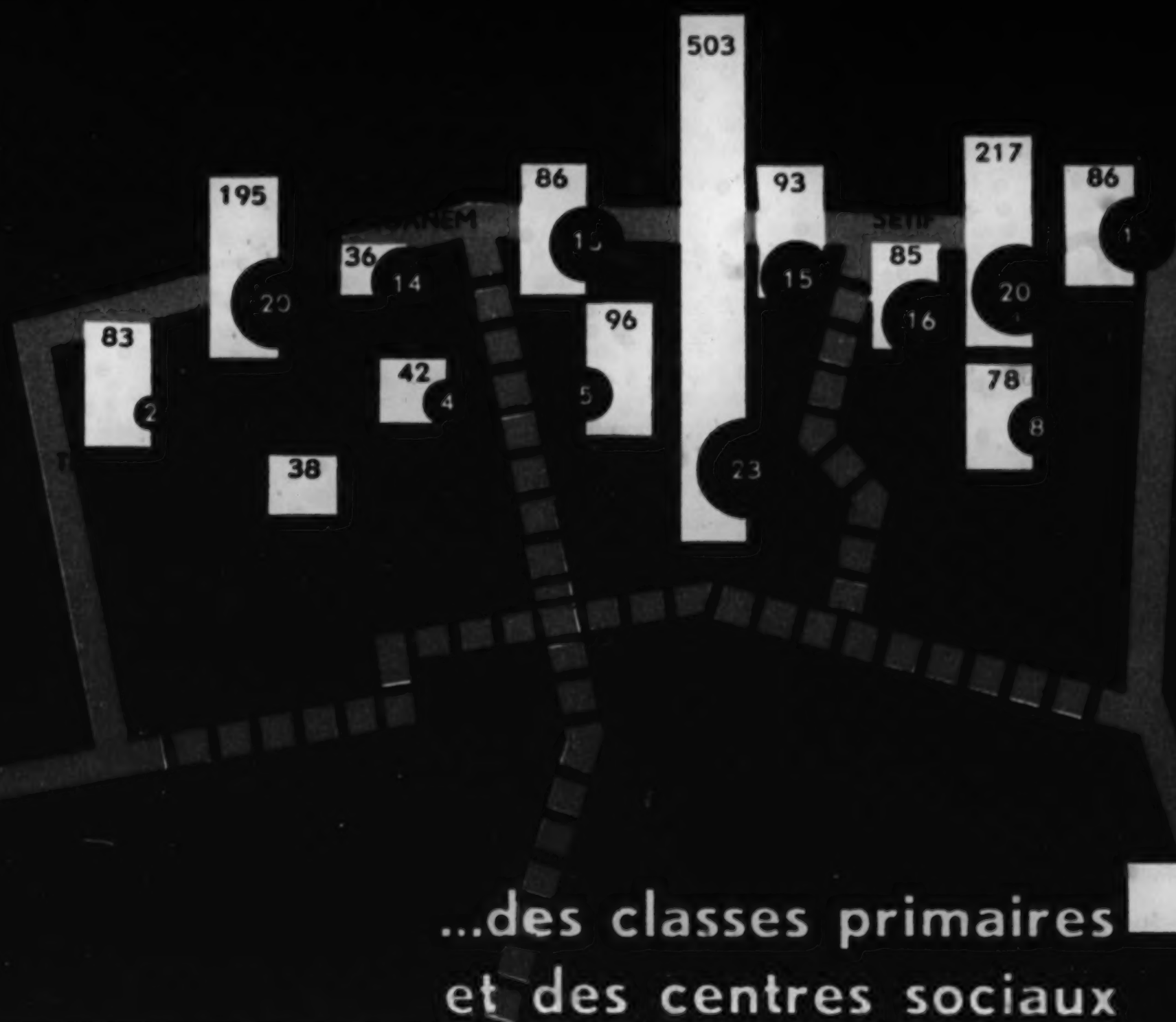
De ce fait, les effectifs des centres sociaux ont fait un bond considérable : ils ont triplé entre 1960 et 1961, passant de 20.000 à 63.000 personnes dont 85 % d'enfants et d'adolescents.

L'implantation des centres sociaux tient largement compte des besoins respectifs des différentes régions d'Algérie. Sur 157 centres ouverts à la fin de l'année, 59 se trouvent dans le Constantinois, 58 dans l'Algérois et 40 en Oranie. Néanmoins, certains départements sont encore mal pourvus, notamment ceux de Tizi-Ouzou, Tiaret, Tlemcen et Saïda.

Implantation des centres sociaux

Constantine	20
Sétif	16
Bône	15
Batna	8
Alger	23
Médéa	5
Orléansville	15
Tizi-Ouzou	15
Oran	20
Mostaganem	14
Tiaret	4
Saïda	0
Tlemcen	2

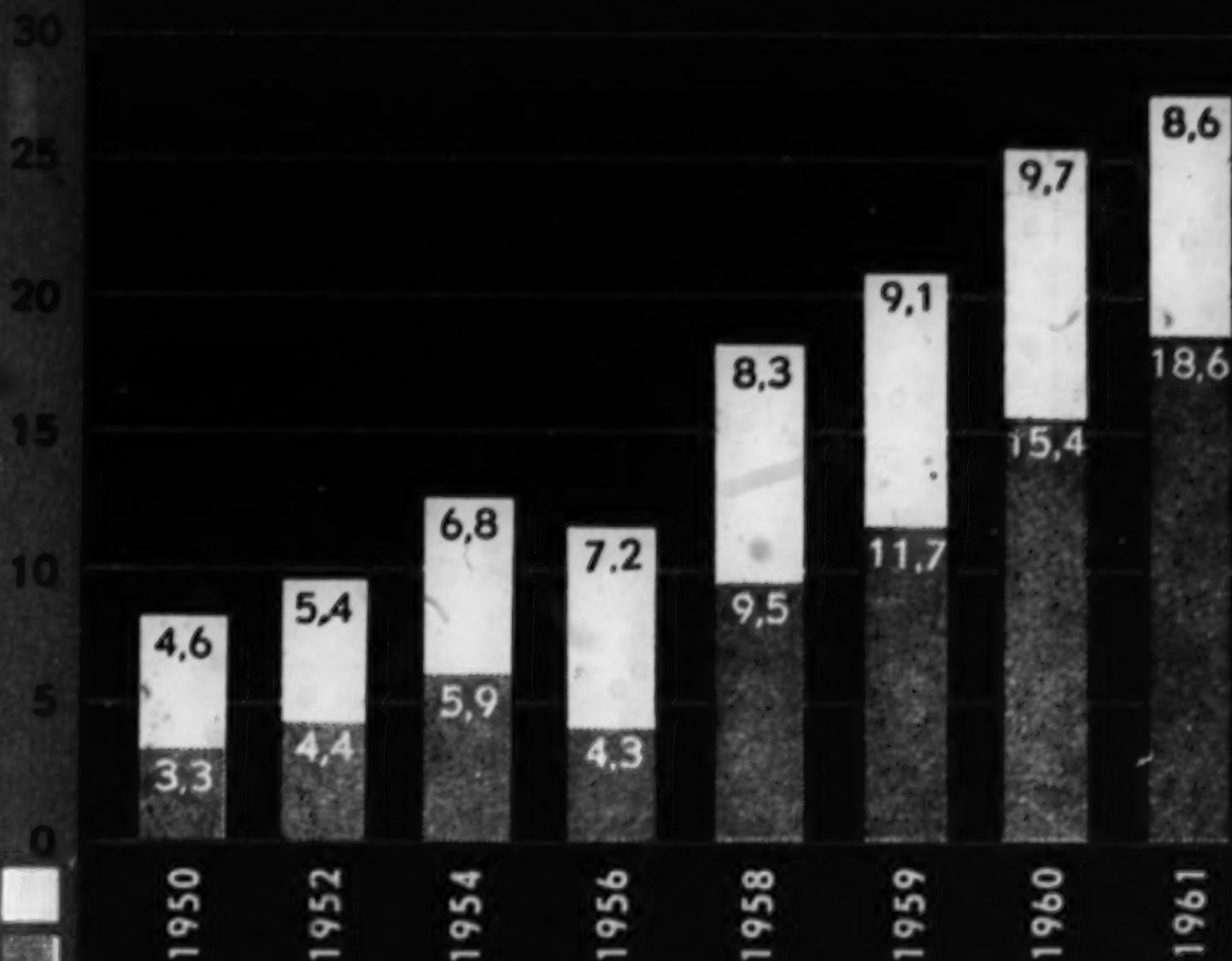
Implantation...



Effectifs de l'enseignement technique et professionnel

en milliers d'élèves

non Musulmans
Musulmans



La formation technique et professionnelle

La mission de l'école primaire — et des centres sociaux — : apporter à chacun les connaissances de base indispensables à son intégration dans la vie moderne, n'est qu'un élément de départ pour une formation plus complète. Les études effectuées pour le Plan montrent en effet que 40 % des emplois à créer hors de l'agriculture exigent une formation technique et professionnelle préalable.

Deux voies principales sont ouvertes à ceux qui aspirent à cette formation : l'enseignement technique qui fait suite à l'enseignement primaire et conduit ses élèves aux différents certificats d'aptitude professionnelle; la formation professionnelle des adultes qui s'adresse en principe à des salariés et leur permet d'acquérir une spécialité.

Les constructions achevées au cours de l'année 1961 ont permis d'ouvrir des classes nouvelles dans les collèges techniques, cours complémentaires d'enseignement professionnel et centres d'apprentissage de Bône et Perrégaux en Oranie, de Boufarik dans la Mitidja, de Châteaudun-du-Rhumel et Ouenza dans le Constantinois. Deux cours complémentaires d'enseignement agricole ont en outre été ouverts en Oranie, à Lourmel et Aïn-el-Turk, ainsi qu'un cours post-scolaire agricole à Arzew.

Les places nouvelles offertes dans ces différents établissements ne dépassent guère le millier, alors que l'objectif annuel fixé par la loi du 20 août 1958 est de 3.550 places supplémentaires.

Néanmoins, les effectifs ont progressé plus rapidement que les constructions puisqu'ils sont passés de 25.100 à 27.200 élèves. Cet accroissement global masque d'ailleurs une évolution en sens contraire des effectifs européens et musulmans. Les premiers ont diminué de 1.100 unités tandis que les seconds progressaient de 3.200.

Effectifs de l'enseignement technique et professionnel

	Musulmans	Non musulmans	Total
1950	3.300	4.600	7.900
1951	4.100	4.800	8.900
1952	4.400	5.400	9.800
1953	5.000	6.100	11.100
1954	5.900	6.800	12.700
1955	6.000	7.000	13.000
1956	4.300	7.200	11.500
1957	6.300	7.600	13.900
1958	9.500	8.300	17.800
1959	11.700	9.100	20.800
1960	15.400	9.700	25.100
1961	18.600	8.600	27.200

Il reste que le rythme des constructions doit être accéléré, et les vocations pour l'enseignement technique encouragées, si l'on veut éviter que les résultats ne s'inscrivent très en deçà des prévisions du Plan.

Cette conclusion est plus valable encore en matière de formation professionnelle des adultes.

L'année 1961 a pourtant été marquée par un gros effort en matière d'équipement : 445 sections de F.P.A. fonctionnaient au 31 décembre dernier contre 371 un an plus tôt. Ce chiffre est en léger retrait par rapport au Plan (520 en 1961), car il fallait rattraper le retard des années précédentes, retard dû pour l'essentiel à des lenteurs de procédure.

Les 74 sections nouvellement mises en service ont augmenté les possibilités d'accueil de plus de 1.600 places. A titre de comparaison, 460 places avaient été créées en 1959 et 1.200 en 1960.

Par ailleurs, le nombre de centres en cours de construction augmente nettement par rapport à 1960, ce qui permet d'envisager la réalisation des 750 sections prévues pour la fin de l'année 1963.

L'effort constaté dans le domaine de l'équipement n'a pas entraîné une amélioration équivalente de l'activité et du rendement des centres.

Les résultats obtenus en matière de recrutement sont très inférieurs aux objectifs : le nombre de stagiaires formés est resté stationnaire aux environs de 5.400, tandis que la capacité théorique augmentait de 1.600 places. Or, le plan prévoit qu'en fin de périodes, les centres de F.P.A. devront former 15.000 stagiaires par an.

En fait, le chiffre des stagiaires admis dans les centres est beaucoup plus élevé, mais beaucoup sont licenciés (906 sur 3.532 dans les départements d'Alger, du Titteri et de Batna), ou partent de leur plein gré si on leur propose du travail en cours de stage.

Il semble que faute d'une liaison étroite entre les services administratifs et les employeurs, la formation soit donnée sans tenir suffisamment compte des débouchés existant dans l'industrie et du niveau de spécialisation recherché.

Des progrès ont néanmoins été accomplis dans ces deux directions. D'une part, le nombre d'ouvriers formés dans les métiers du bâtiment a été réduit au profit des autres spécialités, notamment celles du travail des métaux.

Activité des centres de formation professionnelle

Spécialités	Nombre de stagiaires formés	
	1960	1961
Bâtiment	4.319	4.026
Métaux	928	1.203
Divers	153	207
TOTAL	5.400	5.436

D'autre part, la durée des stages, qui varie normalement de 3 à 10 mois selon les spécialités, a été allongée dans de nombreuses sections, dites de « cycle spécial ». En 1960, 12 sections avaient été reconverties de cette façon. A la fin de 1961, le nombre des sections de cycle spécial était passé à 70.

Les difficultés rencontrées par les centres publics de formation professionnelle des adultes ont conduit les pouvoirs publics à favoriser la création de centres privés animés par les entreprises, les syndicats professionnels ou les associations privées. Un décret du 31 mars 1960 a institué un régime d'aide financière en faveur de ces centres. Sans être aussi satisfaisants qu'on avait pu le souhaiter, les résultats obtenus en 1961 ne sont pas négligeables.

Cinquante centres de formation professionnelle avaient été créés au 31 décembre 1961, qui comportaient 101 sections réparties entre :

— les spécialités de l'industrie :	
travail des métaux	25
textile et confection	10
électricité radio	8
divers	14
— les spécialités du bâtiment	3
— les services :	
emplois de bureau	23
comptabilité	5
divers	13

Le nombre des stagiaires formés en 1961 s'est élevé à 2.000 environ.

Le fait que les stagiaires aient pour la plupart trouvé à l'issue du stage un emploi conforme à leur spécialité, alors que le placement des stagiaires des centres publics se heurtait à de grandes difficultés, fait clairement ressortir les avantages qui pourraient résulter d'une liaison plus étroite entre l'industrie et l'administration, pour l'orientation et la gestion de la formation professionnelle.

L'enseignement secondaire et supérieur

Les constructions achevées au cours de l'année 1961 dans les lycées, collèges et cours complémentaires d'enseignement général ont accru de près de 10 % la capacité d'accueil de ces établissements.

Quatre établissements nouveaux ont été ouverts : le lycée de garçons de Maison-Carrée, le collège mixte de Guelma, les cours complémentaires de l'Arba et de Tizi-Ouzou. Des agrandissements notables ont d'autre part été apportés à cinq établissements existants : deux lycées et un collège dans Alger et sa banlieue, un lycée et un collège à Oran.

Ces diverses constructions représentent 5.700 places supplémentaires, alors que l'objectif fixé par l'ordonnance du 20 août 1958 n'est que de 4.650 élèves supplémentaires par an.

Mais les effectifs n'ont pas progressé au même rythme que les constructions. Tandis que leur accroissement avait été de 5.300 entre 1958 et 1959 et de 6.100 en 1960, il n'est que de 1.000 en 1961. Le départ d'un certain nombre d'élèves européens qui sont allés poursuivre leurs études en France est cause de ce ralentissement : en effet, les effectifs européens diminuent de 4.500, tandis que le nombre des Musulmans s'accroît de 5.500 contre 4.000 l'année précédente.

Effectifs de l'enseignement du second degré

	Musulmans	Européens	Total
1950	5.500	28.100	33.600
1951	6.100	29.800	35.900
1952	6.900	32.000	38.900
1953	8.700	35.600	44.300
1954	9.800	38.900	48.700
1955	11.100	40.400	51.500
1956	7.500	40.300	47.800
1957	11.600	43.500	55.100
1958	15.500	47.800	63.300
1959	18.700	49.900	68.600
1960	22.700	52.000	74.700
1961	28.200	47.500	75.700

L'importance des opérations lancées au cours de l'année 1961 donne à penser que le rythme des constructions ne se ralentira pas dans les prochaines années, et que les enfants des villes moyennes et des campagnes pourront accéder plus facilement à l'enseignement du second degré. En effet, les appels d'offres ont été lancés pour la construction de trois lycées et de vingt-quatre cours complémentaires qui seront édifiés suivant un plan type mis au point au cours des années précédentes.

L'accroissement rapide des effectifs de l'enseignement secondaire depuis 1958 se fera sentir de plus en plus nettement au niveau de l'enseignement supérieur. Les études entreprises prévoient pour 1980, 40.000 étudiants en Algérie, dont 20.000 à Alger, 12.000 à Oran et 8.000 à Constantine.

C'est pour satisfaire dans l'immédiat les besoins des étudiants oranais et constantinois, pour lesquels le séjour à Alger est lointain et coûteux, et pour amorcer la réalisation d'établissements qui devront être en rapport avec l'expansion démographique et le développement de la scolarisation, que la décision a été prise à la fin de 1960 de créer deux universités nouvelles à Oran et Constantine.

Des installations provisoires ont été aménagées au cours du deuxième trimestre de 1961; à la rentrée, 1.200 étudiants étaient inscrits à l'université d'Oran et 440 à celle de Constantine.

A l'Université d'Alger, deux opérations importantes ont été terminées au cours de l'année : il s'agit des nouveaux locaux de la faculté des lettres et de l'achèvement de l'institut d'études nucléaires.

LA RÉNOVATION DES CAMPAGNES

La population rurale de l'Algérie, qui groupe plus de 6 millions de personnes sur 10 millions d'habitants, ne perçoit que le tiers du revenu total. Encore faut-il tenir compte de l'inégale répartition de ce revenu entre les deux formes d'agriculture : à côté de 50.000 exploitations évoluées appartenant pour moitié à des Européens et pour moitié à des Musulmans, il existe 600.000 exploitants traditionnels dont le revenu net moyen est vingt-cinq fois plus faible.

L'objectif évident consiste à rétablir l'équilibre entre le nombre des hommes vivant de la terre et les ressources disponibles.

Or, cet équilibre est perpétuellement rompu par le jeu de deux forces opposées : la destruction des sols, résultant du déboisement, du défrichement et de modes de culture inadéquats, réduit sans cesse les surfaces cultivables, tandis que l'essor démographique accroît le nombre des parties prenantes.

La population rurale ne dispose plus aujourd'hui que de six millions d'hectares de terres labourables, soit moins d'un hectare par personne. Il en résulte une extraordinaire « faim de terre » et un débordement des cultures au-delà des sols qui leur sont propices.

Cette exploitation abusive, aggravée par l'imperfection des techniques aratoires et l'insuffisance de l'équipement collectif et individuel, hâte la destruction des terres sans fournir aux agriculteurs un revenu suffisant.

Les actions entreprises dans le cadre du Plan de Constantine ont pour but de sauvegarder et d'améliorer à la fois les conditions physiques, techniques et humaines de l'activité dans le monde rural :

- par l'amélioration du capital foncier;
- par une meilleure exploitation des ressources hydrauliques;
- par le développement des équipements individuels et collectifs;
- par la formation des agriculteurs aux techniques modernes.

Enfin, la réforme agraire vise à assurer une plus large répartition de la propriété foncière.

La reconstitution du capital foncier

On a défini l'Algérie comme « un territoire de 30 millions d'hectares dont les reliefs montagneux et les hautes plaines steppiques couvrent les 9/10 et dont la véritable plaine fertile, à l'état de lambeaux morcelés, ne couvre que 1/30 ».

La superficie des terres actuellement utilisées par l'agriculture est de 16,7 millions d'hectares, soit environ 54 % du total. Mais sur cette superficie les parcours couvrent 9,6 millions d'hectares et les terres laissées en jachère chaque année plus de 3 millions d'hectares.

La superficie réellement semée ou plantée n'est finalement que de 3,7 millions d'hectares, soit 12 % de l'ensemble du territoire.

Pourtant les cultures débordent déjà au delà des terres qui s'y prêtent naturellement, aggravant ainsi les phénomènes d'érosion dus aux agents climatiques.

Le sol presque toujours en pente, privé de sa couverture naturelle de végétaux vivaces, se trouve alternativement stérilisé par la sécheresse d'été, puis livré sans protection à l'action abrasive des eaux de ruissellement. Paradoxalement l'Algérie souffre autant, en définitive, des dégâts causés par les eaux que par la sécheresse. L'érosion y détruit chaque année l'équivalent de 40.000 hectares de terre.

L'action entreprise essentielle prévue par le programme de développement consiste à fixer le terrain par des reboisements partout où, soit une pente excessive soit la nature du sol s'opposent à une exploitation agricole, et à favoriser l'infiltration de l'eau par la création de banquettes et l'ameublissement des sols propices à la culture.

La surface boisée est estimée à 3 millions d'hectares, soit un taux moyen de boisement de 10 %, alors que ce taux atteint 25 % en France. Encore faut-il ajouter qu'une grande partie de la surface dite boisée est constituée de maquis et de broussailles non susceptibles d'exploitation.

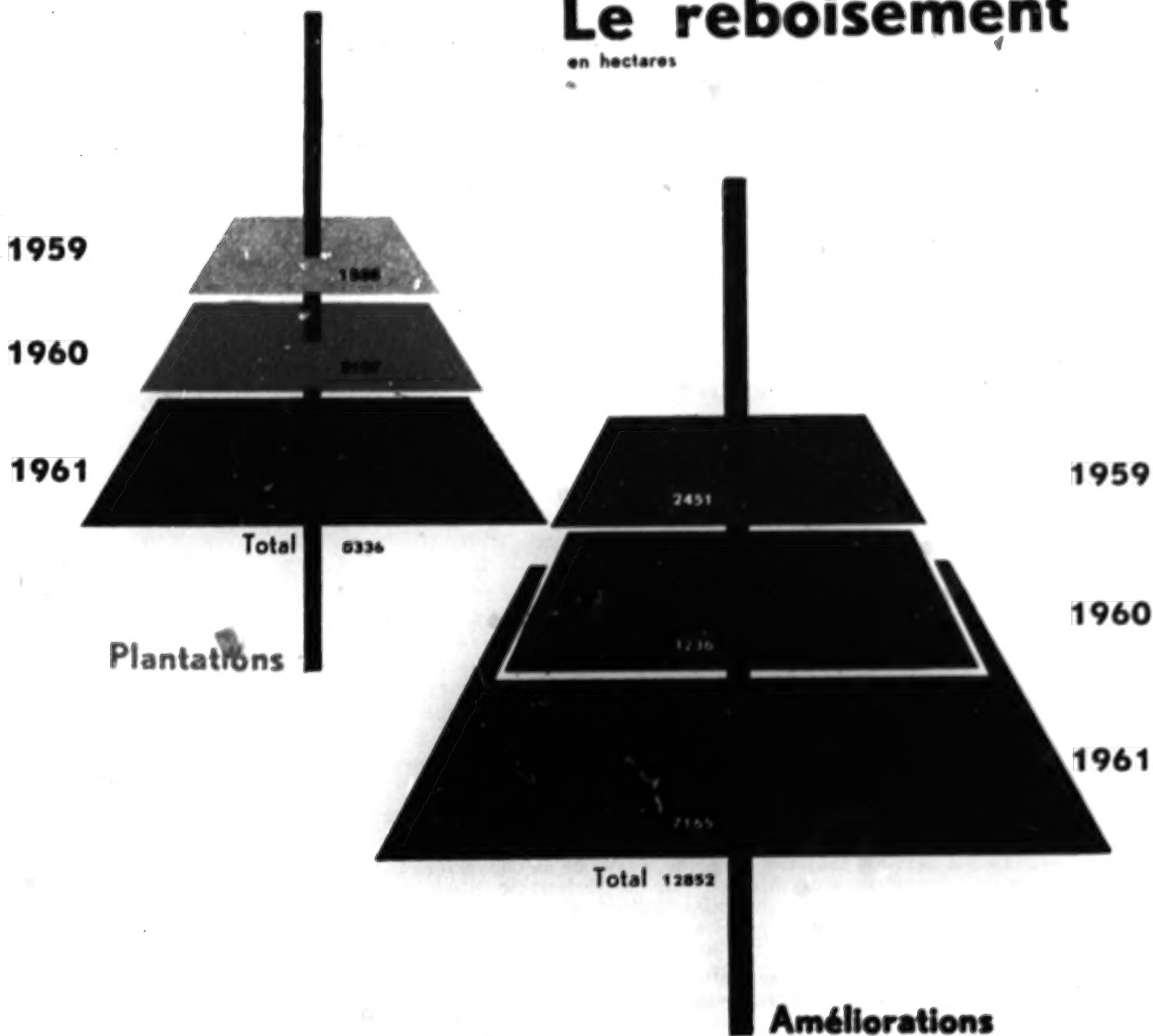
Durant l'année 1961, les plantations nouvelles ont couvert 3.641 hectares, et les travaux d'amélioration ont porté sur 7.165 hectares.

Activité du service des forêts

	Plantations	Améliorations
1959	1.588 ha	2.451 ha
1960	3.107 ha	3.236 ha
1961	3.641 ha	7.165 ha
	8.336 ha	12.852 ha

Le reboisement

en hectares



En dépit des progrès accomplis par rapport aux années précédentes, les résultats ne sont pas à la hauteur des objectifs pourtant modestes fixés par le Plan de Constantine, et qui comportaient pour la période quinquennale 18.000 hectares de plantations et 32.000 hectares de travaux de complément. Ces objectifs ne sont atteints au bout de trois ans que dans les proportions de 47 % et 40 % respectivement.

En matière de défense et de restauration des sols, les résultats sont également inférieurs aux objectifs. Le plan quinquennal prévoyait la réalisation de travaux sur une centaine de milliers d'hectares dans les périmètres d'utilité publique (bassins versants des barrages, protection des ouvrages d'art) et sur 200.000 hectares hors de ces périmètres.

En 1961, 34.000 hectares ont été traités (dont 2.000 hectares dans le cadre des dépenses d'équipement local), contre 34.400 en 1960 et 25.400 en 1959. En trois ans, les réalisations n'atteignent donc que le tiers des objectifs fixés pour cinq années.

L'ampleur de la tâche à accomplir, et la médiocrité des résultats obtenus, donnent à penser que les méthodes actuellement pratiquées sont insuffisantes. Il n'est pas possible de sauver la terre algérienne par le seul travail d'une administration, si compétente et dévouée soit-elle. La participation active de la population permettra seule d'obtenir des

résultats décisifs. A cet égard, les études menées au cours de l'année 1961 montrent que, si la réalisation des plus gros ouvrages requiert l'utilisation d'engins mécaniques, les travaux de plantation et de constitution de banquettes, ainsi que les travaux d'épierrage, peuvent être effectués à la main dans des conditions de rentabilité satisfaisante. C'est dans cette voie qu'il convient de s'engager.

Le concours de la population est d'ailleurs plus nécessaire encore, après l'achèvement des travaux de boisement ou de restauration des sols. Les plantations nouvelles et les ouvrages de lutte contre l'érosion doivent en effet être respectés et entretenus, ce qui exige une discipline et des actions collectives. De plus, les travaux de restauration ne suffisent pas pour rendre sa fertilité à la terre. Il faut encore que des façons culturales appropriées soient régulièrement pratiquées, et que les céréales et la jachère qui laissent la terre nue et livrée aux agents atmosphériques pendant de nombreux mois, cèdent la place à des cultures plus protectrices, notamment à des fourrages qui permettraient en outre de renouveler les méthodes d'élevage.

Ces considérations sont à la base de la doctrine de rénovation rurale élaborée par la direction de l'agriculture et dont les premières applications ont eu lieu en 1961 dans trois zones expérimentales de 5.000 hectares chacune ; Sebdou au sud de Tlemcen, Ouled Zid près de Relizane et Zeriba dans le bassin supérieur de la Soummam. Des actions du même type ont en outre été entreprises dans les départements d'Orléansville et de Constantine.

Les travaux d'infrastructure ont été menés sur 13.000 hectares ; approfondissement du sol, épierrage et constitution de bourrelets anti-érosifs dont le tracé sur les courbes de niveau, comme le font les banquettes classiques de la D.R.S., mais dont l'écartement est calculé plus largement de façon à ne pas gêner les exploitants. Sur les sols ainsi préparés les agriculteurs ont été amenés, par une action intense de persuasion et par le jeu d'aides appropriées, à pratiquer les cultures les plus rationnelles selon un assolement déterminé.

Les difficultés rencontrées montrent qu'une telle expérience ne peut être étendue qu'à plusieurs conditions :

— Toutes les administrations appelées à participer à l'œuvre de rénovation rurale (service des forêts et de la D.R.S., services agricoles, sociétés agricoles de prévoyance, service vétérinaire, hydraulique, éducation nationale, travaux publics) doivent être placées

Prêts

d'équipement

20,4

26,2

sous l'autorité d'un responsable unique, faute de quoi le retard ou la déficience de l'une d'elles risque de compromettre la réussite de l'ensemble.

— Des procédures rapides doivent être mises au point pour permettre le remembrement des exploitations pendant que sont exécutés les travaux d'infrastructure, de façon que les parcelles s'inscrivent dans le cadre tracé par les bourrelets, banquettes ou chemins de desserte.

— La population doit être amenée à participer à une action qui la concerne au premier chef. Son concours permettra tout d'abord de réduire le coût des travaux d'infrastructure (qui dépasse actuellement 1.000 NF par hectare), puis d'assurer la permanence de l'œuvre entreprise.

L'exploitation des ressources hydrauliques

Avec l'épuisement des sols, l'insuffisance et la mauvaise répartition des précipitations constituent le principal handicap de l'agriculture algérienne. Sur 300.000 km² de superficie totale, les plaines bien arrosées ne couvrent guère plus de 6.000 km². En outre, la période humide et la période chaude ne coïncident pas, si bien que les pluies arrachent et ravinent le sol plus qu'elles ne le fertilisent. Il est donc nécessaire de tirer le meilleur parti possible de toutes les ressources disponibles :

— en retenant par des barrages les eaux de ruissellement pour les redistribuer par des réseaux d'irrigation;

— en captant les eaux souterraines pour développer l'élevage et améliorer l'alimentation humaine.

A la fin de 1958, l'Algérie disposait de onze barrages réservoirs construits pour la plupart entre 1925 et 1950 et dont la capacité était de l'ordre de 800 millions de mètres cubes. Le programme tracé par le Plan de Constantine comprend l'achèvement de deux ouvrages et le lancement de trois autres.

Le barrage de Meffrouch, situé sur le plateau qui domine Tlemcen, a été commencé en 1956. Il doit retenir 13 millions de mètres cubes destinés à compléter l'alimentation de Tlemcen, Oran et Arzew en eau potable, et à étendre les cultures irriguées autour de Tlemcen. Ce barrage a été achevé à la fin de 1961 et sa mise en eau est en cours.

La surélévation du barrage de Bakhadda, entreprise en 1958, doit accroître de 14 millions de mètres cubes la capacité de cet ouvrage et augmenter les réserves nécessaires à l'irrigation du périmètre de la Mina, autour de Relizane. Les travaux de génie civil ont été terminés dans le courant de l'année.

Parmi les opérations nouvelles, la construction du barrage de la Bou-Namoussa, commencée en 1960, s'est continuée au rythme prévu; à son achèvement, à la fin de 1963, le réservoir pourra retenir 120 millions de mètres cubes environ, qui serviront à l'alimentation de Bône et de ses industries, et à l'irrigation de 20.000 hectares.

La reconstruction du barrage du Fergoug qui devait, selon le Plan, commencer en 1961 pour s'achever en 1963, n'a pas été entreprise. Le retard pris par le développement industriel de la région d'Arzew a conduit les pouvoirs publics à consacrer à d'autres travaux les crédits qui avaient été inscrits pour cet ouvrage dont la destination est moins agricole qu'industrielle.

En revanche plusieurs opérations ont été entreprises ou continuées, qui permettront de restituer à des barrages envasés, leur capacité initiale. Ces travaux dont l'achèvement est prévu en 1962 accroîtront de 3 millions de mètres cubes la capacité du barrage des Cheurfas qui alimente le périmètre du Sig, et de 60 millions de mètres cubes le réservoir de l'Oued Fodda au-dessus du Moyen-Chélif.

Les travaux d'équipement des périmètres d'irrigation ont porté sur 5.700 hectares au cours de l'année 1961, augmentant de 5 % les surfaces aménagées. Les superficies effectivement irriguées se sont accrues de leur côté de 7.500 hectares, mais de très grands progrès restent à faire puisque l'irrigation n'est encore pratiquée que sur 40 % des surfaces équipées.

En dehors des grands périmètres, quatre aires d'irrigation ont été équipées en 1961; leur superficie totale est 2.100 hectares.

Le bilan de l'utilisation des eaux souterraines est difficile à établir, étant donné la dispersion des ouvrages et la multiplicité des maîtres d'œuvre. Pour s'en tenir aux besoins de l'élevage, le Plan de Constantine estime que sur 120.000 km² de pâturages extensifs la densité des points d'eau aménagés doit atteindre un par 100 km² en moyenne, soit 1.200 ouvrages sur lesquels 800 à 900 points d'eau restaient à aménager à la fin de 1958. En 1961, le nombre de forages effectués sous la responsabilité directe du service de l'hydraulique s'élève à 85, contre 71 en 1960. Mais d'autres forages ont été réalisés par les communes dans le cadre des dépenses d'équipement local.

La réforme agraire

L'existence de grandes exploitations n'est pas en elle-même un frein au développement de la production agricole. Bien au contraire, elle facilite l'adoption de techniques rationnelles et d'équipements modernes. Mais dans un pays où la campagne est surpeuplée, une trop grande inégalité dans la répartition des terres est un obstacle au progrès social.

Un recensement effectué en 1950 montre qu'en Algérie, 5 % des exploitations se partagent plus de la moitié du territoire agricole.

<i>Catégorie d'exploitations</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>	<i>Superficie totale</i>
Moins de 10 ha	446.000	1.400.000 ha
De 10 à moins de 50 ha	173.000	3.300.000 ha
50 ha et au-dessus	34.000	5.300.000 ha
	653.000	10.000.000 ha

Afin d'aboutir progressivement à une répartition équitable, tout en accroissant le rendement des terres, un établissement public créé en 1956, la Caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales (C.A.P.E.R.) a été chargé de mener à bien les opérations de réforme agraire qui comportent :

- l'acquisition de vastes domaines soit par accord amiable, soit par expropriation;
- l'aménagement des terres : défrichement, assainissement, défense ou restauration des sols, équipement pour l'irrigation, plantation, création des villages de réforme agraire;
- le lotissement des terres aménagées en unités culturelles d'une dimension suffisante pour garantir un revenu minimal aux attributaires, et la création de coopératives susceptibles de seconder leurs membres pour l'achat de semences et d'engrais, l'utilisation de matériel collectif et la vente de leur production. La diversité de ces opérations et l'encadrement des agriculteurs qu'elles permettent, font de la réforme agraire non seulement une œuvre de justice sociale mais également une entreprise de développement.

Selon les prévisions du Plan de Constantine, la C.A.P.E.R. aurait dû terminer en 1961 l'acquisition de 250.000 hectares de terres. En fait, les acquisitions portent sur 194.000 hectares et représentent les quatre cinquièmes de ce programme.

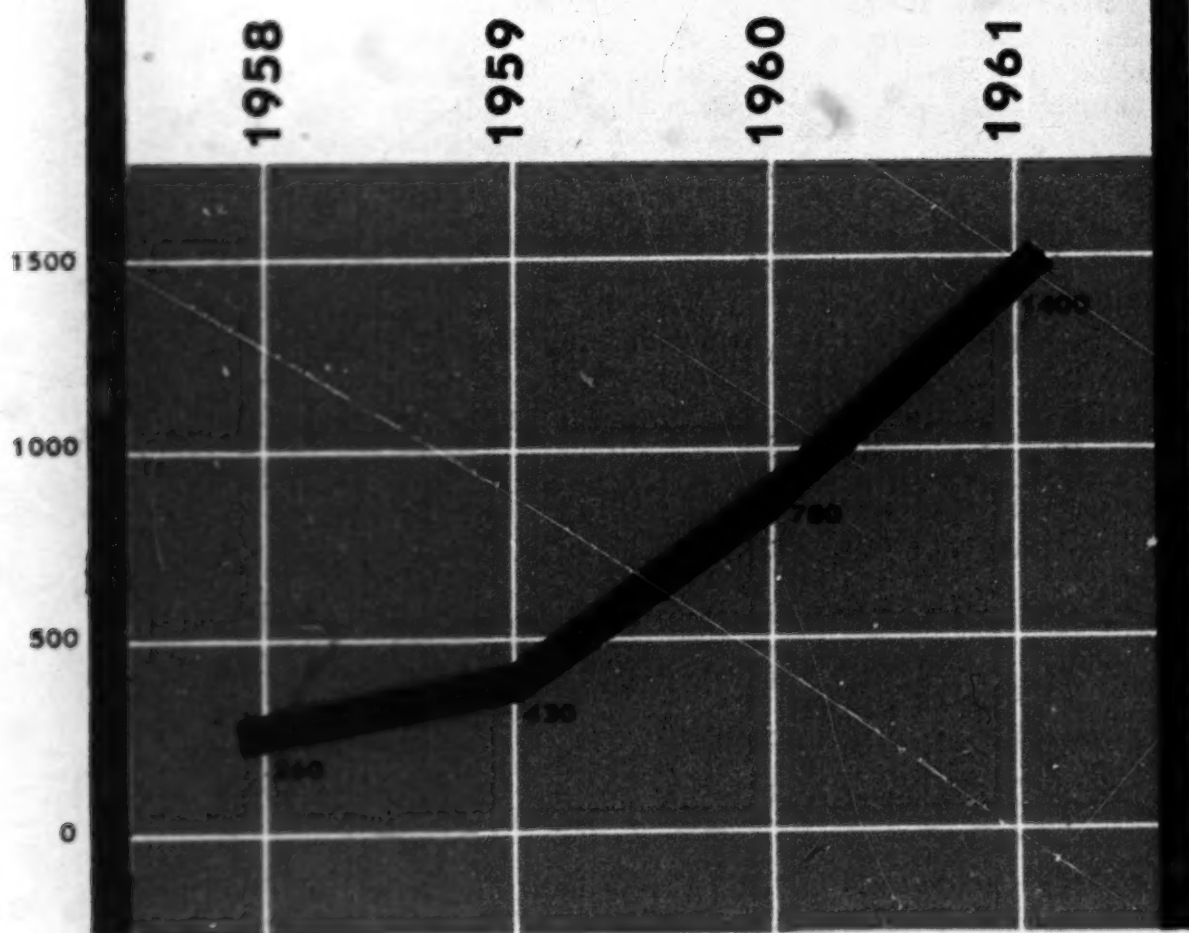
Le nombre de lots aménagés à la fin de 1961 s'élève à 2.937, soit un peu moins du tiers de l'objectif de 9.500 lots prévus pour 1963.

Enfin, 1.500 exploitations ont été attribuées en 1961, ce qui porte le nombre des attributaires installés à 2.300 environ.

La formation des agriculteurs

Le développement de l'agriculture algérienne est étroitement dépendant de la formation des agriculteurs dont l'immense masse ne possède encore d'autre qualification que ses traditions.

Moniteurs du paysanat



En 1958, il existait en Algérie une école nationale d'agriculture à Maison-Carrée formant de 25 à 30 ingénieurs agricoles par an, une école régionale à Sidi-Bel-Abbès, trois écoles d'agriculture à Philippeville, Guelma et Aïn-Témouchent, et une école d'horticulture à Alger. Le nombre de techniciens formés par ces écoles était de 150 à 200 par an. Aucun moyen de formation n'était offert aux petits exploitants qui, au nombre de 600.000, n'étaient encadrés que par 260 moniteurs.

Au cours de l'année 1961, des travaux d'agrandissement ont été effectués à l'école d'agriculture de Philippeville, qui a été érigée en école régionale. La construction de l'école de Tizi-Ouzou, inaugurée dès 1960, a été achevée. Une nouvelle école a été ouverte à Constantine dans des locaux provisoires. Il ne reste donc plus que deux écoles à mettre en service, à Orléansville et Sétif, pour atteindre les objectifs du Plan dans le domaine de l'enseignement agricole du second degré.

La conjoncture politique a malheureusement provoqué une diminution des effectifs dans la plupart des établissements. A l'école nationale d'agriculture d'Alger, il n'y a pas eu de promotion nouvelle et le nombre des élèves est tombé de 62 à 30. Il est en revanche passé de 93 à 102 à la section d'agriculture africaine qui forme des ingénieurs des travaux pour l'agriculture, l'hydraulique et les forêts. Mais les effectifs des écoles régionales et départementales, qui s'élevaient à 526 élèves en 1960, n'étaient plus que de 495 à la rentrée d'octobre 1961.

Les progrès sont en revanche très appréciables en ce qui concerne la formation des moniteurs et des exploitants. Les moniteurs du paysanat n'étaient que 260 en 1958. Leur effectif est successivement passé à 430 en 1959, puis 780 en 1960, pour atteindre 1.400 à la fin de 1961. Conseillers techniques et agents d'intervention polyvalents, les moniteurs du paysanat reçoivent une formation appropriée au centre professionnel de Rovigo, près d'Alger. De 200 stagiaires en 1953, le centre a été mis en mesure de recevoir chaque année 600 élèves pour des stages de 5 à 6 semaines consacrés à la formation sociologique et économique. Il peut accueillir un nombre égal de moniteurs déjà en place et qui désirent accomplir des stages de perfectionnement.

En outre et malgré certaines difficultés rencontrées dans l'acquisition des terrains, quatre nouveaux centres de formation professionnelle ont été ouverts en 1961, portant la capacité totale de formation des centres à 1.200 élèves par an.

Il convient enfin de souligner que les moniteurs de la C.A.P.E.R., au nombre de 87 en 1961, contribuent activement à la vulgarisation des méthodes modernes de culture dans le monde rural.

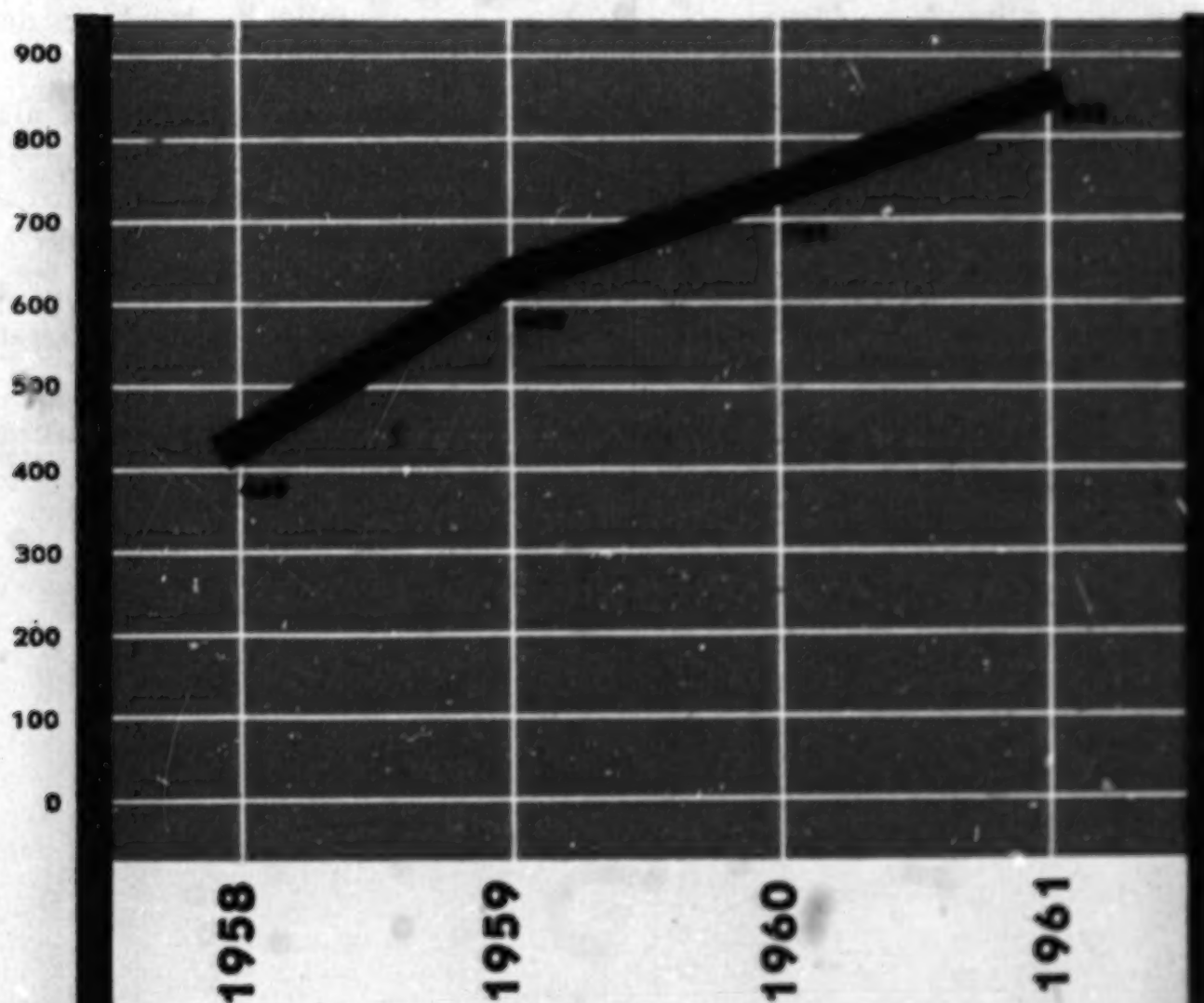
Le développement de l'encadrement technique du monde rural permet d'envisager la multiplication des actions de masse expérimentées au cours des dernières années.

Ces actions ont pour but une transformation rapide de l'agriculture traditionnelle, grâce à une série d'opérations simples exécutées par vagues successives.

Chacune de ces opérations met en jeu l'ensemble des moyens administratifs disponibles ; les services agricoles qui conçoivent l'action à entreprendre, les sociétés agricoles de prévoyance qui apportent leur infrastructure technique, et les moniteurs du paysanat qui diffusent les directives et conseillent les agriculteurs.

L'application de ces méthodes, dans un climat politique pourtant difficile, a permis de quintupler en 1961 les quantités d'engrais consommées par l'agriculture traditionnelle en Kabylie. De la même façon, la part de la Kabylie dans la production de fourrages artificiels est passée en deux ans de 7 à 15 %, bien que le département soit l'un des moins étendus de l'Algérie.

Les conditions paraissent donc réunies pour accomplir, au cours des prochaines années, des progrès décisifs dans le développement agricole.



Parc mécanique des SAP

L'équipement individuel et collectif

Il n'est pas possible de mesurer l'importance des investissements réalisés par l'ensemble des agriculteurs algériens dans leurs exploitations. Les rares indices que l'on possède indiquent que ces investissements sont en recul par rapport aux années précédentes; c'est ainsi que les achats de tracteurs sont tombés à 1.351 contre 4.821 en 1960.

Si le rythme de l'équipement individuel s'est ralenti, de nouveaux progrès ont été accomplis en matière d'équipement collectif.

Les sociétés agricoles de prévoyance (S.A.P.), qui peuvent effectuer chez leurs adhérents des travaux à façon, ont acheté 130 tracteurs pendant l'année. Leur parc, qui comprenait 439 tracteurs à la fin de 1958, est ainsi passé à 533 engins au 31 décembre 1961. De plus le nombre d'heures de travail effectuées par ces tracteurs a pratiquement doublé du fait des travaux supplémentaires réalisés grâce aux crédits d'équipement local (D.E.L.).

Il est à noter que près du tiers des tracteurs achetés en 1961 sont de fabrication algérienne. Pour vaincre les réticences de certaines S.A.P. à utiliser ce matériel, son acquisition a été favorisée par un taux de subvention préférentiel.

Les différents organismes du réseau de crédit agricole ont accordé en 1961 pour 26,2 millions de NF en prêts d'équipement, à raison de la moitié pour les agriculteurs du secteur traditionnel et la moitié pour le secteur moderne, contre 20,4 millions de NF en 1960.

Parallèlement au développement de l'équipement mécanique mis à la disposition des agriculteurs, des actions ont été poursuivies en vue d'accroître les moyens de stockage de l'agriculture algérienne et de faciliter l'écoulement de ses produits.

La réalisation du programme d'équipement de l'Algérie en docks-silos et magasins à céréales, élaboré en 1951, modifié et complété en 1953 et 1956, s'est poursuivie en 1961. Aux réalisations précédentes représentant une capacité de stockage de 3,5 millions de quintaux est venue s'ajouter en 1961 une nouvelle tranche de 431.000 quintaux.

Le plan d'équipement en docks-silos et magasins à céréales est ainsi réalisé à 97 % et la capacité totale à laquelle s'ajoutent les moyens de stockage des S.A.P. est à peu près suffisante pour couvrir les besoins actuels de l'Algérie.

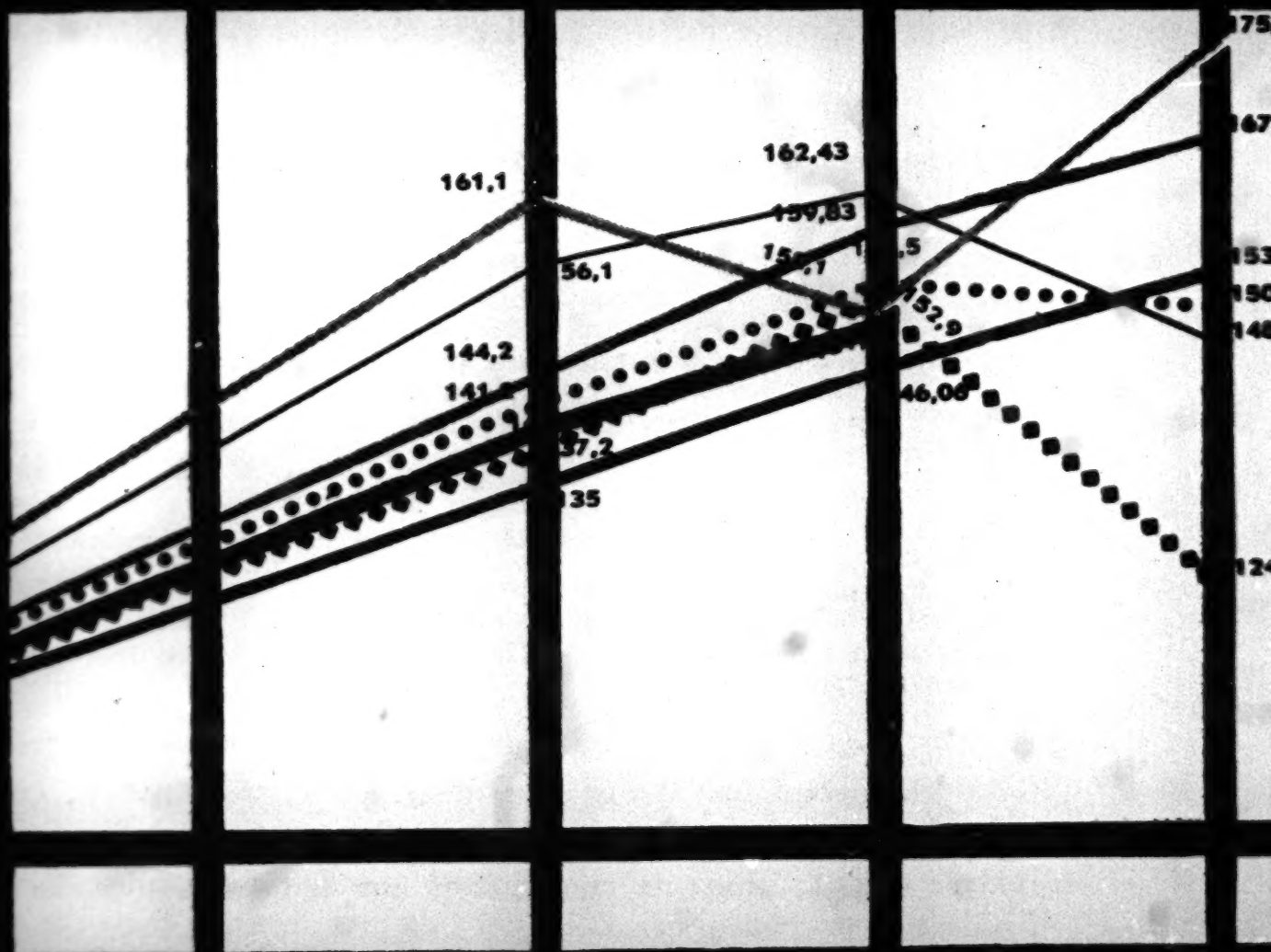
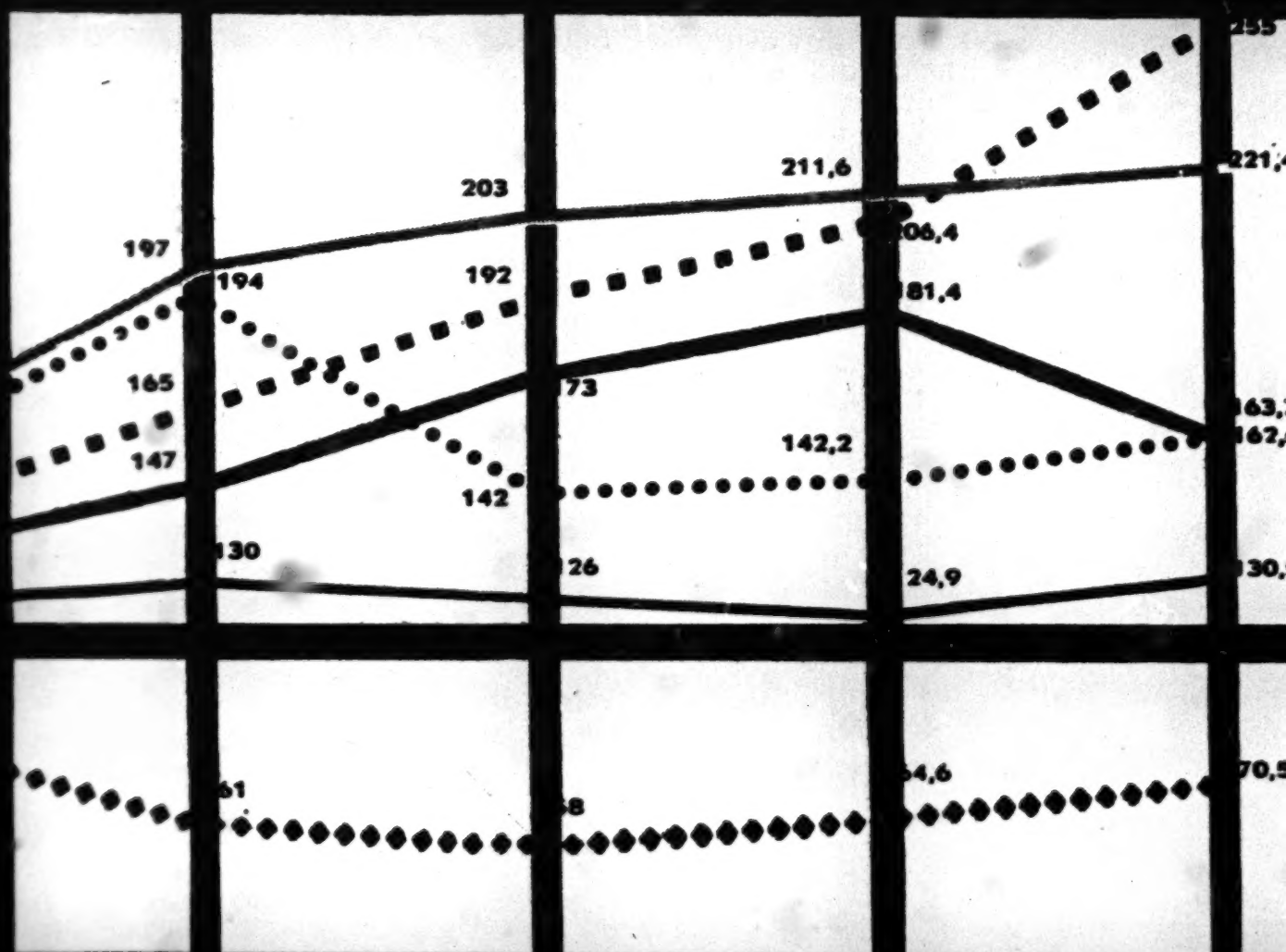
Il n'en est pas de même pour les centres d'abattage, qui doivent constituer les premiers éléments d'une chaîne du froid entre les centres producteurs, les lieux de consommation et les ports d'exportations. Le rythme des réalisations est très lent. En 1961, l'équipement du centre de Maison-Carrée a été poursuivi, et le centre de Tiarret, achevé dès 1955 mais qui n'avait jamais fonctionné, a été remis en état.

Un marché d'intérêt national, destiné à favoriser la commercialisation des produits agricoles de l'Algérois et à remplacer les halles actuelles d'Alger, est en voie d'aménagement à Maison-Blanche.

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Les objectifs fixés par le Plan de Constantine comportent le doublement de la production industrielle de l'Algérie entre 1959 et 1964, le chiffre d'affaires global passant de 4 à 7,8 milliards de NF. A cet accroissement d'activité correspond la création de 115.000 emplois nouveaux qui doivent s'ajouter aux 215.000 emplois existant à la fin de 1958 et dont 125.000 correspondent à l'industrie moderne, le reste ressortissant à la production artisanale. C'est dire que les emplois industriels, comme la production elle-même, doivent doubler en cinq ans.

La production...



Pour atteindre ces objectifs, le Plan évalue les investissements nécessaires à un peu plus de 2 milliards de NF dans l'industrie de transformation et à 1 milliard de NF pour les grands complexes sidérurgiques et pétrochimiques; soit au total 3 milliards de NF en incluant les acquisitions de terrains.

Pour surmonter les difficultés propres à la création d'industries nouvelles dans un pays neuf, des avantages financiers et fiscaux ont été créés au profit des entreprises. Ces avantages qui doivent leur permettre d'alléger les charges d'amortissement, les charges salariales et les charges fiscales pendant les premières années de fonctionnement, ont été définis par un décret du 31 janvier 1958. Ils comprennent des primes d'équipement pouvant atteindre 40 % des investissements proprement industriels, des primes d'emploi fixées dans la limite de 35 % des salaires de fabrication, des bonifications d'intérêt susceptibles de ramener jusqu'à 3 % le taux des emprunts contractés, la ristourne des taxes à la production perçues sur les biens d'équipement et l'exonération des impôts sur les bénéfices pendant une période de dix années au maximum.

Jusqu'au milieu de l'année 1960, ces incitations ont permis d'atteindre, à peu de chose près, le rythme d'industrialisation prévu par le Plan. Par la suite, l'incertitude qui a pesé sur l'avenir politique de l'Algérie a ralenti la cadence des demandes d'agrément et a provoqué le retrait d'un certain nombre d'entreprises.

Les résultats d'ensemble

Au 31 décembre 1961, 475 entreprises avaient obtenu leur agrément au plan d'industrialisation; parmi elles, 472 relevaient de l'industrie de transformation, les 3 autres correspondant aux grands ensembles sidérurgiques et pétrochimiques. Sur les 472 projets d'industrie de transformation, 307 avaient achevé ou entrepris leur programme d'investissement; 150 l'avaient ajourné ou abandonné; 15 autres avaient été agréés au cours des dernières semaines de l'année et n'avaient pas encore pu entreprendre leur programme.

Parmi les trois projets d'industrie lourde, deux étaient en cours d'exécution et le troisième ajourné.

Les investissements projetés par les entreprises agréées dépassaient 1 milliard de NF pour les industries de transformation et atteignaient 472 millions de NF pour les industries lourdes, soit environ la moitié des objectifs globaux fixés par le Plan. Ces chiffres doivent cependant être rectifiés pour éliminer les projets abandonnés et ceux dont l'ajournement rend la réalisation aléatoire. Si l'on s'en tient aux entreprises qui ont achevé ou commencé l'exécution de leur programme, les investissements envisagés atteignent 744 millions de NF pour les industries de transformation, dont 528 millions de NF ouvrant droit au versement de primes d'équipement.

En ce qui concerne l'industrie lourde, la Société Bônoise de Sidérurgie envisage d'investir 185 millions de NF dans une première tranche de travaux comportant l'implantation d'un haut fourneau et d'une aciérie qui permettront de produire, en 1964, 500.000 tonnes d'acier.

L'implantation d'une usine d'engrais azotés à Arzew, qui devait investir 90 millions de NF, paraît abandonné dans sa forme primitive. En revanche la raffinerie d'Alger, dont la construction coûtera 187 millions de NF pour une capacité de 2,5 millions de tonnes, est entrée dans la phase de construction sur le terrain.

Si l'on passe des investissements projetés aux immobilisations effectives, le bilan des trois premières années d'exécution du Plan se traduit par 290 millions de NF d'investissements primables réalisés par les industries de transformation, soit près de 400 millions de NF si l'on y ajoute les immobilisations n'ouvrant pas droit au versement de primes d'équipement. A cela s'ajoutent 40 millions de NF d'investissements physiques dans l'industrie lourde.

La répartition par branche d'industrie

Tout en tenant compte des disponibilités de l'Algérie en matières premières, et des possibilités d'expansion de son marché intérieur, le Plan avait fait une large place aux industries les plus exigeantes en main-d'œuvre. Les industries mécaniques et électriques devaient à elles seules réaliser près du tiers des investissements projetés dans les activités de transformation. Venaient ensuite le travail du textile et du cuir, puis la fabrication des matériaux de construction et les industries agricoles et alimentaires. La part des industries chimiques (à l'exception de la pétrochimie), des industries extractives et des industries diverses (bois et papier), était plus réduite.

Les réalisations ne sont pas conformes à ces prévisions.

Si les industries mécaniques et électriques sont en tête des réalisations comme il avait été prévu, elles sont suivies par les industries extractives, la fabrication des matériaux de construction et les industries chimiques, tandis que les industries agricoles et alimentaires et le travail des textiles et des cuirs sont relégués assez loin en arrière.

C'est dans le domaine de l'industrie minière que les résultats sont les plus proches des objectifs fixés par le Plan de Constantine. Les investissements exécutés ou en cours de réalisation atteignent 96 % de ceux qui avaient été prévus. Ce résultat tient essentiellement aux travaux effectués en vue de la mise en exploitation des carrières de phosphate du Djebel-Onk qui doivent d'ici quelques années relayer les gisements en voie d'épuisement du Kouif.

Les industries chimiques viennent ensuite avec des immobilisations en cours atteignant 74 % des objectifs fixés. Le succès tient en grande partie dans ce domaine à l'implantation de quatre entreprises d'importance internationale. Il s'agit des Sociétés MICHELIN, L'AIR LIQUIDE, UNILEVER et PROCTER ET GAMBLE. Leur investissements représentent plus de la moitié de ceux qui sont en cours de réalisation dans cette branche d'industrie.

Pour les industries mécaniques et électriques et la fabrication des matériaux de construction, les résultats obtenus à la fin de 1960 étaient particulièrement encourageants. Mais c'est dans ces deux branches que les projets abandonnés ou ajournés au cours de l'année 1961 sont les plus nombreux. En définitive les investissements achevés ou en cours représentent 36 % des objectifs quinquennaux.

D'importantes entreprises ont achevé leurs travaux et mis en route leur fabrication dans le courant de l'année. C'est le cas notamment de deux entreprises de construction automobile et de deux usines de construction de tubes, attirées en Algérie par les perspectives de développement du Sahara.

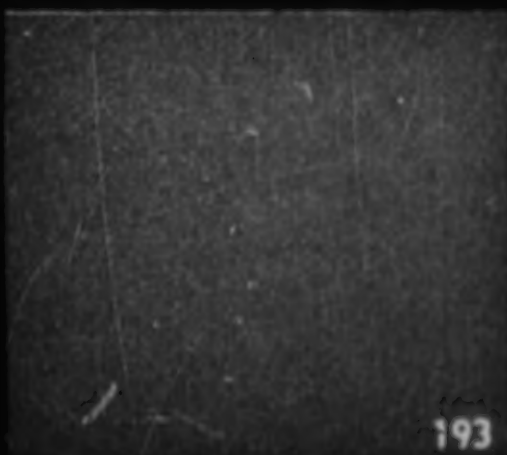
Les industries agricoles et alimentaires, les industries du textile et du cuir et les industries diverses sont celles dont les réalisations sont les plus éloignées des objectifs du Plan. Les projets achevés ou en cours d'exécution représentent à peine le quart de ces objectifs. Il semble qu'un certain scepticisme sur les possibilités de développement du marché intérieur et la crainte de la concurrence étrangère ou métropolitaine soient à l'origine de cette situation.

Les mesures de protection édictées en cours d'année (arrêté du 10 avril 1961) au profit des entreprises locales de transformation des textiles et du cuir, sont intervenues trop tardivement pour vaincre ces réticences.

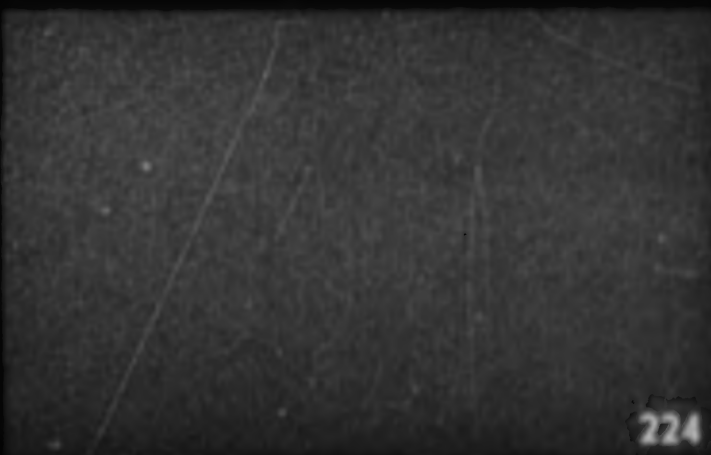
L'implantation géographique

Si le Plan de Constantine a indiqué de façon précise les investissements à réaliser dans les différentes branches industrielles, il n'a donné aucune précision sur les lieux où devaient être implantées les entreprises nouvelles. Le seul vœu qu'il formule consiste dans

Agréments



193



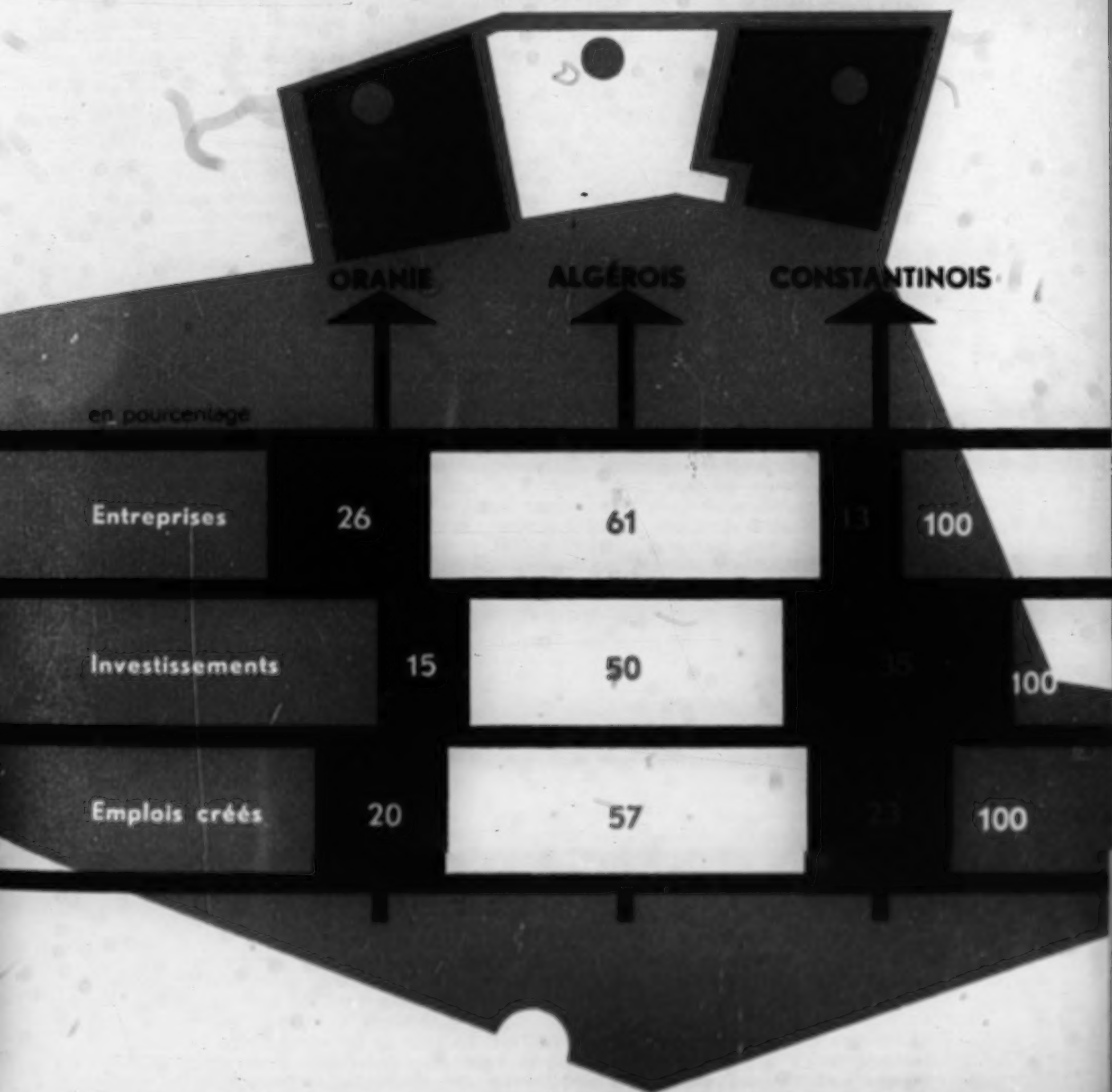
224



58

475

Répartition géographique des implantations



une déconcentration des investissements industriels, de façon à répartir sur l'ensemble du territoire les créations d'emplois en évitant l'hypertrophie des grandes agglomérations côtières.

Les moyens qui doivent permettre d'aboutir à une certaine décentralisation de l'industrie sont de plusieurs ordres :

- la transformation sur place de richesses minières principalement localisées aux abords des frontières;

- le tracé des conduites de gaz et de pétrole, aboutissant aux ports secondaires de Bougie et d'Arzew;

- la modulation des avantages financiers en vue de favoriser les implantations en dehors des grands centres;

- enfin, la création de zones industrielles entièrement équipées et susceptibles d'attirer par priorité les industriels.

Les résultats obtenus sont d'inégale valeur.

Des résultats satisfaisants ont été obtenus en ce qui concerne la transformation des produits minéraux. Le département de Bône en a été le principal bénéficiaire avec la création de la Société Bonoise de Sidérurgie qui utilisera les minerais de fer de l'Ouenza, et la mise en valeur des phosphates du Djebel-Onk qui seront enrichis sur place et exportés vers le port de Bône. Les investissements prévus pour ces deux complexes dépassent 300 millions de NF.

Malgré les avantages que pouvait apporter la présence du pétrole brut à Bougie, les promoteurs de la première raffinerie algérienne ont préféré s'installer dans l'agglomération algéroise, au centre du plus grand marché de consommation. En revanche, l'utilisation du gaz naturel fera sans doute d'Arzew, au cours des prochaines années, le centre d'un complexe industriel comptant parmi les plus importants de l'Afrique. Bien qu'aucune réalisation n'ait vu le jour au 31 décembre 1961, plusieurs projets ont été mis au point soit pour la liquéfaction du gaz en vue de son exportation, soit pour la transformation de produits pétroliers en ammoniac et ses composés d'une part, en oléfines et leurs dérivés de l'autre.

L'arrêté du 1^{er} mai 1959, qui avait créé un régime forfaitaire d'avantages financiers, distinguait trois zones d'implantation entre lesquelles les primes d'équipement pouvaient varier de 13,5 % à 37,5 % et la prime d'emploi de 11,5 à 31,25 %. Les résultats obtenus ayant paru insuffisants, un second arrêté daté du 17 août 1960 a ouvert plus largement l'éventail des subventions. D'après cet arrêté, les primes d'équipement peuvent s'échelonner entre 9 et 37,5 % et les primes d'emploi entre 7,5 et 31,25 %.

Le ralentissement des demandes d'agrément à partir de l'été 1960 n'a malheureusement pas permis à cet arrêté d'obtenir les résultats escomptés.

Les zones industrielles créées en Algérie depuis 1958 ressortissent à deux types différents :

- Les principales sont les zones de desserrement, situées à proximité des grands centres industriels, destinées à éviter une excessive concentration des industries à l'intérieur ou dans la banlieue immédiate des grandes villes. Cinq zones ont été constituées : celle de Rouiba-Réghaia a rencontré un grand succès puisqu'elle a reçu 37 entreprises dont 12 fonctionnaient effectivement à la fin de 1961. La zone de Duzerville, près de Bône, doit recevoir cinq entreprises dont trois sont en cours de construction. Les résultats obtenus ailleurs sont décevants puisque les zones créées aux alentours de Constantine (le Kroub), d'Oran (Sainte-Barbe-du-Tlélat) et Blida, n'ont suscité qu'une ou deux candidatures chacune.

— Les zones d'industrialisation décentralisée procèdent d'une conception différente : elles se proposent d'attirer des entreprises vers des villes secondaires et où le sous-emploi se fait particulièrement sentir. Pour accroître l'attrait de ces zones, une Société d'équipement a été constituée qui peut construire des usines, les équiper, et les vendre ou les céder en location-vente aux industriels.

Trois zones de ce type ont été constituées : celle de Tizi-Ouzou a suscité huit demandes d'agrément dont quatre ont reçu une suite; à Bougie, treize projets ont été soumis dont huit se sont concrétisés; à Béni-Saf, en revanche, un seul candidat s'est présenté et aucun investissement n'était encore réalisé à la fin de l'année 1961.

Dans l'ensemble la décentration industrielle apparaît faible. Si l'on considère les 475 entreprises agréées au 31 décembre 1961, la seule région d'Alger recueille 61 % des entreprises, 50 % des investissements projetés et 57 % des emplois à créer. Constantine reçoit 13 % des entreprises, 35 % des investissements et 23 % des emplois. La région d'Oran, de son côté, ne recueille que 26 % des entreprises, 15 % des investissements et 20 % des emplois. Les proportions établies sur les 307 entreprises ayant effectivement donné suite à leurs projets sont sensiblement les mêmes. Alger, qui bénéficiait déjà au départ d'une infrastructure industrielle particulièrement dense, recueille donc plus de la moitié des entreprises nouvelles.

Cette constatation ne doit pas étonner et il est normal que l'industrialisation d'un pays jeune se développe par priorité autour des pôles existants. Encore faut-il que les chances d'une répartition rationnelle des activités dans l'avenir ne soit pas compromises. A cet égard, les projets d'implantation de la pétrochimie dans l'Ouest et de la sidérurgie dans l'Est ouvrent des perspectives nouvelles à l'industrialisation de ces régions.

Les perspectives d'avenir

Si la mise en œuvre du Plan de Constantine s'est traduite au cours des dix-huit premiers mois par un afflux considérable d'entreprises nouvelles, les circonstances politiques ont rapidement freiné ce mouvement.

Au 31 décembre 1959, 193 entreprises avaient été agréées. En 1960, 224 agréments nouveaux ont été prononcés. Ce chiffre est tombé à 58 au cours de l'année 1961.

Si des mesures adéquates ne sont pas prises dans les mois qui viennent, il apparaît que le mouvement d'industrialisation s'arrêtera dès que les entreprises actuellement en cours d'implantation seront passées au stade de la production.

Les avantages définis par le décret du 31 janvier 1958 ne paraissent pas suffisants pour provoquer dans les prochaines années une reprise du mouvement. Une protection du marché algérien, dont les arrêtés du 10 avril 1961 sont l'amorce, paraît inévitable, au moins pour l'industrie légère. Sur le plan technique, il y aurait avantage à recourir plus largement aux méthodes qui ont été expérimentées dans les zones d'industrialisation décentralisée. La Société d'Équipement des zones d'industrialisation décentralisées notamment pourrait, à l'aide de fonds d'emprunt, et en recourant aux crédits bancaires à moyen terme, construire et équiper des usines dans les secteurs et dans les régions où leur implantation paraît la plus souhaitable.

Le développement de l'artisanat

En marge du programme d'industrialisation proprement dit, des efforts importants ont été entrepris à partir de la fin de l'année 1960 pour permettre à des artisans de passer progressivement au stade de la petite entreprise.

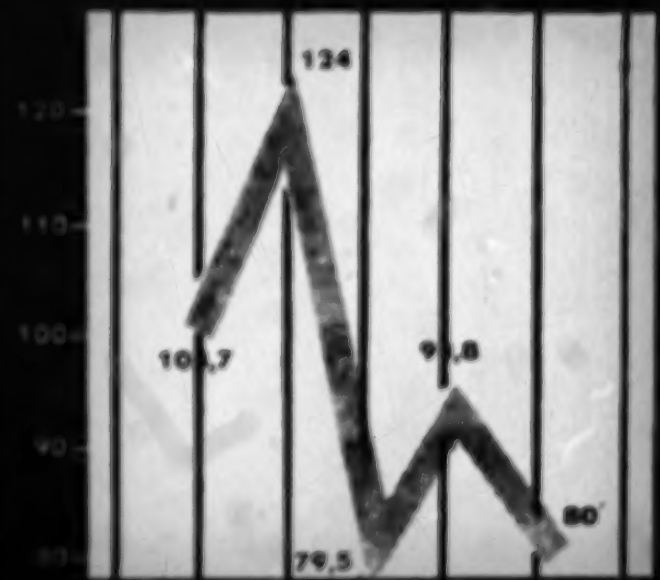
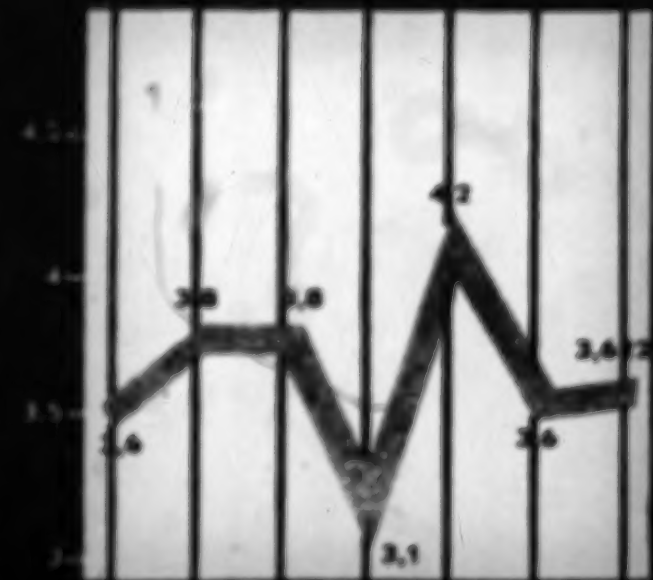
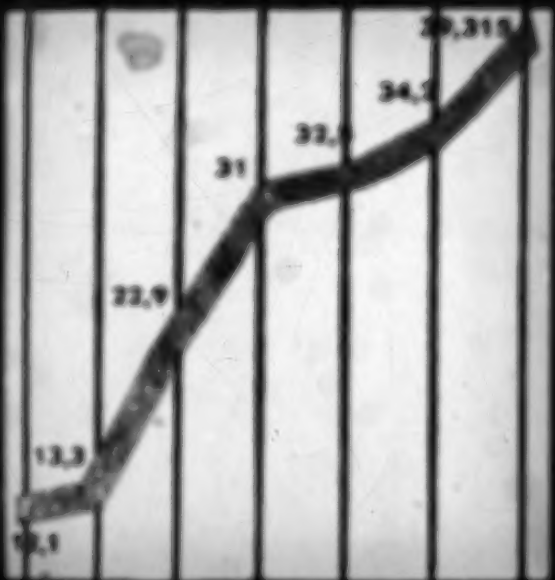
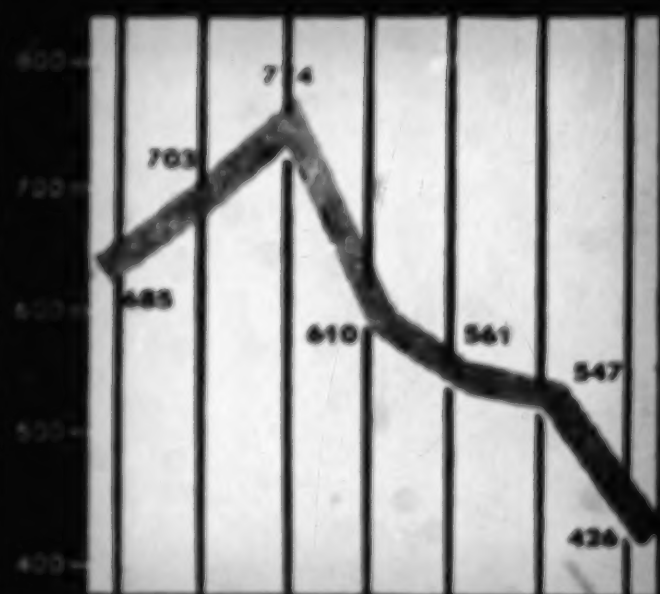
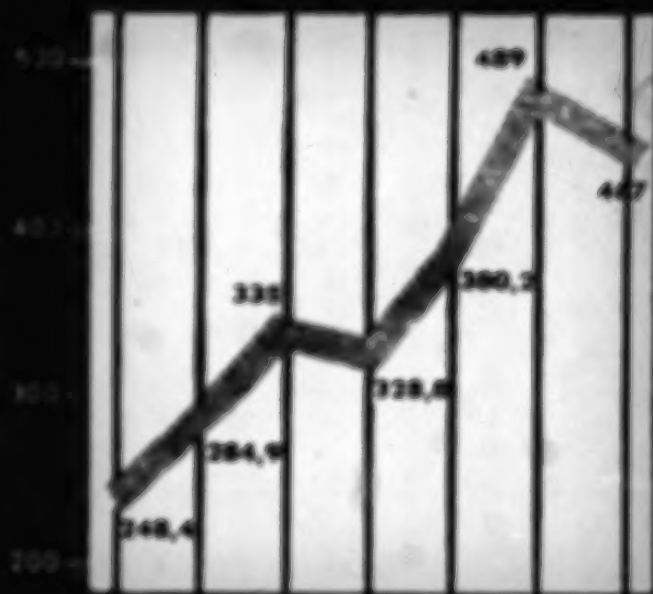
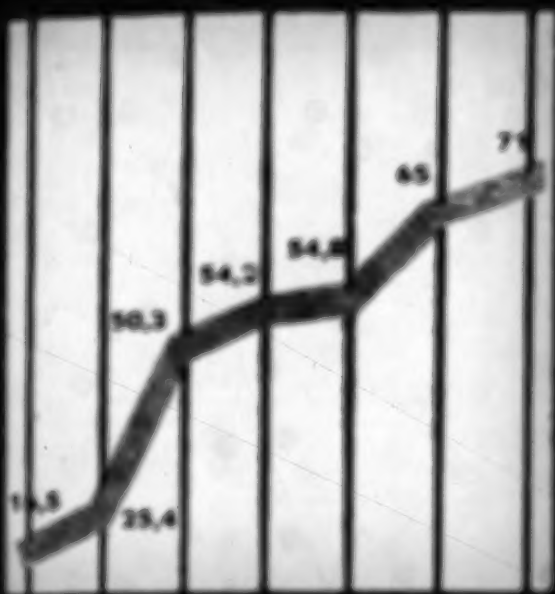
Production de différents secteurs



Dans ce but un système d'aide financière, inspiré du régime créé pour l'industrie mais comportant des procédures simplifiées, a été mis au point.

Tout artisan désireux d'agrandir ou de moderniser son atelier peut recevoir une aide plafonnée à 10.000 NF (chiffre porté à 100.000 NF pour les groupements et coopératives d'artisans) dont 10.000 NF sous forme de subvention d'équipement et 10.000 NF sous forme de prêt.

Les dossiers sont examinés par des comités régionaux et, dans certains cas, par un comité central siégeant à Alger. Les subventions sont financées par la Caisse d'Équipement.



ment et les prêts par les Caisses de crédit populaire, avec une garantie de l'Algérie couvrant 85 % du risque. L'ensemble des fonds transite en tout état de cause par le Crédit populaire qui est ainsi le seul interlocuteur de l'artisan.

An cours de l'année 1961, le nombre des aides accordées s'est élevé à 74, et leur volume a atteint 2.150.000 NF. Les principaux bénéficiaires ont été les métiers de la pêche, ceux du bâtiment, de la mécanique et de l'électricité.

Les efforts de l'administration en faveur des artisans ont également porté sur l'encadrement et la formation technique, et sur la commercialisation des produits de l'artisanat.

Dans ce domaine il faut citer la création de comptoirs de vente des produits de la pêche à Nemours, Béni-Saf et Philippeville, et surtout la constitution d'une société d'économie mixte, la Société interprofessionnelle artisanale, qui a reçu pour mission de développer les débouchés intérieurs et extérieurs de l'artisanat algérien.

Le succès des actions entreprises doit permettre dans les prochaines années la multiplication des emplois non agricoles dans les zones rurales de l'Algérie.

L'ÉQUIPEMENT SOCIAL

DANS la mesure où le Plan se propose, par la diffusion de l'enseignement, la création d'emplois nouveaux, l'accroissement du revenu agricole, d'améliorer le niveau de vie de la population algérienne, on peut dire que tous les investissements réalisés ont un caractère social. Certains d'entre eux pourtant exercent une influence plus directe sur les conditions d'existence et méritent de ce fait le qualificatif d'équipements sociaux. Les plus importants, dont il est ici question, concernent le logement et la santé.

La place qu'il convient d'accorder à ces équipements dans un programme de développement est l'objet de nombreuses controverses. Certains estiment qu'une priorité absolue doit être donnée aux investissements productifs : il ne sert à rien selon eux d'offrir des

logements corrects et de soins médicaux à une population qui n'a pas encore la possibilité de se nourrir convenablement. Mais les arguments en sens inverse sont nombreux :

— le progrès social est un tout, et il n'est pas possible d'améliorer le niveau culturel et les revenus sans élever parallèlement les normes du logement, de la médecine et de l'hygiène;

— des enquêtes récentes ont montré que les familles qui s'installent dans un logement moderne modifient leurs habitudes de consommation, ce qui élargit le marché de certains biens susceptibles d'être fabriqués en Algérie;

— le bâtiment est l'une des activités qui, pour un chiffre d'affaires donné, distribue le plus fort pourcentage de salaires. Il est donc susceptible de jouer un rôle moteur dans les débuts d'un programme de développement.

Tels sont les arguments qui ont conduit le Plan à réserver une place non négligeable aux équipements sociaux dans le premier programme quinquennal.

Les résultats globaux du programme d'habitat

En matière d'habitat, il s'agit de mettre en chantier, au cours de la période couvrant les années 1959 à 1963, 210.000 logements de type moderne et 110.000 logements sommaires dont 90.000 réservés aux populations rurales.

La progression annuelle du nombre des mises en chantier a été déterminée en fonction de l'accroissement de la capacité de production des entreprises que les objectifs du Plan doivent inciter à s'équiper et à se moderniser. D'après cette progression, 96.000 logements urbains de type moderne devaient être lancés à la fin de l'année 1961.

Calendrier du programme d'habitat urbain

Année	Objectifs du plan	Mises en chantier
1959	22.000	31.900
1960	32.000	39.300
1961	42.000	31.500
TOTAL 3 années	96.000	102.700

Cet objectif est largement atteint puisque les statistiques indiquent, au 31 décembre 1961, 102.700 mises en chantier. Ce résultat est dû au rythme élevé atteint par la construction durant les années 1959 et 1960 et l'action des pouvoirs publics au cours de l'année 1961 pour limiter les effets de la récession.

Pour chacune des années 1959 et 1960, le Plan prévoyait respectivement 22.000 et 32.000 mises en chantier. Or, les réalisations atteignaient successivement 31.900 et 39.300 logements lancés. Au total, deux années après le démarrage du Plan, 17.300 logements de plus que prévu avaient été mis en chantier. Encore n'est-il pas tenu compte dans cette évaluation des 15.000 logements construits dans la vallée du Chélif, après le séisme de 1954, et dont la réalisation s'est poursuivie, pour l'essentiel, hors du cadre tracé par le Plan.

Malgré la baisse du rythme de la construction observée en 1961 (11.500 logements de moins que prévu), l'avance obtenue en décembre 1960 n'est pas résorbée à la fin de l'année 1961 et donne au bilan des trois premières années du Plan un caractère très favorable.

Il aurait été meilleur encore si les réalisations de l'année 1961 n'avaient pas été contrariées par l'évolution de la conjoncture politique. L'initiative privée à laquelle on devait, en 1960, le lancement de 20.500 logements, n'en a mis en chantier que 9.700 en 1961.

Les maîtres d'ouvrage les plus affectés ont été les sociétés coopératives d'H.L.M. et les sociétés civiles immobilières dont les réalisations en 1961 n'ont atteint respectivement que le sixième et le dixième du niveau de 1960.

Les conséquences de l'arrêt des investissements privés auraient été plus graves si des mesures n'étaient pas intervenues pour en limiter les effets. Certaines ont agi directement sur le secteur en dépression. C'est le cas de l'avance de 120 millions de NF que le Trésor local a consenti au Crédit Foncier de France. La moitié est allée au financement des prêts collectifs à long terme institués par un arrêté du 24 janvier 1961, dans le but de permettre aux promoteurs l'achèvement des immeubles commencés avant le 31 décembre 1960 et dont la construction avait été interrompue par suite du désistement des particuliers bénéficiaires de prêts individuels. Outre qu'il allégeait les formalités d'obtention du prêt, l'arrêté du 24 janvier 1961 laissait aux promoteurs toute latitude pour offrir les logements terminés en location simple ou en accession à la propriété. Cette mesure a rendu possible l'achèvement de 12.300 logements. Les sociétés civiles immobilières, en particulier, ont pu limiter les effets de la récession en consacrant l'essentiel de leur activité à l'achèvement de 4.700 logements. Les 60 millions de NF restants ont servi à accélérer la liquidation des dossiers de prêts individuels en souffrance au Crédit Foncier faute de moyens de financement.

Les autres mesures prises visaient à regagner, dans le secteur de la location simple, une partie du terrain perdu dans le domaine de l'accession à la propriété. Ainsi la majoration des prêts du Trésor public (152 millions de NF contre 100 en 1960) et le recours plus fréquent aux prêts du Fonds de dotation de l'habitat ont permis aux organismes H.L.M. d'accroître d'un tiers (9.000 logements contre 6.000) le nombre de logements lancés sur ces deux sources de financement.

D'une manière générale, on observe que dans tous les secteurs où l'initiative publique joue le rôle moteur, l'action conjuguée de l'administration et de la Caisse d'Équipement s'est révélée efficace. Les résultats obtenus ont parfois été minimes — les logements de fonctionnaires n'ont guère progressé de plus du dixième — mais dans aucun secteur, autre que celui laissé à l'initiative privée et sur lequel l'action publique a peu de prise, on n'a enregistré de recul.

En matière d'habitat rural, l'impulsion et les moyens de financement étant d'origine exclusivement publique, les réalisations de l'année 1961 n'ont nullement été affectées par des mobiles d'ordre psychologique.

Calendrier du programme d'habitat rural

Année	Objectifs du plan	Mises en chantier
1959	12.000	14.300
1960	18.000	16.100
1961	20.000	19.400
TOTAL 3 années	50.000	49.800

Pour les trois premières années de la période quinquennale, 50.000 logements sommaires devaient être mis en chantier; 49.800 l'ont été, soit à peine moins que les objectifs du Plan. Le programme de recasement des populations rurales se réalise donc de la manière la plus satisfaisante possible : 14.300 logements lancés en 1959, 16.100 en 1960 et 19.400

en 1961. La convergence des efforts de l'administration, des communes et des bénéficiaires eux-mêmes explique cette réussite.

A la subvention de 2.500 NF par logement qui représente le coût des matériaux, s'ajoutent la participation de la commune qui fait don du terrain d'implantation, celle du Commissariat à la Construction qui fournit l'encadrement nécessaire et enfin la participation des futurs attributaires qui construisent eux-mêmes leur logement.

Outre la construction de 90.000 logements sommaires en milieu rural, le Plan prévoit une résorption progressive de quelque 20.000 taudis situés à la périphérie des grandes villes.

A la fin de l'année 1961, ce programme de logements sommaires en milieu urbain n'avait pratiquement pas démarré, encore que certaines communes avaient entrepris un effort dans ce sens, mais sans rapport avec l'action massive et coordonnée que réclame l'exécution d'un plan. A cela deux raisons : d'une part, les plans généraux de développement des principales villes d'Algérie n'étaient pas tous terminés; d'autre part, les destructions et déplacements provoqués par les opérations militaires ont conduit à donner la priorité au relogement des populations rurales. Ce sont donc ces dernières qui ont bénéficié de la totalité des logements sommaires construits depuis le lancement du Plan.

Il semble d'ailleurs que les administrations aient modifié leurs vues en matière de résorption des bidonvilles. Les deux vastes opérations de desserrement des agglomérations algéroise (Anassers) et bônoise (Hipponne-la-Royale) font une place importante au logement dit « million ». Ce type de logement paraît en effet mieux répondre que des logements de normes inférieures, aux vœux d'une population désireuse d'accéder très vite à une forme d'habitat à laquelle l'a accoutumé le mode de vie urbain.

L'implantation géographique des logements nouveaux

Toute en tenant compte de la croissance des principales agglomérations industrielles et des capitales régionales, le Plan s'est efforcé de développer l'effort de construction dans les départements jusque là défavorisés de l'intérieur. Outre les besoins existants qu'il s'agit de satisfaire, l'existence de facilités de logement est en effet susceptible de favoriser l'implantation d'industries nouvelles et donc la création d'emplois.

Répartition géographique des logements urbains

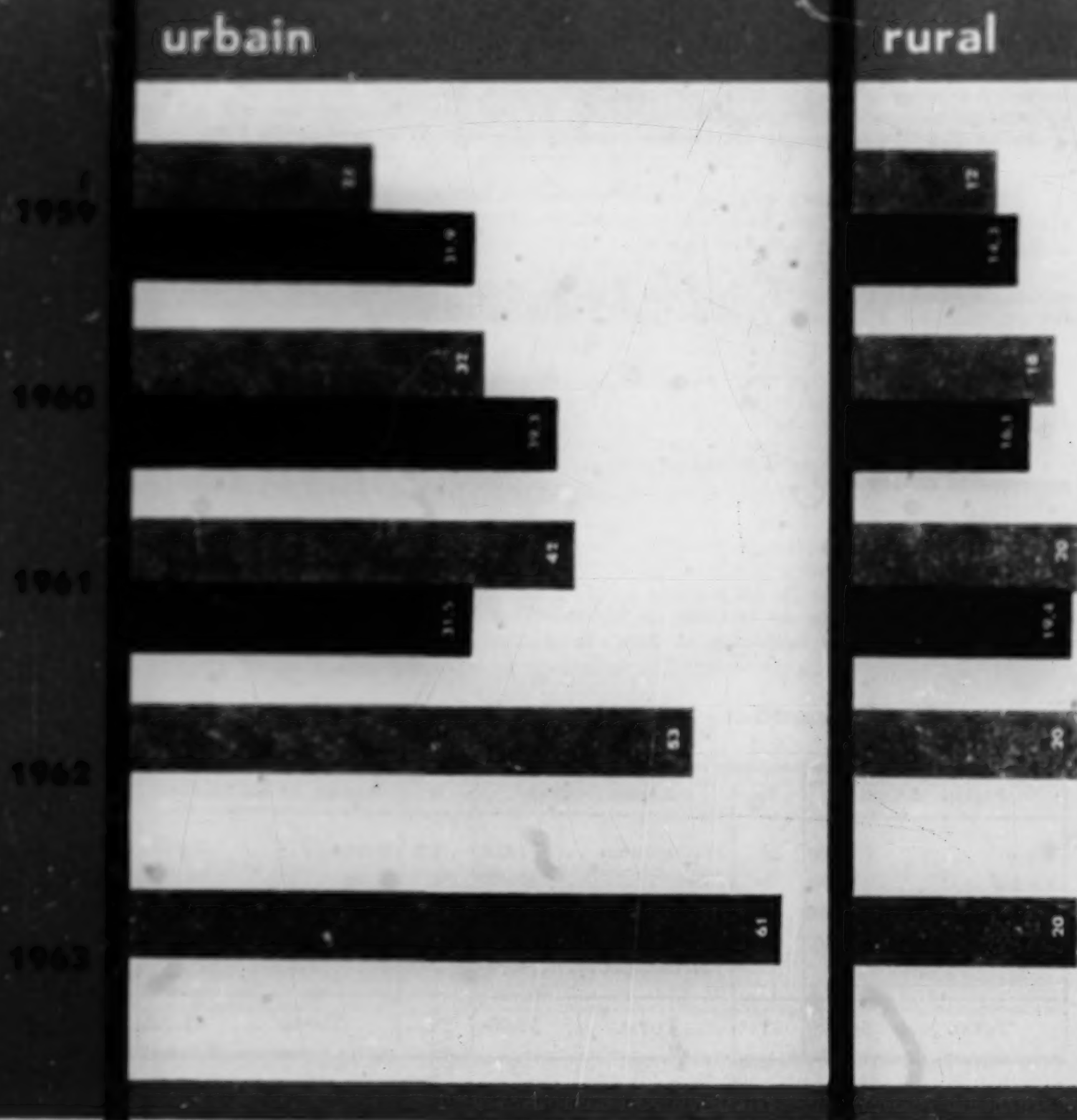
Région d'Alger		%	Région d'Oran		%	Région de Constantine		%
Alger	53.000	26	Mostaganem ..	12.000	5,5	Batna	7.0000	3
Médéa	11.000	5	Oran	30.000	14,5	Bône	14.000	6,5
Orléansville ..	11.000	5	Salda	4.000	2	Constantine ..	22.000	10,5
Tizi-Ouzou ...	15.000	7	Tlemcen	8.000		Sétif	19.000	9
			Tiaret	4.000	2			
TOTAL ...	90.000	43	TOTAL ...	58.000	28	TOTAL ...	62.000	29

Pour l'ensemble des trois premières années de la période quinquennale, la répartition des ouvertures de chantiers entre les trois régions administratives coïncide prati-

Calendrier du programme d'habitat

■ Objectifs du plan
■ Réalisations

en milliers de logements



quement avec les objectifs du Plan : 42 % pour l'Algérois, 33 % pour l'Oranais et 27 % pour le Constantinois.

C'est à l'intérieur de chaque région, à l'échelon départemental, qu'apparaissent quelques distorsions d'ailleurs en voie de réduction. Au 31 décembre 1961, 30 % du total des mises en chantier sont encore concentrés dans les départements d'Oran et d'Alger, au lieu des 40 % prévus par le Plan. En trois ans, on a lancé, dans le seul département d'Alger, autant de logements que dans l'ensemble de l'Algérie au cours de l'année 1959. Pourtant, la tendance à la décentralisation est indéniable. Tandis que le rythme de la construction baisse régulièrement depuis trois ans dans les départements d'Alger et d'Oran, un mouvement inverse se dessine partout ailleurs. Dans les quatre nouveaux départements de la région d'Oran et dans le département de Batna, le rythme annuel moyen est légèrement supérieur aux prévisions. Les autres départements accusent encore un retard qui, dans l'exemple le plus défavorable, celui de Sétif, n'atteint pas 4 %.

En ce qui concerne la construction de logements sommaires, la répartition entre les trois régions administratives revêt un caractère d'équilibre remarquable; les mises en chantier ont atteint dans les régions d'Alger et d'Oran, 5.000 logements en 1959, 5.500 en 1960 et 6.600 en 1961.

Dans l'est algérien, cependant, le rythme de la construction a été légèrement inférieur : 4.200 logements en 1959, 5.000 en 1960 et 6.000 en 1961. Ce décalage d'environ 500 logements par an par rapport aux deux autres régions devra être réduit. L'objectif final du Plan pour l'est algérien est, en effet, supérieur d'un tiers à celui des deux autres régions administratives de l'Algérie.

La répartition par catégorie des logements nouveaux

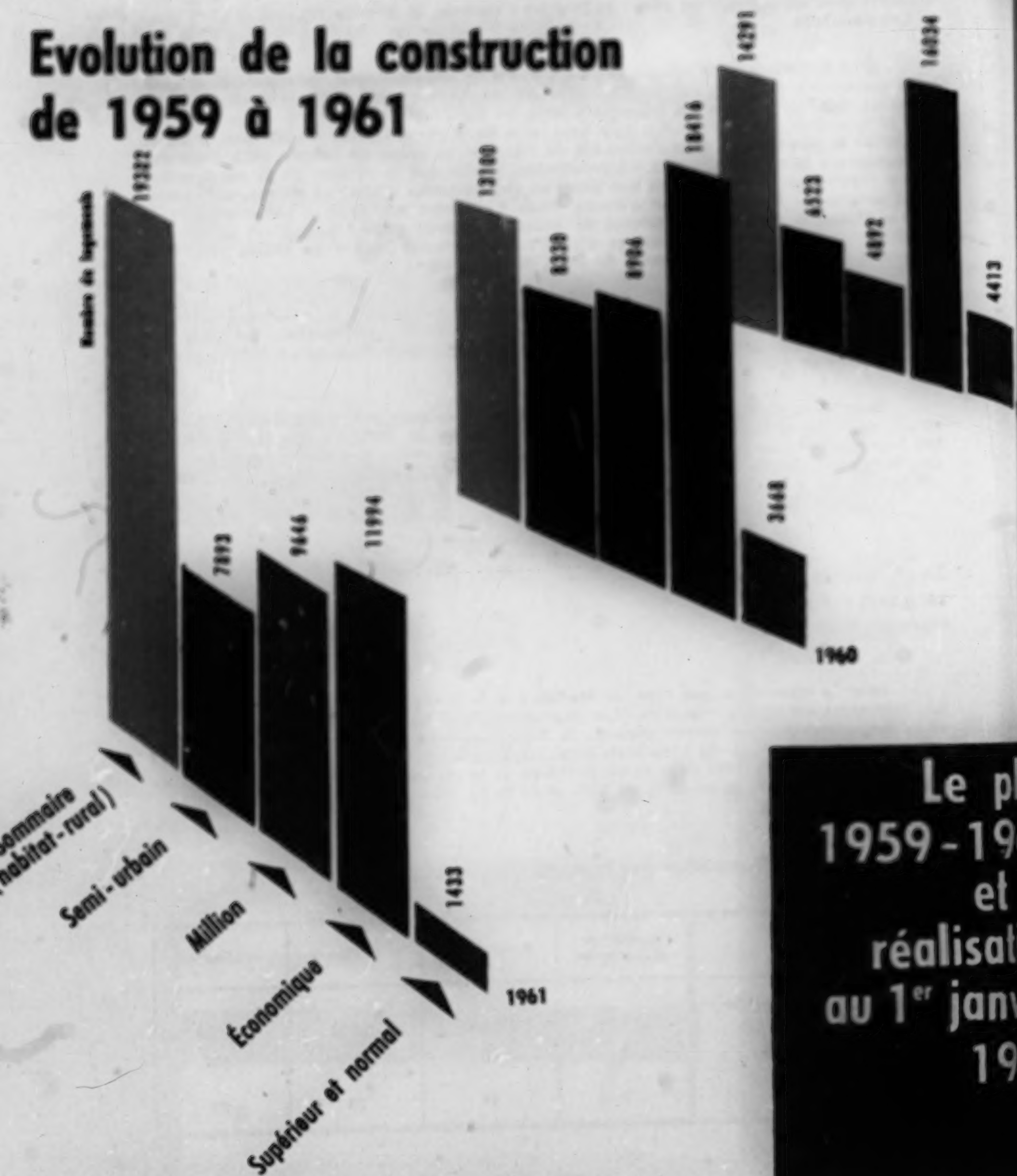
Dans la répartition par type, la tendance à la conformité entre les réalisations et les prévisions est moins sensible. Les logements de catégories supérieure, normale et économique représentent encore plus de la moitié du total des mises en chantier. Leur avance sur les prévisions du Plan reste donc importante (18 %) en dépit d'une baisse très sensible enregistrée en 1961 dans la construction de ce type de logements (42 % du nombre des mises en chantier contre 54 % en 1960 et 64 % en 1959).

Répartition par type des logements nouveaux

Catégories		Supérieure et normale	Economique	« Million »	« Semi-urbain »
Objectif	Nombre de logements	14.000	62.000	71.000	63.000
	%	7	30	33	30
Réalizations 1959-1961 (%)		9	46	23	22

Plusieurs raisons expliquent le décalage initial des objectifs et des réalisations, et sa résorption progressive.

Evolution de la construction de 1959 à 1961



Le pl
1959-1961
et
réalisation
au 1^{er} janv
1962

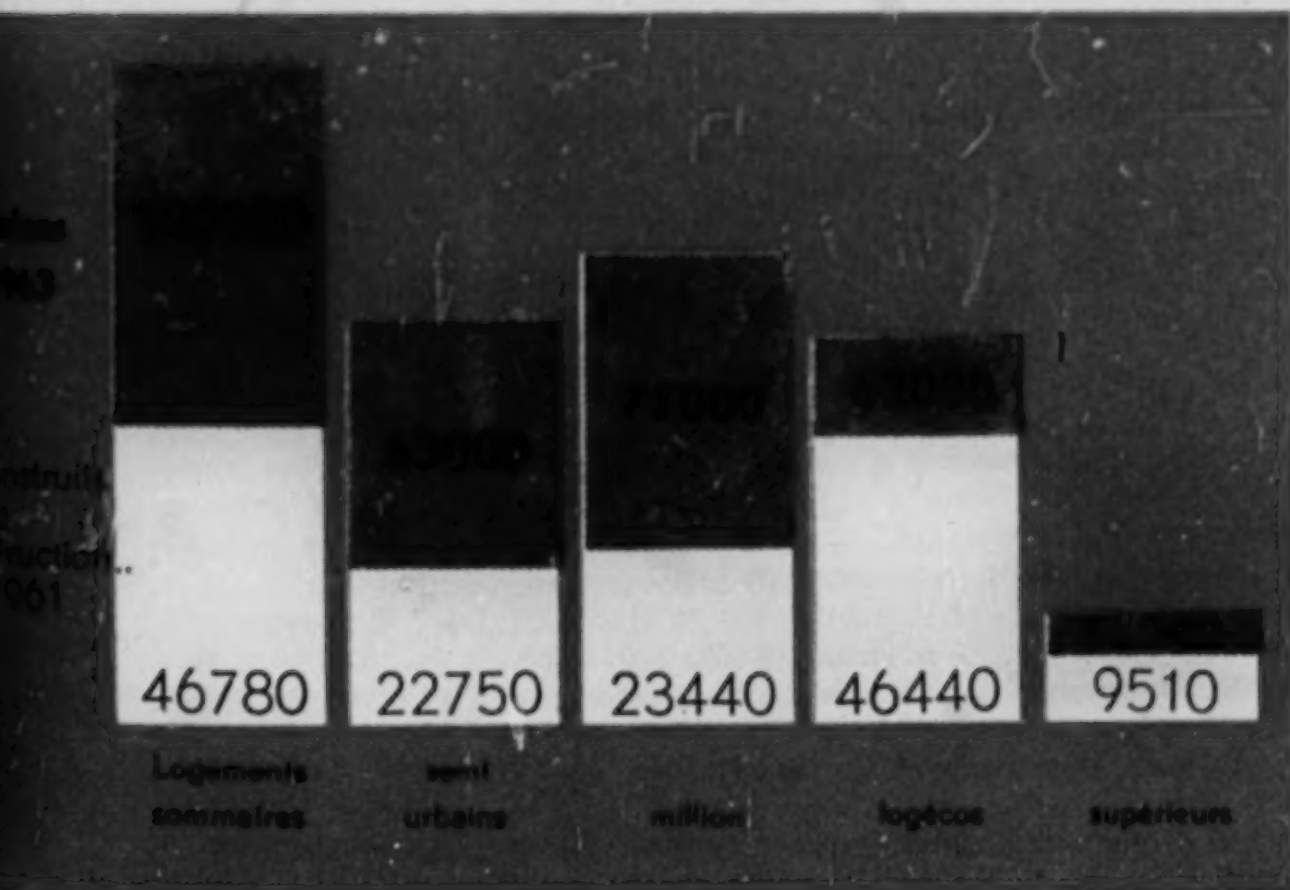
En 1959, les organismes constructeurs (organismes d'habitations à loyer modéré, sociétés coopératives de construction, entreprises privées et d'économie mixte), n'étaient pas préparés à travailler sur des normes nouvelles. Il leur a fallu plusieurs mois pour concevoir des plans originaux et se familiariser avec une clientèle et des modes de financement inhabituels.

La demande de logements de catégorie supérieure ou économique est d'ailleurs restée importante pendant les années 1959 et 1960, d'où une tendance naturelle des constructeurs à satisfaire en premier lieu une clientèle traditionnelle et permettant de travailler dans des conditions plus rémunératrices.

Enfin les modalités de financement habituelles de la construction ; prêts du Crédit Foncier de France amortissables en vingt ans, et prêts du Trésor public amortissables en quarante-cinq ans, ont été conçues pour des logements de norme métropolitaine et n'ont pas pu être étendues d'emblée aux logements de normes réduites construits pour une clientèle moins aisée. Il a donc fallu recourir à des sources de financement moins commodes comme les prêts du Fonds de dotation de l'habitat qui sont en moyenne amortissables en quinze ans, et les avances bancaires partiellement consolidables qui doivent être intégralement remboursées dans un délai de onze ans. La mise en œuvre de ces moyens ne s'est pas faite sans difficulté et explique en grande partie le retard pris par les catégories de logement les plus économiques.

Depuis 1961 toutefois, on assiste à une tentative d'harmonisation entre les modes de financement et les types de logements. L'extension de la législation H.L.M. aux catégories « million » et « semi-urbain » a notamment permis de porter à 1.700 le nombre de logements « million » lancés en 1961 par les organismes H.L.M. (100 en 1960). Par contre, aucun progrès n'a été enregistré dans le secteur du logement semi-urbain en légère régression par rapport à 1960.

Il serait souhaitable que des réformes plus radicales permettent de réserver aux catégories sociales les plus nécessiteuses les modes de financement les plus avantageux, et de simplifier le système aujourd'hui très complexe du crédit à la construction. La création



d'un établissement spécialisé, qui rassemblerait et mettrait en œuvre l'ensemble des ressources qui étaient réparties jusqu'en 1962 par le Trésor public métropolitain, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Fonds de dotation de l'habitat, le Crédit Foncier de France et la Caisse d'Équipement, serait sans doute la solution la plus efficace.

En milieu rural, l'importance du programme proposé et le souci de l'exécuter sans retard ont conduit le Commissariat à la construction à ne retenir qu'un type uniforme de logement. La cellule de base, d'une superficie de 25 m², se compose de deux pièces principales, d'une cuisine et d'une courette. Les plans types prévoient des possibilités d'extension dont la réalisation est laissée à l'initiative des occupants.

Si ce parti a effectivement permis de multiplier les chantiers sur l'ensemble du territoire, l'uniformité dans la construction est diversement appréciée par les bénéficiaires. On lui reproche parfois de ne pas tenir suffisamment compte des modes de vie et des conditions climatiques qui varient profondément d'une région à l'autre. Pour se borner à un exemple, les agglomérés creux de béton qui sont le matériau de base de l'habitat rural, sont inférieurs sur le plan de l'isolation thermique aux briques creuses ou aux moellons qui peuvent être élaborés à partir des carrières locales.

Il s'agit en fait d'associer les futurs bénéficiaires non seulement à l'exécution mais à la conception même de leurs logements. Le concours de l'administration, certes souhaitable, gagnerait en efficacité s'il ne portait que sur des points essentiels comme la direction technique du chantier et la fourniture de matériaux dont la fabrication sur place ne peut pas être envisagée.

Loin de grever de charges nouvelles le coût moyen des logements et de compromettre la réalisation des objectifs du Plan, il semble que ces méthodes contribueraient à la solution des problèmes posés par le retour des populations rurales déplacées.

L'équipement hospitalier

Les grandes lignes du programme d'équipement hospitalier ont été tracées dès 1957 par la Commission centrale algérienne de l'équipement sanitaire et social. Sous réserve de quelques retouches, les conclusions de cette Commission ont été reprises dans le Plan de Constantine.

Celui-ci propose de porter de 31.000 à 48.800 le nombre de lits d'hôpitaux, ce qui ferait passer l'« indice-lit » moyen de 32 à 45 lits pour 10.000 habitants, compte tenu de la croissance démographique. La répartition géographique des lits nouveaux serait telle que, à la fin de 1963, chaque département disposerait d'un hôpital où se trouvent assurées toutes les spécialités, et chaque arrondissement d'un établissement d'au moins 100 lits avec un service de médecine générale et une maternité. Parallèlement, l'équipement des grandes villes serait complété pour faire face à leur expansion propre.

A la fin de l'année 1961, le nombre de lits disponibles est passé à 37.000, grâce à la création de près de 6.000 lits supplémentaires. Les objectifs fixés par le Plan ne sont donc réalisés qu'à concurrence du tiers. D'autre part, le nombre de lits en cours de création s'élève à 3.900. Compte tenu des délais qui s'écoulent entre la mise en chantier et l'achèvement d'un hôpital, délais qui atteignent le plus souvent trois à quatre ans, on peut penser que le nombre de lits disponibles à la fin de 1963 ne dépassera pas 41.000.

Il faut ajouter cependant que des projets-types d'hôpitaux de 120 à 400 lits ont été mis au point au cours de l'année 1961, et que des terrains d'assiette ont été achetés dans plusieurs agglomérations, ce qui permet d'espérer une accélération sensible du rythme des constructions au cours des prochaines années.

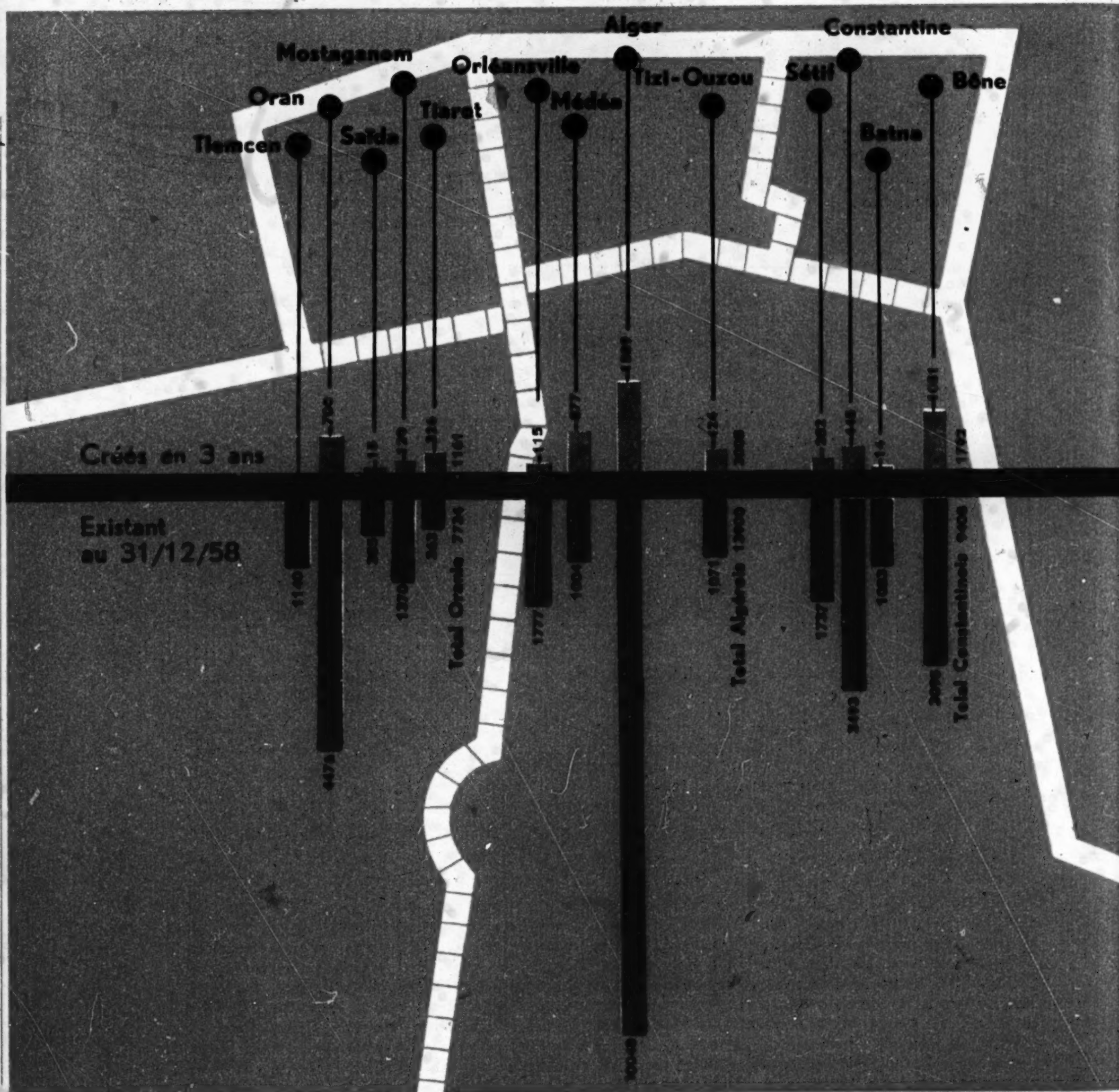
Répartition géographique des lits d'hôpitaux

	Existant au 31-13-1958	Créés en trois ans
Oran	4.476	700
Saïda	385	15
Tlemcen	1.140	—
Tiaret	363	326
Mostaganem	1.370	120
	<u>7.734</u>	<u>1.161</u>
Alger	10.048	1.589
Médéa	1.004	877
Orléansville	1.777	115
Tizi-Ouzou	1.071	424
	<u>13.900</u>	<u>3.005</u>
Constantine	3.493	445
Bône	3.095	1.051
Sétif	1.737	282
Batna	1.083	14
	<u>9.408</u>	<u>1.792</u>

La répartition géographique des hôpitaux ouverts ou agrandis au cours des années 1959 à 1961 montre que des efforts importants ont été consentis au profit des départements les plus mal équipés. Si le quart des lits supplémentaires se trouve dans le département d'Alger, dont l'expansion démographique est la plus forte, les départements de Bône et de Médéa viennent ensuite, précédant Oran et Constantine qui suivent de près Tizi-Ouzou, Tiaret et Sétif. Les hôpitaux mis en service en 1961 se situent à Médéa, Duperré, Lafayette et Saint-Arnaud.

A côté des hôpitaux, de nombreux centres de santé ont été ouverts au cours de l'année. Ces centres sont créés à l'initiative des communes et subventionnés sur les crédits d'équipement local (D.E.L.). Il est difficile de ce fait d'en avoir la liste exhaustive. Les éléments dont on dispose donnent à penser que près d'une centaine de centres au moins ont été construits en 1961. Leur multiplication doit permettre de diffuser l'action médicale et sanitaire sur l'ensemble du territoire et de pratiquer une action de masse sans doute moins coûteuse et plus efficace que la médecine hospitalière classique. Encore faut-il que la formation des médecins et du personnel para-médical soit intensifiée, ne fut-ce que pour compenser le départ des quelque 600 médecins militaires qui ont permis, au cours de ces dernières années, l'extension de l'action médicale dans les campagnes.

Répartition géographique des lits d'hôpitaux



L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La diffusion du progrès à partir des pôles de développement disséminés sur l'ensemble du pays exige une desserte rationnelle de tous les points du territoire. Aussi, le Plan a-t-il fait de l'extension du réseau de voies de communication et son adaptation aux moyens de transports modernes l'une des pièces principales du programme d'aménagement général du territoire.

Il est malaisé d'évaluer avec précision le volume des fonds investis dans la réalisation de cette infrastructure. Aux ressources publiques en provenance de la Caisse d'Équipement et du budget de l'État s'ajoutent les concours de diverses collectivités publiques (collectivités locales, chambres de commerce) et établissements de crédit (Caisse des Dépôts). On peut cependant évaluer à 800 millions de NF environ les fonds consacrés à l'amélioration de l'infrastructure des transports en trois ans dont les trois quarts sont d'origine publique.

Du fait du développement des moyens de communication et des progrès de l'industrialisation, le déséquilibre humain entre les campagnes et les villes risque de s'accroître. Pour éviter de trop fortes concentrations de population dans les grandes villes, il convient d'orienter le flux migratoire vers des localités secondaires à proximité desquelles des zones de développement seront créées pour retenir la main-d'œuvre disponible.

Un programme d'aménagement des villes constitue donc le corollaire indispensable du développement des moyens de communication intérieurs. Ce programme fait une très large place à l'extension et à la modernisation des équipements collectifs et à la création des zones de desserrement en bordure des grandes agglomérations, voire de villes nouvelles pour accueillir au cours des prochaines années les quelques 2 millions d'hommes que l'agriculture ne peut pas nourrir.

Le réseau routier

De 1959 à 1961, l'accroissement du parc automobile algérien (250.000 véhicules au 31 décembre 1961) s'est poursuivi au rythme moyen de 20.000 véhicules par an. Au cours des vingt années qui ont précédé le lancement du Plan, le rythme d'accroissement moyen était à peine supérieur à 7.000 véhicules par an.

La densité du trafic routier actuel sur les routes nationales, variant suivant les itinéraires entre 600 et 5.000 véhicules par jour, explique l'ampleur des efforts entrepris au cours des trois années écoulées pour étendre et moderniser le réseau des grandes voies de communication intérieures.

Les grands travaux routiers, qui ont accru de 600 km en trois ans le réseau des routes nationales, ont eu pour objet de rendre économiquement utilisables aux camions gros porteurs la voie transversale qui traverse l'Algérie d'est en ouest et les voies de pénétration vers l'intérieur et le Sahara. Les itinéraires qui ont bénéficié des principales améliorations sont de ce fait les suivantes :

- la liaison Marnia - Oran - Alger - Constantine - Philippeville - Bône;
- la liaison Alger - Sahara par Djelfa - Laghouat et par Bou-Saada - Biskra;
- la liaison Philippeville - Constantine - Biskra;
- l'axe nord-sud du département de Bône.

La plupart des travaux étaient achevés à la fin de 1961 ou en voie de l'être.

La rapidité avec laquelle ont été menés ces travaux — 200 km de routes nouvelles en moyenne par an depuis 1959, contre 85 km au cours des vingt années qui ont précédé le démarrage du Plan — est due à l'emploi généralisé de procédés mécaniques par des entreprises fortement outillées. L'utilisation massive de la main-d'œuvre n'est intervenue que lorsque la nature des sols le permettait — terrains meubles — ou lorsque, pour une opération déterminée (RN 16, entre Bône et Tébessa), son coût était à peine plus élevé que celui des engins.

L'importance de la voirie secondaire tient autant à la densité de son réseau qu'à son raccordement aux grands itinéraires, son rôle étant de faciliter le développement de l'ensemble du territoire. Les études menées par la direction du Plan et par le Bureau central pour les équipements outre-mer (B.C.E.O.M.) concluent à la nécessité d'ouvrir 9.000 km supplémentaires et de porter ainsi à 24.000 km la longueur totale des routes départementales.

A la fin de l'année 1961, le réseau secondaire atteignait 17.000 km, soit 70 % de la longueur préconisée. L'accroissement qui a porté en trois ans sur 2.000 km paraît insuffisant au regard de l'objectif à atteindre, et c'est dans ce domaine que doit être poursuivi l'effort d'équipement routier au cours des années à venir.

Le réseau ferroviaire

Le réseau ferroviaire géré par la Société Nationale des Chemins de Fer en Algérie se compose de 4.300 km de voies dont 2.300 environ de voies normales et 2.000 de voies métriques.

Le réseau à voies normales longe la côte de la frontière marocaine à la frontière tunisienne reliant les villes principales et desservant les huit ports principaux. Il comporte également deux axes de pénétration vers le sud, au départ de Bône vers les mines de la région de Tébessa et au départ de Philippeville jusqu'à Tougourt, en direction des champs pétrolifères sahariens.

Le réseau à voie étroite comprend quatre axes de pénétration en direction de Khenchela, Djelfa, Burdeau et Colomb-Béchar.

La capacité du réseau est suffisante pour faire face à une augmentation du trafic, surtout lorsque la circulation de nuit sera rétablie. Aussi les modifications de structures prévues par le Plan sont-elles peu nombreuses. Elles portent essentiellement sur la construction d'une voie normale entre Crampel et Méchéria, sur le trajet de Perrégaux à Colomb-Béchar, et la prolongation de la ligne Bône-Tébessa jusqu'aux gisements de phosphates du Djebel-Onk.

Le premier projet n'a pas reçu de suite et semble devoir être abandonné, la réouverture de la frontière algéro-marocaine permettant de rétablir la liaison de Colomb-Béchar à la mer par la ligne à voie normale qui traverse le Maroc oriental.

Le second projet est en cours d'exécution. Il comporte la construction de 108 km de voies normales à partir de Tébessa. A la fin de l'année 1961, les travaux de génie civil étaient terminés sur le tronçon Tébessa-Bir El Ater, c'est-à-dire jusqu'au kilomètre 94, et la pose de la voie effectuée sur les 28 premiers kilomètres. Le financement de ce projet incombe entièrement à la société minière du Djebel-Onk.

Trafic maritime des ports algériens au cours de l'année 1961

Marchandises
(en millions
de tonnes)

Passagers

2 500

ORAN

Pour le surplus, l'activité de la S.N.C.F.A. a consisté à améliorer l'infrastructure existante (renforcement des ballasts, renouvellement des voies, rectifications de tracé), à moderniser certains itinéraires (élargissement des voies sur le tracé Perrégaux-Mostaganem) pour la desserte du futur complexe industriel d'Arzew) et à parfaire son équipement technique (signalisation - aménagement des gares).

Parallèlement, la S.N.C.F.A. a procédé au renouvellement et à la modernisation de son matériel à la cadence annuelle moyenne de 10 locomotives ou locomoteurs et de 300 wagons par an.

L'équipement des aérodromes

De 1956 à 1961, le trafic aérien sur les trois aérodromes d'Alger, d'Oran et de Bône, classés d'intérêt national, a doublé. Sur le seul aérodrome d'Alger-Maison-Blanche, le nombre de passagers est passé de 500.000 à plus d'un million.

En 1961, le nombre de passagers en transit sur ces trois aérodromes a été supérieur du tiers à celui des passagers débarqués et embarqués dans l'ensemble des ports algériens.

On enregistre cependant une légère diminution dans le trafic aérien (atterrissages) due à la mise en service d'appareils de forte capacité (Constellation, Caravelle).

Trafic aérien sur les aérodromes d'intérêt national

I. — Avions à l'atterrissage

	1956	1960	1961
Alger-Maison-Blanche	7.300	15.800	14.800
Oran - La Sénia	2.200	4.900	4.800
Bône - Les Salines	2.000	3.400	3.500
	<u>11.500</u>	<u>24.100</u>	<u>23.100</u>



II. — Passagers en transit

	1956	1961
Alger-Maison-Blanche	500.000	1.000.000
Oran - La Sénia	160.000	340.000
Bône - Les Salines	95.000	240.000
	755.000	1.580.000

L'équipement des trois aérodromes d'intérêt national était à la charge du Secrétariat Général à l'Aviation Civile et Commerciale (S.G.A.C.C.), les chambres de commerce ayant pour mission la construction des aérogares, l'acquisition du matériel de servitude (hangar, engins de levage et de manutention) et l'entretien des installations non techniques.

L'aéroport d'Alger-Maison-Blanche a bénéficié du plus gros effort d'investissement. Les deux pistes, actuellement en service, sont accessibles aux avions les plus lourds.

L'aéroport de Bône-Les-Salines est également équipé de deux pistes d'envol. Celui d'Oran, dont l'infrastructure était jugée suffisante, est maintenant doté d'une nouvelle aérogare à Valmy.

Le programme d'équipement des aérodromes régionaux tend à doter le territoire d'une infrastructure aéronautique légère mais suffisante pour assurer la desserte des vingt villes principales d'Algérie. Ce programme défini et exécuté par le Secrétariat Général à l'Aviation Civile et Commerciale est financé par la Caisse d'Équipement.

Au 31 décembre 1961, la plupart des projets inscrits au programme étaient en voie d'achèvement.

L'aéroport de Constantine-Ain el Bey, mis en service en août 1960, est maintenant équipé (allongement de la piste d'envol) pour recevoir des réacteurs moyens courriers du type Caravelle. Celui de Bougie sera ouvert au trafic aérien dans le courant de l'été 1962. Les aires d'atterrissage et de manœuvre sont prêtes; il reste à achever la construction des bâtiments d'exploitation au sol et à mettre en place le matériel de navigation et de sécurité.

Tous les autres aérodromes sont déjà en service, mais leur équipement se poursuit notamment à Biskra (tour de contrôle), Mostaganem, Pélissier, Méchéria et Philippeville.

Les ports maritimes

En trois ans, de 1958 et 1961, le tonnage des marchandises en transit sur les différents ports d'Algérie s'est accru des trois quarts. Le nombre de passagers transportés par mer est resté à peu près stable, en raison du développement des liaisons aériennes.

Évolution du trafic maritime

	1958	1959	1960	1961
Marchandises (en milliers de tonnes)	12.600	14.500	22.500	21.800
Passagers (milliers)	1.200	1.400	1.400	1.300

L'accroissement du trafic maritime, en relation avec le rythme élevé imprimé au développement de l'économie algérienne depuis 1959, rend indispensables la modernisation des installations portuaires et l'accroissement de leur capacité d'accueil.

Au cours des trois dernières années, les ports d'Alger, de Bône, d'Oran et de Philippeville ont été les principaux bénéficiaires du programme d'équipement. 90 % des fonds investis en 1960 et 85 % en 1961 l'ont été au profit de ces quatre ports.

A Alger, la construction d'un môle supplémentaire et du quai d'Herbillon dotera en 1962 le port de 9 nouveaux postes à quai. La capacité d'accueil de ses installations sera ainsi augmentée de 700.000 tonnes par an, permettant un accroissement de 20 % environ du trafic actuel.

A la fin de 1961, l'équipement du port de Bône peut être considéré comme achevé. Le prolongement des quais et l'extension des terres-pleins au sud de la grande darse, travaux liés à la réalisation du complexe sidérurgique, ainsi que l'aménagement des différents plans d'eau, sont terminés. Le port est désormais doté d'une infrastructure qui lui assure une marge de développement considérable.

A Oran, la construction, maintenant terminée, du môle oblique offre aux navires trois postes à quais supplémentaires et une augmentation de la capacité de trafic de 300.000 tonnes par an.

L'extension à Philippeville du môle du Château-Vert ne sera pas terminée avant 1963. A cette date, le trafic prévu atteindra 950.000 tonnes par an pour une capacité d'accueil de 750.000 tonnes. Compte tenu des délais d'exécution des travaux d'infrastructure, il faudra, pour faire face à une telle augmentation du trafic, dévier sur Bône une partie des bateaux.

Alors que les acquisitions d'outillage et la construction des bâtiments d'exploitation sont à la charge exclusive des chambres de commerce, les dépenses d'infrastructure sont réparties par moitié entre celles-ci et la Caisse d'Equipement. En 1961, cependant, aucun de ces organismes n'a été autorisé à émettre d'emprunt. Seule la Chambre de Commerce d'Oran a pu verser sa contribution pour la construction du môle oblique. Les travaux n'ont cependant subi aucun retard, leur préfinancement ayant été effectué sur des crédits publics.

Trafic maritime des ports algériens au cours de l'année 1961

	Marchandises (milliers de tonnes)	Passagers
Alger	4.000	620.000
Oran	2.500	350.000
Bône	3.600	135.000
Mostaganem	530	5.000
Philippeville	870	160.000
Bougie	9.000	10.000
Autres ports	1.300	
	21.800	1.280.000

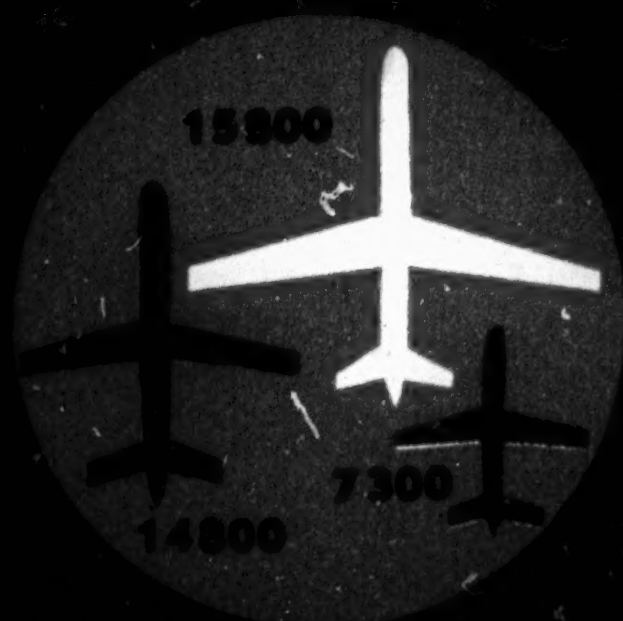
L'aménagement des villes

Entre les recensements de 1954 et 1960, la population de la plupart des villes d'Algérie s'est accrue au rythme de 5 % par an. Pour Alger, le taux d'expansion atteint même 7 %.

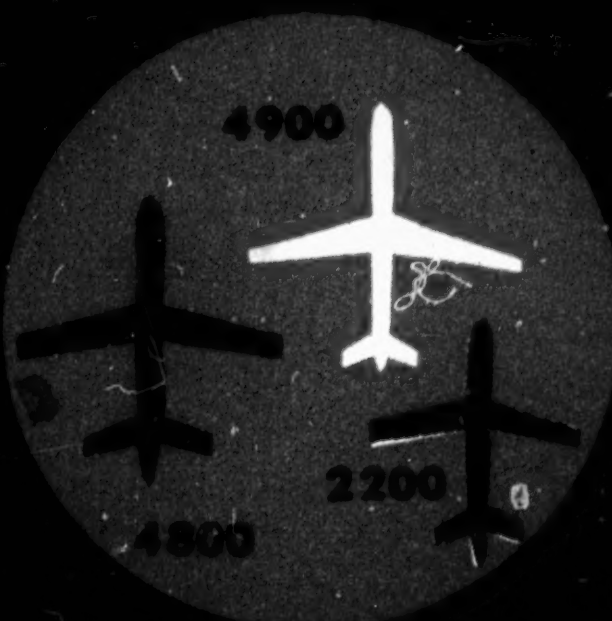
Trafic aérien

sur les aérodromes d'intérêt national

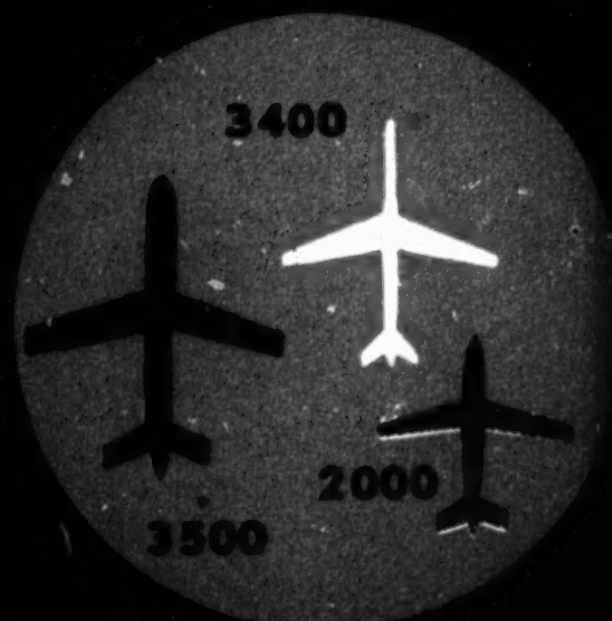
Avions à l'atterrissage



ALGER Maison-Blanche



ORAN La Senia

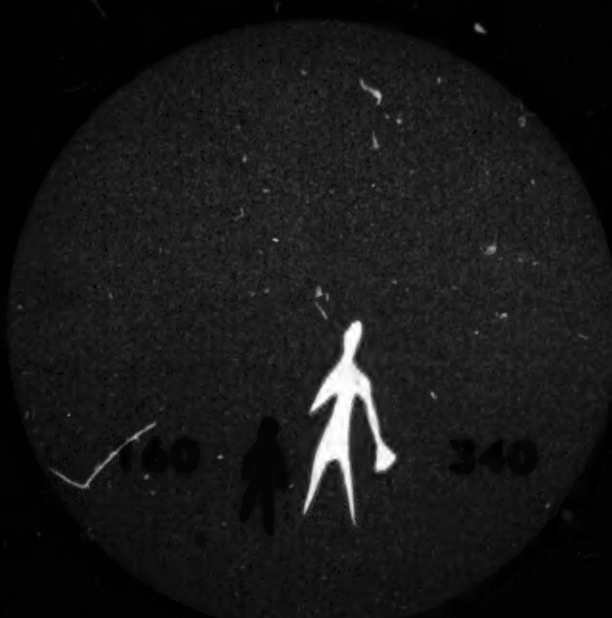


BONE Les Salines

Passagers en transit (en milliers)



ALGER Maison-Blanche

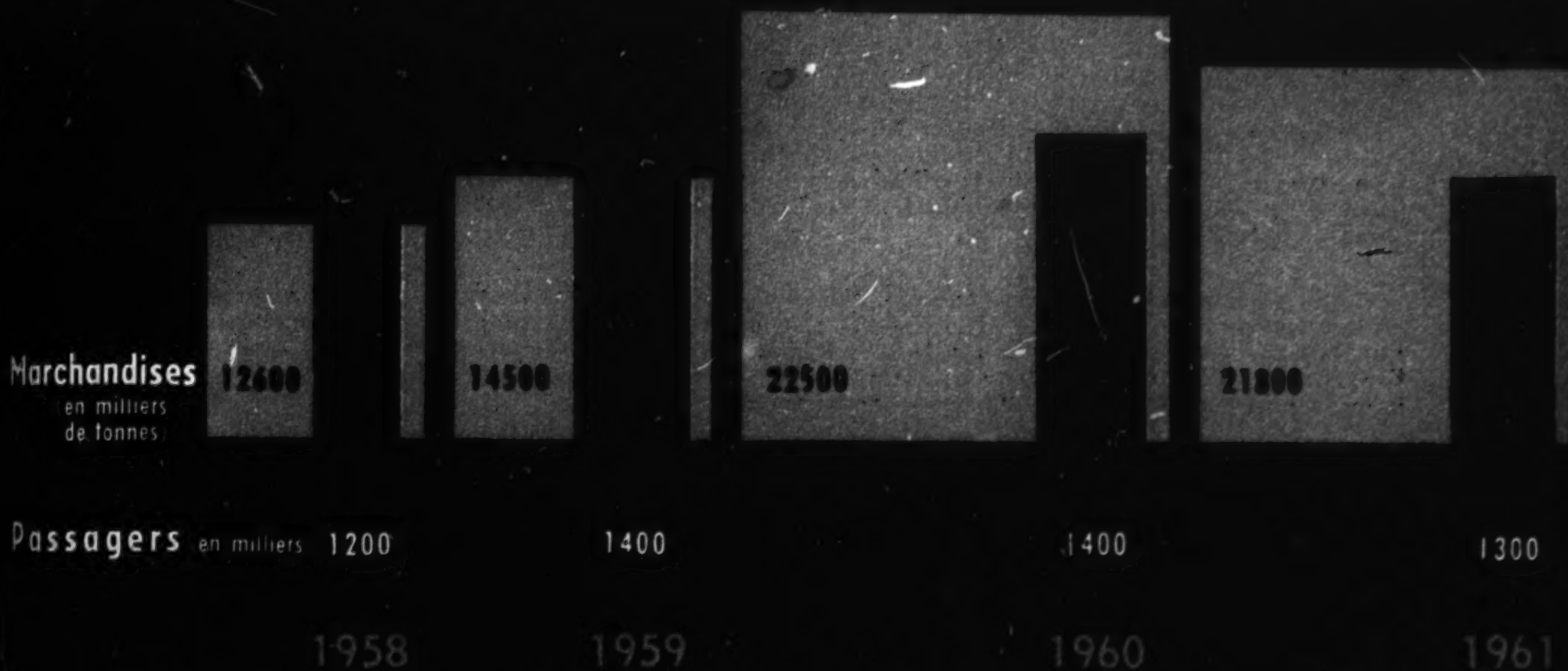


ORAN La Senia



BONE Les Salines

Evolution du trafic maritime



Aux problèmes posés par cet afflux de population vers les villes — l'exode rural, bien plus que la croissance naturelle de la population, est en effet responsable de cette expansion — le Plan propose deux solutions ; la première consiste à aménager les agglomérations existantes et à y créer de nouveaux quartiers pour accueillir les futurs habitants ; la seconde repose sur le développement de villes secondaires susceptibles de retenir une partie de la population rurale attirée par la vie urbaine.

A Alger et à Bône, où la densité de la population l'exigeait, deux vastes opérations de desserrement ont été entreprises dans le cadre des plans d'extension établis pour ces deux agglomérations. Les travaux ont été confiés à deux sociétés d'équipement régional animées par la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (S.C.E.T.). A Alger, la cité des Anassers doit comprendre 25.000 logements répartis sur une superficie de 50 hectares. Plus de 3.000 logements ont déjà été mis en chantier. A Bône, la construction d'une cité de 30.000 logements, Hippone-la-Royale, démarrera en 1962, la société responsable ayant achevé en 1961 l'équipement du terrain d'implantation.

Parallèlement à ces opérations de desserrement, un gros effort d'extension et de modernisation des équipements collectifs a été entrepris partout où leur insuffisance et leur vétusté l'exigeaient. La nature des travaux effectués varie suivant les villes. Dans l'ensemble priorité a été donnée aux problèmes de voirie. Les réalisations les plus importantes sont le raccordement du port d'Alger au centre de ville par la rampe Tafourah, l'évitement de Constantine par El Kantara, le dégagement d'Oran par l'autoroute de Valmy et les travaux entrepris à Mostaganem, Bône et Aïn Témouchent.

Ces opérations sont mises en œuvre par la direction des travaux publics. Elles sont en effet directement liées à l'aménagement du réseau de routes nationales en milieu urbain (pénétration, dégagement, évitement).

En revanche, l'extension et la modernisation des réseaux d'égouts, la protection contre les crues, l'adduction et la distribution d'eau sont affaires communales. Sur ce point, l'année 1961 est caractérisée par un effort d'équipement considérable. Par rapport à l'année précédente, le volume des subventions en capital versé par la Caisse d'Equipement, a doublé. Pour l'ensemble des années 1959 à 1961, les décisions prises par les commissions régionales des travaux subventionnés portent sur un montant de travaux de 100 millions de NF dont le quart est à la charge des communes.

Pour ce qui est de l'aménagement du territoire, les résultats obtenus dans la zone industrielle de Rouiba-Reghaïa où 2.000 ouvriers ont trouvé un emploi et, pour la plupart, un logement, ont mis en évidence la nécessité de faire de la décentralisation industrielle le support de la politique de développement des villes secondaires.

La création de zones d'aménagement coordonnées s'inspire de ce précédent. Deux arrêtés d'avril et d'octobre 1960 ont défini pour chaque zone où existe une possibilité de développement une procédure d'harmonisation des programmes d'habitat et de décentralisation industrielle. Onze zones ont ainsi été créées. Certaines se superposent à des zones industrielles (Bône, Duzerville, Rouiba-Reghaïa et Sainte-Barbe-du-Tlélat) ou à des zones d'industrialisation décentralisées (Béni-Saf, Bougie, Tizi-Ouzou) existantes. D'autres sont encore au stade de l'étude, notamment à Arzew où doivent s'établir diverses industries pétro-chimiques.

L'aménagement et l'équipement de ces zones sont confiés à la Caisse algérienne d'aménagement du territoire (C.A.D.A.T.) qui aménage les terrains (voirie, raccordement aux réseaux divers) qu'elle acquiert à l'amiable ou par voie d'expropriation. Un arrêté du 6 avril 1961 l'autorise en outre à consentir aux sociétés d'équipement régional des avances à moyen terme pour l'aménagement des terrains.

TROISIÈME PARTIE

**LE FINANCEMENT
DES
INVESTISSEMENTS**

LES difficultés de fonctionnement qu'ont rencontrées certaines administrations en Algérie, au cours des dernières semaines du premier semestre 1962, n'ont pas permis de réunir, pour toutes les sources de financement, des renseignements d'une égale précision.

Cependant les chiffres relatifs aux interventions de la Caisse d'équipement conservent un caractère de parfaite rigueur et les données concernant les investissements financés directement par d'autres ressources peuvent être retenues comme des approximations très satisfaisantes.

Dans l'ensemble, l'année 1961 est caractérisée par une progression de 7,5 % des ressources financières directement recensables par rapport à l'année 1960.

Compte tenu des consolidations, ces ressources s'élèvent à 2,8 milliards de NF contre 2,6 en 1960.

Ces chiffres ne comprennent pas l'autofinancement brut des entreprises privées, difficile à évaluer avec précision, mais qui peut être estimé à 500 millions de NF environ.

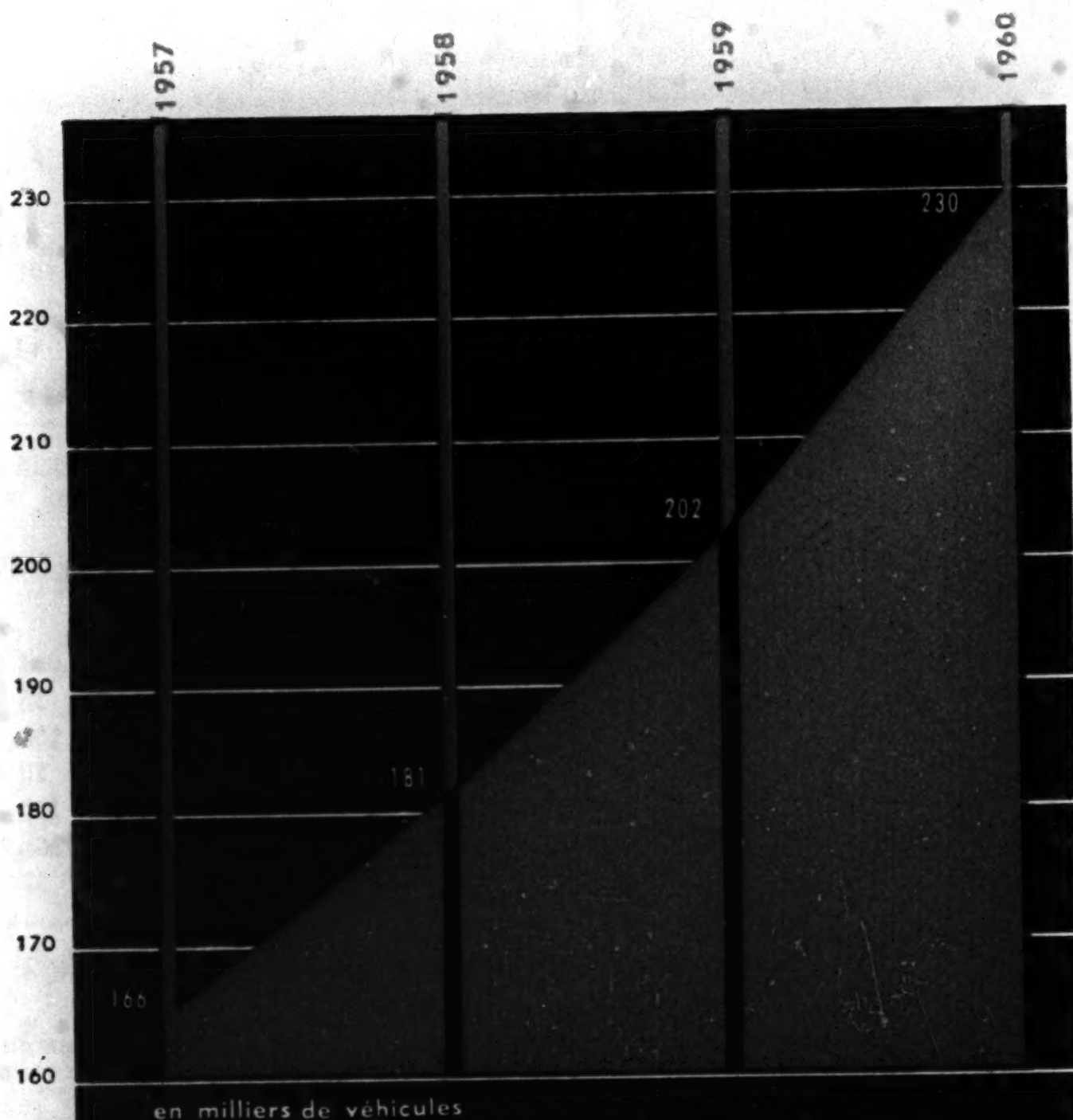
Par rapport aux prévisions initiales, les ressources financières effectivement mobilisées au cours de l'année 1961 marquent cependant un recul de plus de 700 millions de NF.

La conjoncture politique et économique n'a pas permis notamment de placer sur le marché la totalité des emprunts initialement prévus. Par contre, le Trésor local a apporté au financement des investissements un concours supérieur à celui qui était attendu.

La complexité des circuits financiers rend malaisée la distinction entre les ressources d'origine algérienne ou métropolitaine de même qu'entre fonds publics et fonds privés.

Cependant, en se basant sur les critères déjà retenus en 1960, il apparaît que l'année 1961 se caractérise par trois traits essentiels :

- un léger accroissement de la part des financements assuré par des fonds d'origine algérienne;



en milliers de véhicules

Evolution
du parc auto privé

- une forte progression des investissements financés sur fonds publics;
- une intensification corrélative des interventions de la Caisse d'équipement.

L'origine géographique des ressources

La ventilation des ressources consacrées à l'équipement de l'Algérie suivant leur origine géographique ne peut être opérée avec exactitude en ce qui concerne les ressources d'épargne.

Une part importante de l'épargne algérienne qui ne trouve pas sur place d'emploi direct est en effet drainée vers le marché financier de Paris, où se placent, en revanche, la plupart des emprunts destinés au financement d'investissements en Algérie.

Comme pour l'année 1960, il n'a donc été possible que de déterminer la part minimale prise par les ressources d'origine algérienne dans le financement des dépenses d'équipement.

1° Ressources d'origine algérienne (en millions de NF) :

	1960	1961
Concours du budget des services civils	310	365
Contribution des collectivités locales	45	34
Autofinancement des établissements publics	68	94
Prêts des établissements algériens de crédit sur leurs res- sources propres	42	
Emprunts émis exclusivement en Algérie	90	43
Avances bancaires à moyen terme	191	344
Avances de la section algérienne du Trésor Public	238	242
Prestations d'action sociale	11	10
Redevances pétrolières	23	33
TOTAL des ressources d'origine algérienne	1.018	1.165

2° Ressources d'origine métropolitaine (en millions de NF) :

Concours du budget de l'Etat	1.035	1.180
Dépenses directes de l'Etat	33	25
Prêts du Trésor Public	100	152
Fonds d'action sociale	13	24
Prêts des établissements nationaux de crédit	120	220
Emprunts émis en Métropole et en Algérie	265	
Divers	37	64
TOTAL des ressources d'origine métropolitaine	1.603	1.665

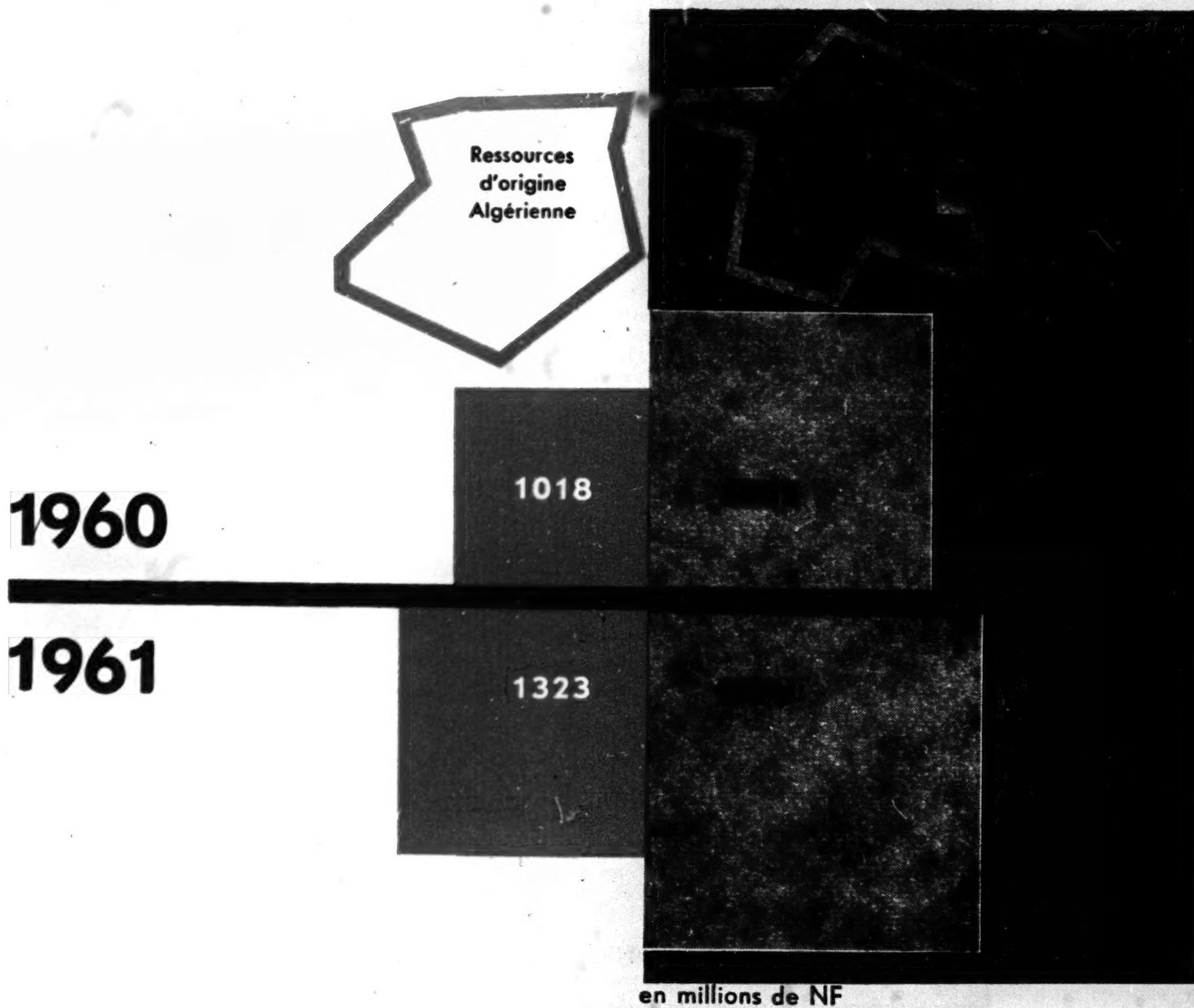
Les ressources d'origine algérienne représentent en 1961, comme en 1960, environ 40 % du total des ressources financières mobilisées, bien que s'étant accrues, dans l'intervalle, de 15 % en valeur absolue.

La progression des investissements financés sur fonds publics

Comme les années précédentes, le rôle de la puissance publique a été prépondérant dans la formation brute de capital fixe en Algérie.

La formation des investissements financés sur fonds publics est considérable. Alors qu'elle n'avait été que de 10 % en 1960 par rapport à 1959, elle dépasse 60 % en 1961.

Les ressources consacrées à l'équipement de l'Algérie



Investissements financés sur fonds publics

	1959	1960	1961
Caisse d'équipement (paiements effectués)	1.151	1.304	2.164
Budget de l'Etat (interventions directes)	25	33	25
Budget des services civils en Algérie (interventions directes)	—	5	46
Trésor Public	116	100	152
Collectivités locales	50	45	25
Fonds d'action sociale	4	13	24
TOTAL	1.346	1.500	2.436

Le total des investissements effectivement réalisés sur fonds publics s'est en effet élevé à 2.436 millions de NF.

Cette forte injection de moyens financiers dans l'économie a permis de compenser la réticence de l'épargne privée et a assuré à l'économie algérienne un rythme d'activité relativement satisfaisant.

1° Les fonds publics algériens.

Comme les années précédentes, l'essentiel de la contribution de l'Algérie provient des versements du budget des services civils et des collectivités locales. Au total, cette contribution peut être évaluée à 399 millions de NF.

Fonds publics d'origine algérienne

	1960	1961
Budget des services civils :		
Concours à la Caisse d'équipement	305	319
Concours à la S.N.C.F.A.	—	39
Remboursement de taxes indirectes	5	7
	310	365
Collectivités locales :		
Concours à la Caisse d'équipement	9	9
Investissements directs	36	25
	45	34
TOTAL des fonds publics algériens	355	399

La plus grande partie de ces ressources, 327 millions de NF, a été versée à la Caisse d'équipement.

En dehors de ce versement, le budget des services civils en Algérie a contribué aux dépenses de renouvellement de la S.N.C.F.A. pour une somme globale de 39 millions de NF, le montant du remboursement de taxes indirectes aux industries nouvelles pouvant être évalué à 7 millions de NF.

La progression des recettes fiscales en Algérie, qui avait été extrêmement sensible en 1959 et 1960, s'est trouvée arrêtée en 1961 par suite de la récession économique.

Les recettes effectives totales, qui étaient passées de 2.090 millions de NF en 1959 à 2.490 en 1960, n'atteignent en 1961 que 2.413 par suite notamment d'une diminution des produits des contributions diverses et des taxes sur le chiffre d'affaires.

Les collectivités locales participent également au financement des investissements, soit en les effectuant directement soit en versant une contribution à la Caisse d'équipement.

Au total, leurs interventions se sont élevées à 34 millions de NF de financement direct.

2° Les fonds publics métropolitains.

La contribution des fonds publics métropolitains au financement du programme d'équipement de l'Algérie s'est élevée à 1.381 millions de NF en 1961, contre 1.181 millions de NF l'année précédente.

Fonds publics d'origine métropolitaine

	1960	1961
Budget de l'Etat :		
Concours à la Caisse d'équipement	1.035	1.180
Investissements directs	33	25
	1.068	1.205
Trésor Public	100	152
Fonds d'action sociale	13	24
	1.181	1.381

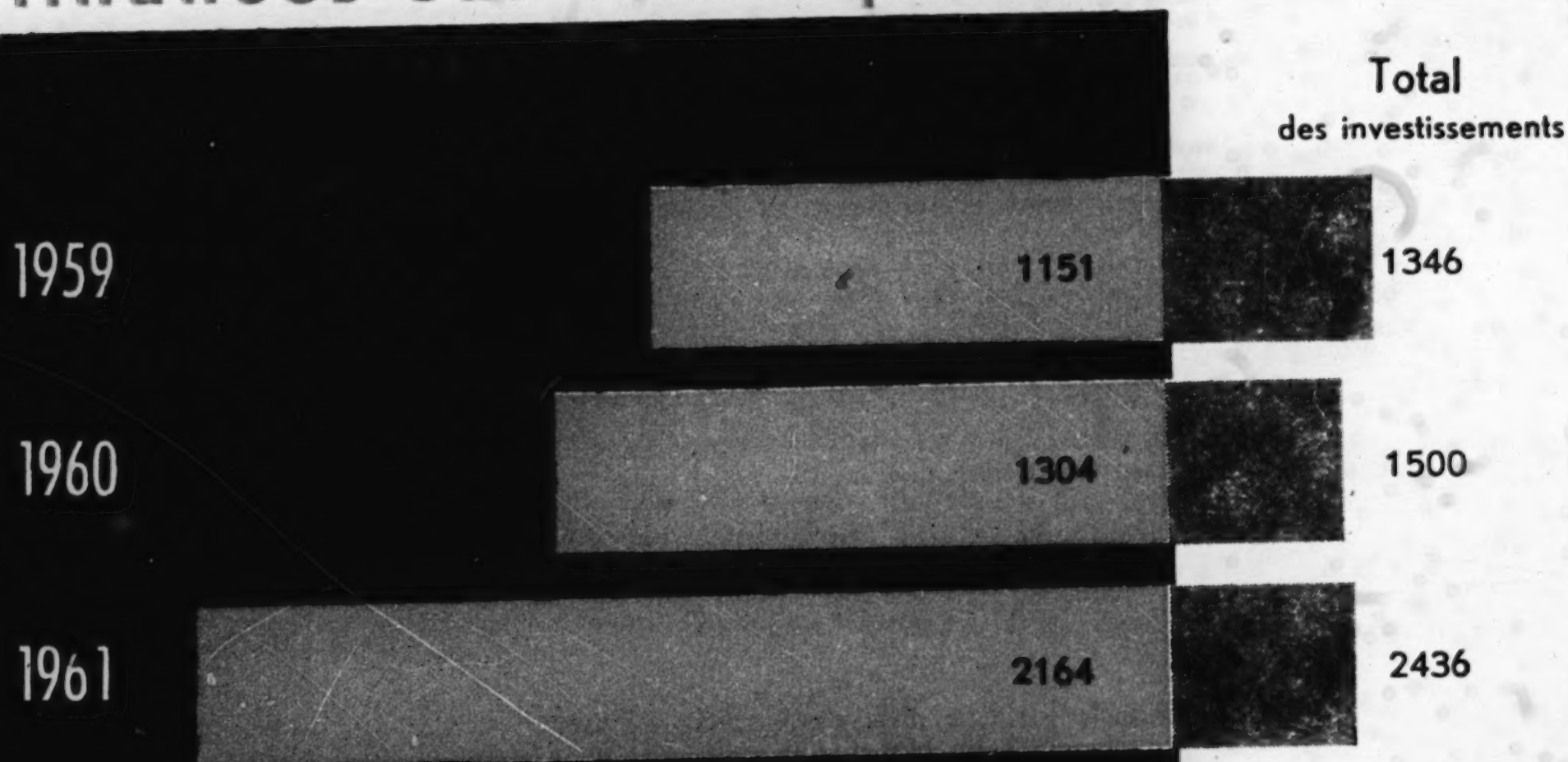
Le concours du budget de l'Etat à la Caisse d'équipement s'est élevé en 1961 à 1.180 millions de NF contre 1.035 en 1960.

Par contre, les investissements directs d'infrastructure aéronautique et maritime (équipement des aérodromes d'intérêt national, phares et balises) n'ont atteint que 25 millions de NF contre 33 en 1960.

Le Trésor Public a intensifié des interventions en faveur des programmes d'habitat en accordant aux organismes constructeurs d'H.L.M. des prêts à long termes pour un montant de 152 millions de NF, supérieur de 50 % au chiffre correspondant de l'année 1960.

Enfin, le fonds d'action sociale des travailleurs algériens en Métropole, créé par l'ordonnance du 29 décembre 1958, a participé au financement d'investissements en Algérie pour une somme qui peut être évaluée à 24 millions de NF.

Les investissements financés sur fonds publics



3° La mobilisation de l'épargne locale.

Des emprunts importants avaient été prévus en 1961. Mais l'évolution de la conjoncture politique et économique n'a pas permis de placer la plupart d'entre eux.

La seule émission réalisée par les sociétés de développement a été le fait de C.O.F.I.D.A.L. qui a émis en deux tranches des bons à 4-6 ans pour un montant global de 10 millions de NF.

Par ailleurs, la Caisse d'équipement a placé sur le marché algérien un emprunt de 33 millions de NF.

Enfin le Crédit Foncier de France a placé en Algérie, dans les premières semaines de l'année, une tranche spéciale d'emprunt de 20 millions de NF.

Les établissements de crédit spécialisés dans la collecte et l'orientation de l'épargne privée vers l'Algérie ont poursuivi leurs interventions durant l'année 1961.

Cependant, la valeur des prêts effectivement accordés par les organismes de crédit agricole (Caisse algérienne de Crédit agricole mutuel, Caisse centrale des S.A.P., Caisse des prêts agricoles) n'ont pas excédé les sommes mises à leur disposition par la Caisse d'équipement, soit 3,8 millions de NF.

En 1960, les prêts accordés par ces mêmes établissements sur leurs fonds propres s'étaient élevés à 27 millions de NF.

Quant à la Caisse centrale de Crédit populaire, ses interventions en faveur des petites et moyennes entreprises, de l'hôtellerie et des professions libérales se sont élevées à environ 12 millions de NF, qui ont été financées pour partie par des avances de la Caisse d'équipement (3,5 millions de NF) et du Trésor local (3 millions de NF) et pour partie par des ressources non utilisées des années antérieures.

Les prêts artisanaux accordés par les banques populaires ont été financés grâce à une avance globale de la Caisse d'équipement de 3 millions de NF.

Malgré une diminution assez sensible des dépôts bancaires, qui passent de 2.957 millions de NF au 31 décembre 1960 à 2.549 millions de NF au 31 décembre 1961, l'intervention de la Banque de l'Algérie a permis d'accroître le montant des avances bancaires à moyen terme qui a presque doublé par rapport à l'année précédente.

Sur un total de 344 millions de NF, 227 millions de NF, 65 % environ, ont bénéficié aux activités industrielles et commerciales et 111 millions de NF au secteur du logement.



4° L'intervention des établissements de crédit métropolitains.

La Caisse des Dépôts et Consignations a continué d'intervenir en Algérie en 1961, selon les modalités déjà mises en œuvre en 1960.

Elle a accordé des prêts aux collectivités locales et aux établissements publics en Algérie pour un montant analogue à celui réalisé en 1960, soit 89 millions de NF, alors que les remboursements sur prêts antérieurs n'atteignaient que 10 millions de NF contre 24 millions l'an passé et que les sommes déposées dans les caisses d'épargne étaient en nette régression.

Ces prêts ont bénéficié en majeure partie au logement (48 millions de NF) et aux postes et télécommunications (30 millions de NF).

Évolution des dépôts dans les caisses d'épargne en Algérie

	Fin 1959	Fin 1960	Fin 1961
Caisse nationale d'épargne	617	578	
Caisses d'épargne ordinaires	120	108	
	—	—	
TOTAL des dépôts	737	686	477
Evolution des dépôts	+ 105	— 51	— 209

Le montant des prêts à long terme consentis par le Crédit Foncier de France en Algérie en 1961 (29 millions de NF) est resté du même ordre de grandeur que les années précédentes (31 millions de NF en 1960 et 30 en 1959).

Ces prêts ont été financés en partie sur le produit d'une tranche spéciale d'emprunt de 20 millions de NF.

Les interventions du Crédit National se sont trouvées fortement réduites en 1961, par suite de l'achèvement des travaux les plus importants en matière d'infrastructure pétrolière. Elles ont atteint néanmoins le chiffre de 18 millions de NF et ont largement contribué à l'implantation des industries nouvelles.

L'intensification des opérations de la Caisse d'équipement

Au cours de sa troisième année de fonctionnement, la Caisse d'équipement a accru dans de très fortes proportions le volume de ses interventions en faveur de l'équipement de l'Algérie.

Les ressources rassemblées par la Caisse se sont élevées à 1.846 millions de NF contre 1.456 millions en 1960, soit une augmentation de plus du quart.

Ressources de la Caisse d'équipement (en millions de NF).

	1960	1961
Ressources publiques :		
Concours du budget de l'Etat	1.035	1.180
Concours du budget des services civils	305	319
Concours des collectivités locales	9	9
Redevances pétrolières	23	33
	1.372	1.541
Autres ressources :		
Emprunts émis dans le public	150	33
Emprunts auprès de la Caisse des dépôts	—	85
Avances du Trésor local	—	130
Fonds de concours et divers	37	58
	187	306
TOTAL GÉNÉRAL	1.559	1.847

La progression des concours apportée au développement de l'Algérie a été plus forte encore. Une partie des ressources des années 1959 et 1960 était restée inemployée; elle a permis de financer en 1961 un volume d'investissement supérieur aux ressources acquises au cours de l'année. Les paiements effectués par la Caisse d'équipement au titre des investissements se sont de ce fait élevés en 1961 à 2.164 millions de NF, contre 1.304 en 1960, soit une augmentation de deux tiers environ.

La progression des dépenses affecte toutes les catégories de concours inscrits au programme. Elle s'explique non seulement par le volume accru des investissements projetés, mais aussi par un rythme de réalisation beaucoup plus satisfaisant qu'au cours des années précédentes.

Le rythme de consommation des crédits s'est particulièrement amélioré dans le secteur de l'équipement public. Le rapprochement des paiements cumulés au 31 décembre 1960 et au 31 décembre 1961 avec les crédits cumulés ouverts aux mêmes dates fait en effet ressortir, dans presque tous les domaines, une utilisation des crédits par les administrations gestionnaires plus complètes en 1961 que l'année précédente.

Rapport des paiements effectifs aux crédits ouverts.

	au 31-12-1960	au 31-12-1961
Restauration des sols et forêts	67 %	79 %
Agriculture	46 %	66 %
Hydraulique	76 %	75 %
Energie	44 %	70 %
Travaux publics	93 %	95 %
Equipement local	79 %	98 %
Education Nationale	81 %	83 %
Formation professionnelle	46 %	76 %
Santé publique	83 %	79 %
Habitat	68 %	86 %
Equipement administratif	61 %	72 %

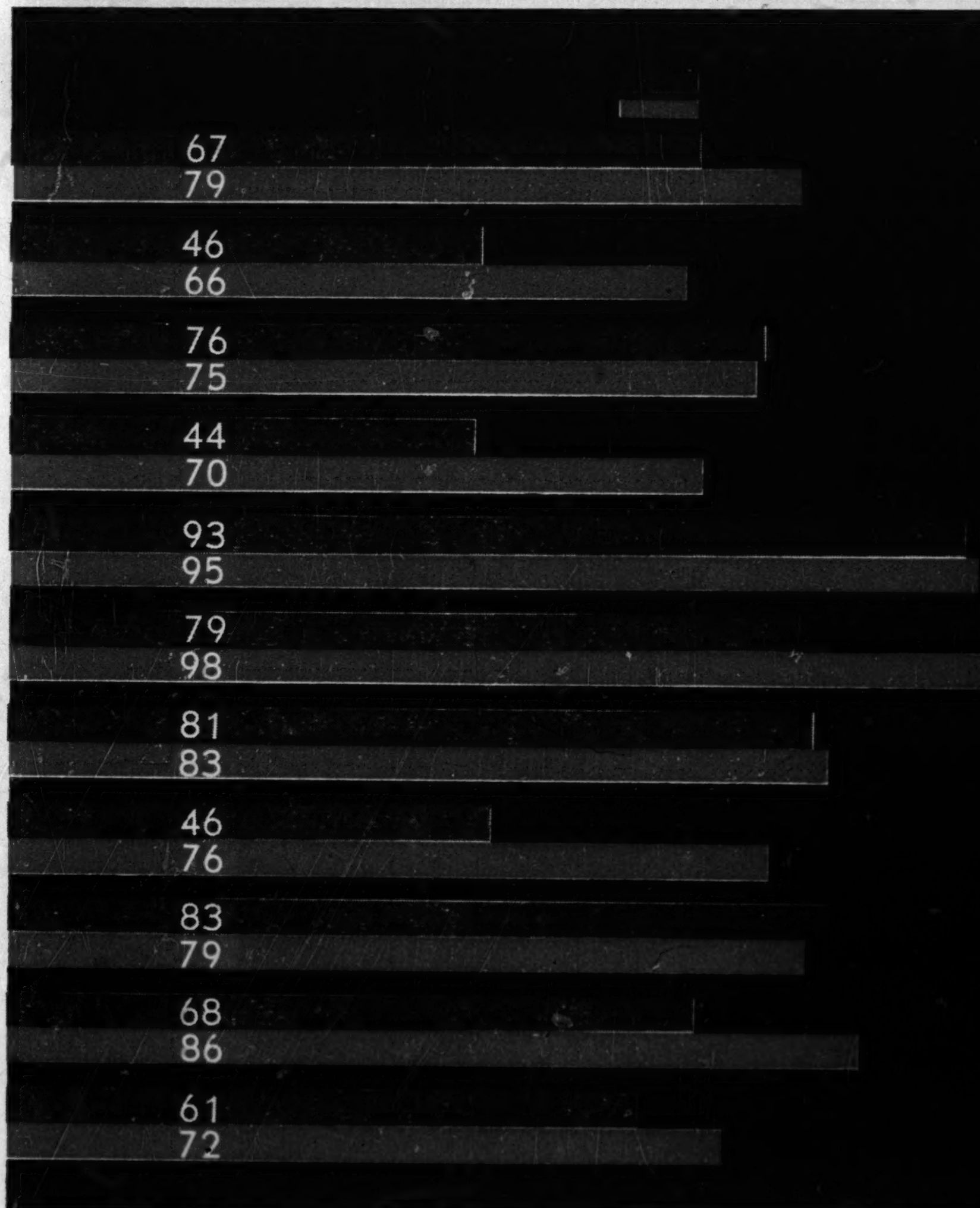
Les subventions versées aux établissements nationaux et aux organismes assimilés se sont élevées à 34 millions de NF., contre 17 millions en 1960 et 1 million en 1959. La Caisse d'accèsion à la propriété et à l'exploitation rurales en a été le principal bénéficiaire.

Subventions aux établissements nationaux.

	1959	1960	1961
Caisse d'accèsion à la propriété et à l'exploitation rurales	—	16.500.000	19.000.000
Bureau de recherches géologiques et minières	1.000.000	1.000.000	2.000.000
Institut national de la recherche agronomique	—	—	7.000.000
Institut géographique national	—	—	1.500.000
Radiodiffusion Télévision Française .	—	—	5.000.000
	1.000.000 NF	17.500.000 NF	34.500.000 NF

Coefficient d'utilisation des crédits

en pourcentage



Les subventions versées aux entreprises industrielles ont atteint près de 20 millions de NF contre 5 millions en 1960. Les primes d'équipement représentent à elles seules les trois quarts du total.

Subventions aux entreprises industrielles

Primes d'équipement	4.575.620	14.658.504
Primes d'emploi	702.149	2.570.004
Bonifications d'intérêts	—	2.062.376
Subventions pour la formation professionnelle		490.883
	<u>5.277.769 NF</u>	<u>19.781.767 NF</u>

Le montant des concours accordés par la Caisse d'équipement sous la forme d'octroi de prêts et d'avances, ou de prises de participations, a atteint 780 millions de NF contre 437 millions en 1960 et 227 millions en 1959. Les prêts à la construction ont absorbé les trois quarts de ces sommes, les principaux emprunteurs étant, par ailleurs, Electricité et Gaz d'Algérie, les Postes et Télécommunications, les collectivités locales et la C.A.P.E.R.

Prêts, avances et participations

	1959	1960	1961
Equipement public :			
P.T.T.	30.580.000	61.250.000	88.300.000
Collectivités locales	—	5.000.000	90.516.935
	<u>30.580.000</u>	<u>66.250.000</u>	<u>178.816.935</u>
Etablissement nationaux :			
Electricité et Gaz d'Algérie .	25.000.000	55.200.000	141.600.000
Chemins de fer	60.000.000	45.000.000	32.500.000
C.A.P.E.R.	—	45.500.000	67.000.000
	<u>85.000.000</u>	<u>145.700.000</u>	<u>241.100.000</u>
Equipement privé :			
Habitat	95.760.000	134.369.200	268.452.767
Crédit agricole	—	14.750.000	38.151.000
Entreprises industrielles ...	15.672.500	75.609.477	54.145.841
	<u>111.432.500</u>	<u>224.728.677</u>	<u>360.749.608</u>

TABLEAUX
ANNEXES

INVESTISSEMENTS HORS

(à l'exception de l'

	Auto- finan- cement des établ. publics	Ets financ.		Em- prunts publics	Avances ban- caires à moyen terme	Trésor public section (section algérienne)
		Caisse des Dépôts	Autres			
A) Equipement économique :						
— Forêts D.R.S.					6 (7)	10 (8)
— Equipement agricole						
— Hydraulique	59 (1)					
— Energie						
— Industrie, commer- ce, artisanat			18 (3)	10 (5)	227 (7)	3
— Routes						11 (9)
— Chemins de fer ...						
— Ports et aérodromes		3				4(10)
— P.T.T.		30				
— D.E.L.						
TOTAL équipe- ment économique .	59	33	18	10	233	28
B) Equipement social :						
— Logement	35 (2)	48	29 (4)	6 (6)	111	170(10)
— Aménagements ur- bains		7				38(11)
— Education nationale						
— Format. des jeunes.						
— Formation profess..						
— Santé publique						6
TOTAL équipe- ment social	35	55	29		111	214
C) Equipement administratif :						
TOTAL hors caisse	94	88	47	16	344	242

(1) Autofinancement E.G.A.

(2) Fonds de Dotation de l'Habitat 10.
Compagnie Immobilière Algérienne 20.

(3) Crédit National.

(4) Financement des prêts à long terme par le Crédit Foncier de France.

(5) Bons Cofidal à 4/6 ans en deux tranches, février et mai 1961.

(6) Emprunt Société foncière africaine.

(7) C.N.C.A. : 6 - Crédit National : 227.

(8) Préfinancement des prêts aux collectivités locales.

CAISSE RÉALISÉS EN 1961

autofinancement privé)

(millions de NF)

Budget des Services	Collect. locales	Budget de l'Etat	Trésor public	Divers	Consoli- dation	Total
	1					1
						6
						10
						59
7						265
	2					13
39 (12)	3	25			— 3	39
						32
	11					30
						11
46	17	25			— 3	466
	5		152	30 (13)	— 75	511
	2				— 7	40
	1			4 (14)		11
	8		152	34	— 82	562
46	25	25	152	34	85	1.028

(9) Préfinancement des prêts aux chambres de commerce et aux collectivités locales.

(10) Avances de préfinancement.

(11) Préfinancement d'emprunts CADAT 33
collectivités locales 5.

(12) Participation aux travaux S.N.C.F.A.

(13) Fonds d'action sociale 20
Prestation d'action sociale 10.

(14) Fonds d'action sociale.

Paiements effectués par la Caisse en 1961

(en millions de NF)

	Equipement public		Etablissements nationaux		Equipement privé		Total
	A	B	A	B	A	B	
A) Equipement économique :							
— Restauration des sols et forêt	36						36
— Equipem. agricole ..	44		26	67		38	175
— Hydraulique	128						128
— Energie	14		2	142			158
— Industrie, commerce, artisanat	1				20	54	75
— Routes	128						128
— Ports et aérodromes	49						49
— Chemins de fer ..				33			33
— P.T.T.		88					88
— D.E.L.	379						379
— Divers - utilisation main - d'œuvre supplémentaire : 2,9 R.T.F. 5 - I.G.N. 1 ..	3		6				9
TOTAL équipement économique .	782	88	34	242	20	92	1.258
B) Equipement social .							
— Logements	29					268	297
— Aménagement urbain.	42	90					132
— Education nationale	199						199
— Form. professionn..	37						37
— Santé	45						45
TOTAL équipement social	352	90				268	710
C) Equipement administratif :	90						90
— Cité administrative Rocher Noir	30						30
D) Dépenses exceptionnelles..	76						76
TOTAL GÉNÉRAL	1.330	178	34	242	20	360	2.164 (1)

(1) A cette somme doivent être ajoutés 9 millions pour les opérations en capital et 18 millions pour les frais de gestion et dotations aux amortissements.

7 millions de dépenses exceptionnelles doivent être prises en charge par le budget des services civils de l'Algérie.

7

ANNEXE

L'INFLUENCE DU PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT SUR LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

PREMIÈRE SECTION

RÉPARTITION DES DÉPENSES

L E montant total des investissements effectués en Algérie en 1961, avec l'aide de l'État et des établissements de crédits, s'établit à environ 2.540 millions de NF, contre 2.050 en 1960.

Les programmes pris en compte dans cette étude sont :

— Equipement public	1.261 millions de NF	
— Etablissements publics	442	—
— Habitat	690	—
— Investissements privés	11	—
— Prêts aux collectivités locales et aux agricul- teurs	40	—
	2.543	—

Cette masse se répartit en quatre principaux chefs de dépenses qui sont :

— la construction de bâtiments	1.190 millions de NF	
— les travaux publics d'infrastructure	924	—
— les acquisitions de matériel	306	—
— les acquisitions immobilières	123	—

Les deux premières rubriques constituent la plus grosse partie des dépenses d'équipement.

Construction de bâtiments

Il est utile de considérer, dans le secteur du bâtiment, quatre catégories techniques distinctes qui se traduisent de façon différente sur le plan économique :

— Le type traditionnel représenté par les immeubles administratifs ou les logements en petite série. Les dépenses effectuées pour des constructions de ce type sont de 738 millions de NF environ.

— Les chantiers industrialisés qui s'imposent dans les grands ensembles d'habitat à prix de revient serré. Ces chantiers nécessitent moins de main-d'œuvre spécialisée que la construction traditionnelle. Environ 270 millions de NF y ont été dépensés en 1961.

— Les constructions préfabriquées légères qui ont permis en particulier la construction des classes primaires à un rythme accéléré, mais qui font une large part à l'importation. La dépenses sur ce poste, qui inclut aussi les hangars légers, est de l'ordre de 101 millions de NF.

— Les constructions à caractère artisanal représentées par les logements du type « habitat rural ». Les dépenses correspondantes sont de 63 millions de NF. On peut y joindre les constructions de la C.A.P.E.R. et des constructions effectuées sur prêts agricoles, ce qui porte ce total à 78 millions de NF.

Dans chaque cas, les paiements se répartissent différemment entre :

- les entreprises principales (gros œuvre et V.R.D. ou usine de préfabrication);
- les entreprises de second œuvre;
- les architectes et bureaux d'études.

Bâtiments	Coût total (en millions de NF)	Entreprise principale		Second œuvre		Honoraires	
		%		%		%	
Traditionnels	738	66 %	487	30 %	221	4 %	30
Industrialisés	270	74 %	200	22 %	59	4 %	11
Préfabriqués	104	78 %	81	20 %	21	2 %	2
Ruraux	78	84 %	66	16 %	12	—	—
TOTAL	1.190		834		313		43

Si l'on met de côté les honoraires qui intéressent le secteur tertiaire (43 millions de NF), le chiffre d'affaires des entreprises de bâtiment (gros œuvre et second œuvre) justifié par le programme d'équipement public de l'Algérie est le 1.147 millions de NF, dont :

487 millions de NF pour les entreprises traditionnelles;
 200 — pour les entreprises de constructions industrialisées (1);
 81 — pour les entreprises de préfabrication;
 66 — pour le gros œuvre des constructions rurales;
 313 — environ pour les entreprises de second œuvre.

Travaux publics

Les dépenses effectuées dans ce secteur sont en forte augmentation par rapport à l'année précédente. On peut noter en particulier que sur la section V du programme d'équipement public (T.P.), les paiements ont été de 252 millions de NF en 1961 contre 129 en 1960. Les travaux exécutés sur crédits D.E.L. ont connu également une nette expansion en 1961.

Les paiements effectués dans ce secteur, soit 924 millions de NF, couvrent :

— Le chiffre d'affaires des entreprises de travaux publics, soit environ 734 millions de NF qui comprennent : les travaux portant sur les routes et aérodrômes, chemins et viabilité pour un coût total de 290 millions de NF; les travaux d'infrastructure maritime, les barrages, adductions, dragages et autres travaux hydrauliques pour un coût de 190 millions de NF environ, les lignes de transport d'énergie électrique, le gazoduc, les lignes télégraphiques et téléphoniques et les investissements du service de la voie de la S.N.C.F.A. pour environ 180 millions de NF; les travaux de D.R.S., d'amélioration des terres, d'aménagements ruraux pour environ 74 millions de NF;

— Le coût des travaux exécutés en régie qui représente environ 160 millions de NF.

Dans cette catégorie de dépenses, il convient de faire une place à part aux opérations où l'on a tenté de substituer l'homme à la machine pour lutter contre le sous-emploi. Les dépenses effectuées de cette façon peuvent être estimées à 20 millions de NF environ.

(1) Y compris les sous-traitants effectuant le montage.

Ces méthodes ont surtout été appliquées dans le cadre des « actions d'urgence » et revêtent un caractère d'assistance. Pour les opérations normales de travaux publics, cette formule a été peu utilisée (3 millions de NF environ), du fait des problèmes qu'elle soulève : chantiers plus difficiles à diriger, moins efficaces, plus lents et d'un coût plus élevé.

En définitive, les opérations d'infrastructure peuvent se diviser en :

— paiements aux entreprises de travaux publics ...	734	millions de NF
— travaux effectués en régie avec le parc matériel des services techniques	140	—
— chantiers de main-d'œuvre	20	—
— honoraires et frais d'études	30	—
	924	—

Acquisitions de matériel

Les acquisitions directes de matériel effectuées sur les crédits d'équipement totalisent 306 millions de NF environ. Ce poste de dépenses fait largement appel à l'importation. On peut y distinguer les principales rubriques suivantes :

— Tracteurs agricoles et engins de travaux publics ...	30	millions de NF
--	----	----------------

Ce poste fait appel principalement à l'importation, à l'exception de la production de l'usine Ducros à Oran, et de certains matériels aratoires partiellement fabriqués en Algérie.

— Outillage de production ou d'enseignement	76	—
---	----	---

Ce poste comprend également une forte part d'importations. Toutefois, l'industrie algérienne réalise une partie de l'équipement des entreprises : appareils de manutention, tôlerie, chaudronnerie.

— Equipements collectifs des écoles, hôpitaux	49	—
---	----	---

Il s'agit essentiellement du mobilier scolaire, du mobilier d'internat et des équipements de cuisines, buanderies, auquel s'ajoutent le matériel médical et le matériel de bureau des entreprises.

— La production algérienne correspondante, représentée surtout par du mobilier en tubes, totalise environ	15	—
---	----	---

— Matériel roulant des chemins de fer.

Les locomotives, voitures et wagons, sont importées, et représentent une valeur d'environ	15	—
---	----	---

— Matériel télégraphique et téléphonique (1)	45	—
--	----	---

Des usines implantées en Algérie fournissent une partie des montages électroniques (radio, herziens).

— Matériel divers, environ	26	—
----------------------------------	----	---

Au total, les acquisitions de matériel sont couvertes :

— par l'importation à concurrence de	260	—
— par la production locale pour un chiffre d'affaires de	46	—

(1) L'industrie algérienne fournit des câbles électriques et téléphoniques, mais ces dépenses (fournitures et pose) sont prises en compte dans la rubrique « Travaux Publics ».

On note une diminution des importations par rapport à l'année 1960 (283 millions de NF) due en particulier à un ralentissement de l'équipement des entreprises.

Les acquisitions immobilières

Les acquisitions immobilières totalisent 123 millions de NF.

Ces transferts ne sont pas à prendre en compte dans l'investissement net.

On peut remarquer toutefois que ces dépenses peuvent revêtir des aspects économiques très différents, selon l'usage que le vendeur fait des sommes reçues. par exemple :

- réinvestissement en Algérie du produit de la vente;
- achat de biens de consommation sur place;
- exportation des capitaux.

REMARQUE. — Pour éviter de compter deux fois le prix des terrains vendus, aux entreprises par l'intermédiaire de la C.A.D.A.T., seule a été prise en compte pour cet organisme la différence entre les acquisitions (28 millions de NF) et les ventes (5 millions de NF), soit 23 millions de NF.

DEUXIÈME SECTION

EFFETS DIRECTS

Les diverses dépenses d'investissements, dont la répartition a été étudiée dans la première section, créent un courant économique.

Les paiements effectués correspondent à une production brute des entreprises ou des régies. L'élément le plus significatif de cette production est la valeur ajoutée comprenant les salaires et les charges sociales, les impôts et taxes, les amortissements et les bénéfices.

Le complément est constitué par les achats de biens ou service effectués par les entreprises ou régies. Ce dernier terme servira de base aux calculs des effets d'amont (troisième section).

Les tableaux I, II et III joints à cette étude font apparaître les effets directs suivants :

— Valeur ajoutée en Algérie	1.224 millions de NF	
dont : salaires et charges	641	—
fiscalité	94	—
amortissements	335	—
bénéfices	154	—
— Achats	936	—
portant sur les secteurs ;		
énergie	87	—
matériaux de construction	223	—
produits métalliques	384	—
autres industries	168	—
transports	54	—
services	20	—

TABLEAU I

EFFETS DIRECTS

Part des achats et de la valeur ajoutée pour chaque type d'équipement

	Paie- ments 1961	Total achats		Total valeur ajoutée		Observations
Entreprises de bâtiment de type :						
— traditionnel	487	35 %	170	65 %	317	(*) assimilable aux entre- prises T.P.
— industrialisé (*)	200	35 %	70	65 %	130	
— préfabrication (*)	81	60 %	49	40 %	32	
Constructions rurales	66	83 %	55	17 %	11	
Second œuvre	313	49 %	153	51 %	160	(*) y compris sous-traitants.
TOTAL bâtiment	1.147	43 %	497		650	
Travaux publics à l'entreprise	734	44 %	323	56 %	411	
Travaux en régie avec parc mécanique	140	55 %	77	15 %	63	
Chantiers de main-d'œuvre	20	10 %	2	90 %	18	
TOTAL travaux publics ou infrastructure	894		402		492	
Matériel produit en Algérie	46	55 %	25	45 %	21	
Matériel importé	260	—	—	—	—	
TOTAL matériel	306		25		21	
TOTAL études	73	17 %	12	83 %	61	bâtiments, T.P., urbanisme.
TOTAL acquisitions immobilières	123	—	—	—	—	
TOTAL GÉNÉRAL	2.543		936		1.224	

TABLEAU II

EFFETS DIRECTS

Décomposition de la valeur ajoutée suivant le type d'équipement

	Total V.A. (1)	Salaires et charges	Fiscalité	Amortissement	Bénéfices	Observations
Entreprises de bâtiment :						
— traditionnelles	317 65 %	37,5 % 184	5 % 24	16 % 77	6,5 % 32	
— industrialisées	130 65 %	30 % 60	6 % 12	21 % 42	8 % 16	
— préfabrication	32 40 %	13 % 10	4,5 % 4	17 % 14	5,5 % 4	
Constructions rurales	11 17 %	14 % 9	— —	3 % 2	— —	
Second œuvre	160 51 %	24 % 75	5 % 16	13 % 41	9 % 28	
TOTAL bâtiments	650	338	56	176	80	
Travaux publics à l'entre- prise en régie (parc mét.)	411 56 %	25 % 184	4 % 29	21 % 154	6 % 44	
Chantiers de main-d'œuvre .	18 90 %	90 % 18	— —	— —	— —	
TOTAL travaux publics	492	265	29	154	44	
Matériel produit en Algérie .	21 45 %	25 % 12	5 % 2	6 % 3	9 % 4	
Matériel importé	— —	— —	— —	— —	— —	
TOTAL matériel	21	12	2	3	4	
TOTAL études	61 83 %	36 % 26	10 % 7	2 % 2	35 % 26	
TOTAL acquisitions im- mobilières	— —	— —	— —	— —	— —	
TOTAL GÉNÉRAL	1.224	641	94	335	154	

(1) Pourcentages par rapport au chiffre d'affaires.

TABLEAU III

EFFETS DIRECTS

Répartition des achats par type d'équipement et par produit

	Total achats (1)	Energie	Matériaux de construction	Produits métalliques	Autres industries de transformation	Transports	Services
Secteur du bâtiment (toutes catégories)	43,3 % 497	3,3 % 38	15 % 172	11 % 126	10 % 115	2,5 % 29	1,5 % 17
Secteur des travaux pu- blics (toutes catégories)	45 % 402	5 % 45	5,5 % 49	27,5 % 246	4,5 % 40	2,5 % 22	
Secteur des industries pro- ductrices de matériel d'équipement en Algérie (moyenne)	55 % 25	5,5 % 2,5	4 % 2	2,2 % 10	20,5 % 9	2 % 2	1 % 0,5
Secteur des services (études)	17 % 12	2 % 1,5		3 % 2	5 % 4	3 % 2	4 % 2,5
TOTAL	936	87	223	384	168	54	20

(1) Pourcentages par rapport au chiffre d'affaires.

TROISIÈME SECTION

EFFETS D'AMONT

Les achats effectués par les entreprises en régie à leurs divers fournisseurs se répartissent entre des producteurs locaux (par exemple pour les matériaux de carrière, le ciment, l'électricité) et des sociétés importatrices ou des intermédiaires (essences, pneus, verre à vitre, etc.). Dans les deux cas, il entre une part de frais de commercialisation.

Le tableau suivant donne pour cette répartition des pourcentages (production, commercialisation, importations) qui ont une valeur statistique valable pour le secteur pris dans son ensemble.

Secteur	Achats dans le secteur	Répartition en pourcentage			Répartition en valeur			Valeur ajoutée
		P	C	I	P	C	I	
Energie	87	23	54	23	20	47	20	10
Matériaux de construction	223	60	18	22	134	40	49	65
Produits métalliques ..	384	25	18	57	96	69	219	50
Autres industries	168	36	24	40	61	40	67	30
Transports	54	100	—	—	54	—	—	29
Services	20	100	—	—	20	—	—	16
Commercialisation (report 1960)	—	—	—	—	—	—	—	160
TOTAL	936				385	196	355	360

L'activité de ces fournisseurs crée à son tour une demande qui est à l'origine d'un nouveau cycle, et ainsi de suite. Chaque cycle ajoute ses effets aux précédents et le total tend rapidement vers une limite. Dans le cas présent, les calculs conduisent aux chiffres limites indiqués dans le tableau ci-après.

Pour chaque secteur, y compris le commerce, sont donnés :

- la production brute,
- la valeur ajoutée (ou production nette),
- les importations.

La valeur totale des achats initiaux (936 millions de NF) se retrouve dans la somme de la valeur ajoutée et des importations.

	Production brute	Valeur ajoutée	Importations	Production 1960
Energie	27	13,5	26	309 + 1.360
Matériaux de construction ..	180	88	63	355
Produits métalliques	130	67,5	281	885
Autres ind. Tr.	82	40,5	86	500 (1)
Transports	73	39	—	1.154
Services	27	21,5	—	1.955
Commerce	260	210	—	3.634
	779	480	456	

(1) Produits chimiques, caoutchouc, bois.

On voit que les effets d'amont ne sont pas négligeables par rapport aux effets directs : 480 millions de NF de valeur ajoutée par effets d'amont, représentant près de 40 % de la valeur ajoutée par effets directs (1.224 millions de NF).

EFFETS DIRECTS ET EFFETS D'AMONT CUMULÉS

Les effets cumulés produits en Algérie sont indiqués dans le tableau IV. C'est la valeur ajoutée (ou production nette) qui a été prise en considération ici.

Le tableau permet de faire la part des effets produits par la mise en œuvre du programme d'équipement dans l'activité totale de chaque secteur. En l'absence de statistiques complètes pour 1961, ce sont les chiffres de 1960 qui ont été utilisés pour représenter l'activité totale du secteur. Il apparaît que tous les secteurs ne sont pas touchés de la même façon par les dépenses d'investissement : tandis que l'activité du secteur bâtiment travaux publics est due pour 90 % au programme d'équipement, celles des autres secteurs industriels est touchée à des degrés variables : 45 % pour les matériaux de construction (1), 20 à 26 % pour le travail des métaux du bois, etc., 5 à 6 % pour le commerce et les transports.

Le tableau fait apparaître également les composantes de la valeur ajoutée :

— salaires et charges sociales	environ 827 millions de NF
— fiscalité	177 —
— amortissements	411 —
— bénéfices	289 —

qui servent de point de départ aux études des effets indirects de revenu.

Le montant des salaires et corrélativement l'emploi justifié par le programme d'équipement mérite une attention spéciale. Le tableau V donne le nombre d'emplois permanents liés à l'exécution du programme d'équipement en Algérie pendant l'année 1961 : 160.000 emplois à temps complet. En fait, si l'on tient compte de la fluidité de l'emploi de la main-d'œuvre banale dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, les 112.000 emplois permanents d'ouvriers dans le secteur représentent peut-être 140.000 emplois réels.

L'activité du secteur Bâtiments et Travaux Publics dépend étroitement du programme d'équipement. L'augmentation des dépenses dans ce secteur en 1961 par rapport à 1960 paraît alors en contradiction avec la récession que la profession enregistre en fin 1961. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait :

— La défaillance du secteur privé en 1961 dans ce domaine;

— L'activité du secteur B.T.P. était à son maximum au début de l'année (200.000 emplois au 1^{er} janvier 1961), mais elle a décliné en fin d'année (environ 175.000 emplois au 31 décembre 1961). Cette régression est due en particulier au ralentissement des opérations de construction en co-propriété à partir du milieu de l'année 1961;

— Les perspectives pour 1962 et les carnets de commande correspondants sont en diminution.

Enfin, sortant du cadre algérien, il peut être intéressant de considérer des répercussions du programme d'équipement pour les pays fournisseurs, parmi lesquels la France vient en tête avec 75 % environ (voir page 124).

(1) On s'attendait pour ce poste à un pourcentage du même ordre que pour les Bâtiments et Travaux Publics. Il est probable que ce chiffre de la branche dépasse ce cadre.

TABEAU IV
Effets cumulés

Secteur	V.A. totale du secteur en Algérie en 1960	V.A. produite par le programme	Salaires et charges	Fiscalité	Amortissement	Bénéfices
Bâtiment	661	(1) 650	338	56	176	80
Travaux publics	613	492	265	29	154	44
TOTAL Bâtiment et T.P.	1.274	1.142	603	85	330	124
Energie	216+900 (2)	13,5	6	1	4	2,5
Matériaux de construction	195	88	41	7	12	28
Produits métallurgiques	408	81	41	4	14	22
Autres industries de transformation	194	48	27	3	6	12
Transports	712	39	29	2	5	3
Services et commerce	4.676	292,5	80	75	40	97,5
TOTAL	—	1.704	827	177	411	289

(1) Le pourcentage calculé indépendamment pour chaque secteur Bâtiment et Travaux Publics n'aurait pas de signification du fait de l'absence de délimitation précise entre ces secteurs.
(2) Les 900 millions de NF correspondent au pétrole.

TABEAU V
Emplois liés à l'exécution du programme d'équipement

	Salaires et charges (millions de NF)	Nombre d'ouvriers	Nombre d'employés	Cadres et maîtrise	Observations
Bâtiment	338	66.000 (1)	2.500	2.400	(1) Il s'agit là d'emplois à plein temps. Compte tenu de la fluidité de l'emploi dans le secteur bâtiment T. P., c'est environ 140.000 emplois qu'il faudrait compter dans ce secteur.
Travaux Publics	265	46.000 (1)	2.000	3.400	
Energie	6	600	300	200	
Matériaux de construction	41	7.000	350	500	
Produits métallurgiques	41	7.200	350	600	
Autres ind. tr.	27	3.900	200	200	
Transports	29	2.800	400	400	
Services et commerce	80	2.700	8.000	600	
TOTAL	—	136.200	14.100	8.300	

Comparaison des investis

1960

PROGRAMMES

DÉPENSES

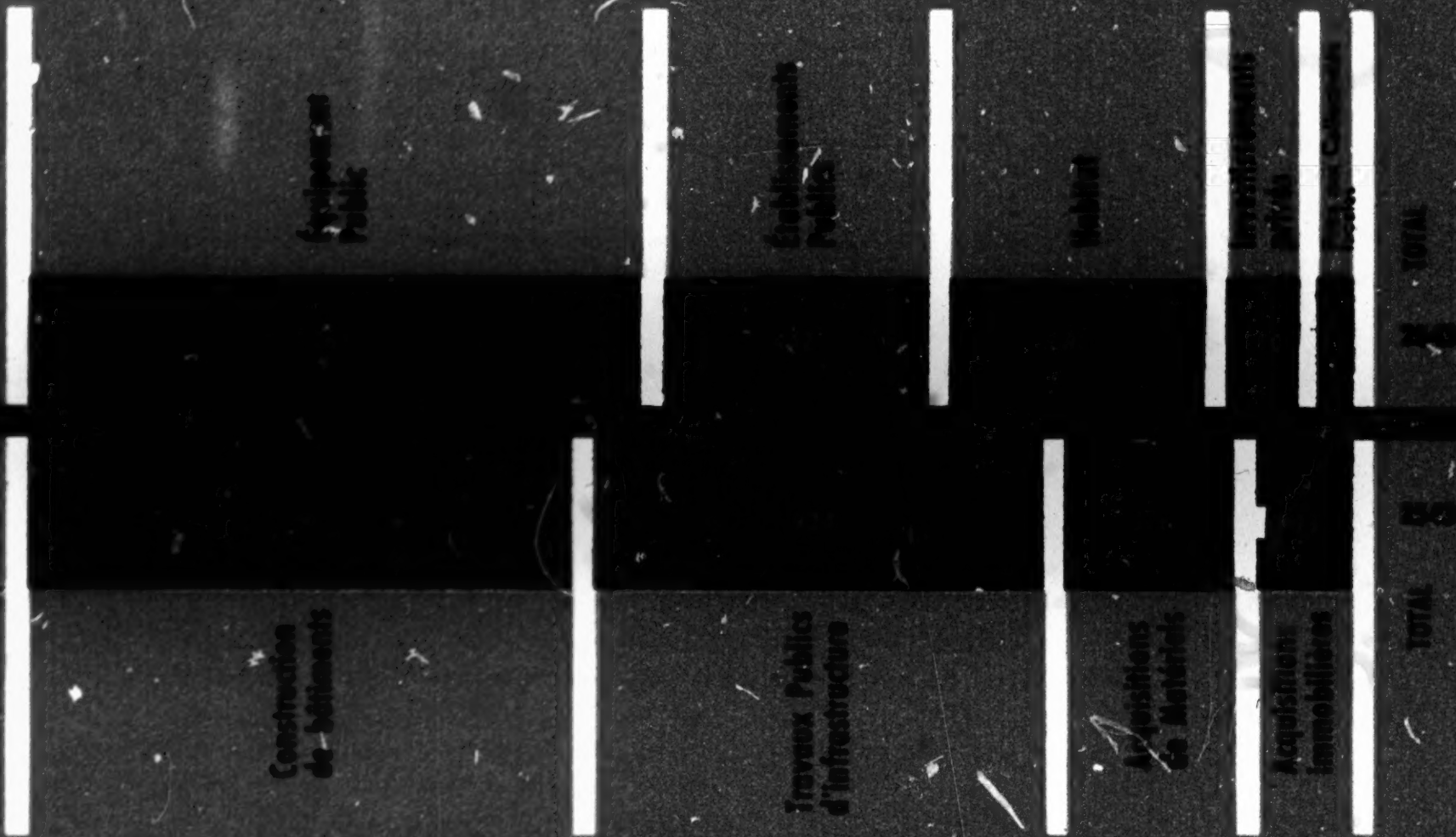
	Total d'im- portation du secteur	Importation sur pro- gramme (1)	En provenance (à titre indicatif)						Observations
			France		Europe		U.S.		
			%	valeur	%	valeur	%	valeur	
Bâtiment et T.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	approx.
Energie	—	26	—	16	—	5	—	5	
Matér. de constr.	—	63	65	41	35	22	—	—	
Produits métall. .	—	481	75	360	17	82	8	39	
Autres Ind. de tr.	—	146	80	118	10	14	10	14	
Transports - ser- vices comm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL ...	—	716	—	535	—	123	—	58	

(1) Aux 456 millions de NF d'effet d'amont détaillés ci-dessus s'ajoutent les 260 millions de NF d'acquisition de matériel importé, dont environ 200 de produits métalliques et 60 de produits divers.

sements

en millions de NF

1961



QUATRIÈME SECTION

LES EFFETS INDIRECTS DE REVENU

Les calculs qui précèdent ont permis d'évaluer les composantes de la valeur ajoutée engendrée directement ou indirectement par l'exécution du programme d'équipement :

— Salaires et charges sociales	827 millions de NF
— Produit fiscal	177 —
— Amortissements	411 —
— Bénéfices distribués ou réinvestis	289 —

On peut à partir de ces données étudier l'influence du programme d'équipement sur la consommation des ménages, les ressources budgétaires et la formation de capital.

Consommation des ménages

Le revenu des personnes privées, salaires et bénéfices distribués sur place, ressort à 950 millions de NF environ; une part de ces revenus est consacrée à l'épargne, elle varie de 20 % environ pour les revenus élevés à 0 % pour les petits salariés. La moyenne s'établit à 6 % environ en période normale, ce qui représente un total de 57 millions de NF.

Les impôts, taxes et cotisations diverses entrent dans le budget familial pour une quantité difficile à préciser, de l'ordre de 6 %, soit un total de 57 millions de NF.

Le reste, soit 836 millions de NF, représente la consommation des ménages proprement dite; elle se répartit, compte tenu des résultats de l'enquête sur la consommation des familles musulmanes en Algérie et d'estimations sur la consommation des familles européennes, d'une part, et de la répartition des catégories socio-professionnelles d'autre part, entre :

	En pourcentage	En valeur
Alimentation	52 %	434
Logement	10 %	84
Mobilier et équipement ménager ..	5 %	42
Habillement	7 %	59
Produits d'entretien, hygiène et soins médicaux	10 %	84
Transports et voyages	9 %	74
Culture, loisirs, tabac	7 %	59
TOTAL	100 %	836

Si l'on met à part les dépenses consacrées au logement (84 millions de NF), on voit que les effets indirects de revenu font surtout appel aux industries productrices de biens de consommation qui n'apparaissent pas dans les effets directs (agriculture, industries alimentaires, textiles) et au secteur des services et du commerce.

Rentrées fiscales

Les rentrées fiscales occasionnées par le programme d'équipement peuvent être estimées à 177 millions de NF pour les impôts et taxes sur les sociétés, 57 millions de NF pour les impôts sur le revenu des ménages, soit au total 234 millions de NF, qui rentrent de façon indifférenciée dans la masse budgétaire (3.046 millions de NF, dont 2.593 de ressources fiscales).

Comptes en capital

Les investissements nets du programme d'équipement, soit 2.420 millions de NF, constituent un accroissement du capital public ou privé de l'Algérie. Il convient d'y ajouter :

— L'épargne des ménages : compte tenu des transferts en Métropole, on peut estimer que sur 57 millions de NF épargnés, 40 environ restent disponibles pour l'Algérie.

— Les réserves et l'auto-équipement des entreprises constituent également un poste difficile à évaluer. Il est probable qu'en 1961 la plus grosse part du bénéfice des entreprises ne s'est pas réinvestie en Algérie.

— Le poste amortissement, d'un montant de plus de 400 millions de NF, peut se diversifier en fonction de la provenance du matériel en cours d'amortissement :

- Métropole ou Etranger environ 300 millions de NF.
- Algérie environ 100 millions de NF.

CONCLUSION

Il apparaît en définitive que l'investissement initial de 2.400 millions de NF (achats de terrains exclus) a provoqué :

- d'une part un courant d'importations de 700 millions de NF, soit un septième des importations totales de l'Algérie au cours de l'année;

- d'autre part une activité locale engendrant 1.700 millions de valeur ajoutée dont près de la moitié est constituée par des salaires et charges sociales.

On peut noter que la valeur ajoutée due au programme d'équipement est passée de 1.300 millions de NF en 1960 à 1.700 millions de NF en 1961, tandis que la production industrielle est loin d'avoir connu une progression semblable.

Ces résultats sont essentiellement dus à l'accroissement des dépenses d'équipement public : 1.261 millions de NF en 1961 contre 750 millions de NF en 1960, ce qui a permis, au moins dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, de maintenir un niveau d'emploi élevé malgré une récession dans l'ensemble de l'économie.

Sur le plan de l'emploi, cette activité se traduit par 160.000 emplois à temps plein, ou si l'on tient compte de la situation réelle c'est 180.000 emplois qu'il convient de mettre à l'actif du programme d'équipement, soit près du quart des 750.000 emplois non agricoles recensés en 1960 (administration exclue).

La répartition entre les différents secteurs de l'activité et de l'emploi ainsi produits est très sélective :

- Le bâtiment et les travaux publics, avec plus de 1.200 millions de NF de valeur ajoutée et 140.000 emplois, ont participé pour 70 % à l'activité totale produite ;

- Les autres secteurs industriels, avec 230 millions de NF de valeur ajoutée et 21.000 emplois, y ont contribué pour 13 %.

- Les transports, services et commerce, avec 290 millions de valeur ajoutée et 15.000 emplois, y ont contribué pour 17 %.

Il est à prévoir que la part des importations ira en diminuant avec les progrès de l'industrialisation de l'Algérie, et que l'activité locale suscitée par le programme d'équipement — à investissement égal — s'accroîtra progressivement.